

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CITOYENNETÉ ET IDENTITÉ NATIONALE AU BRÉSIL : UNE  
REMISE EN QUESTION DU MYTHE DE LA DÉMOCRATIE  
RACIALE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ AU DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE  
POLITIQUE

PAR

FRANÇOIS SÉGUIN

DÉCEMBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## **Remerciements**

J'aimerais remercier mon directeur de mémoire, le Professeur Julián Durazo-Hermmann, de l'Université du Québec à Montréal, pour son appui, son expertise et sa patience.

J'aimerais aussi remercier ma mère, Marilyn, pour qui l'appui m'a valu plus qu'elle pourra le savoir, ainsi que mes autres parents et amis, qui m'ont tous soutenu durant ces dernières années.

## Résumé

Cette recherche est une étude de cas qui cherche à comprendre le rôle des mythes nationaux dans la définition du nationalisme brésilien dans la période allant de l'élection du président Fernando Henrique Cardoso, en 1994, à la fin du premier mandat de Luis Inácio Lula da Silva en 2006. En partant de concepts théoriques tels les droits juridiques, la citoyenneté, le nationalisme et l'identité nationale, entre autres, ce travail cherche à analyser l'expérience brésilienne. Par le biais d'une recherche bibliographique multidisciplinaire, cette recherche analyse la citoyenneté brésilienne afin de démontrer comment les transformations produites au cours des dernières décennies ont transformé un des mythes fondateurs du nationalisme brésilien, le mythe de la démocratie raciale. L'hypothèse de ce mémoire suppose que durant le développement de l'espace citoyen dans les années 1980-1990, les acteurs au Brésil forgèrent un nouveau lien d'attachement à la nation et à son identité, tous deux en pleine transformation. L'analyse trouve que l'articulation d'une nouvelle citoyenneté qui reconnaît l'identité des acteurs a mis en doute le mythe de la démocratie raciale sur lequel l'identité du pays s'appuie. Plus encore, la citoyenneté brésilienne a avancé au point d'être plus ouverte à des discussions plus profondes ayant un lien avec la participation à l'espace national et ont pu mettre de la pression sur le mythe de la démocratie raciale. Bien que le mythe n'existe plus comme idéologie officielle de l'État, elle existe encore sous une forme de « gros bon sens » dans l'esprit de la population, malgré le développement du pluralisme au Brésil. Cela a mis les représentations nationales au grand jour : comment réconcilier pluralisme malgré un retour du nationalisme brésilien ? Le pluralisme social fait qu'il est difficile de définir l'identité nationale du Brésil précisément, puisqu'il n'y a pas un seul Brésil, mais plusieurs.

Mots-clés : Brésil; démocratie raciale, droits; citoyenneté; identité nationale

## Table des Matières

RÉSUMÉ .....	iii
LISTE DES ACRONYMES .....	vi
INTRODUCTION .....	1
Question de recherche.....	2
Théorie.....	2
Comment le pluralisme social est-il vécu au Brésil? .....	8
Méthodologie .....	11
 CHAPITRE I	
LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE RACIALE ET IDENTITÉ NATIONALE : ORIGINES D'UN MODÈLE DE CITOYENNETÉ BRÉSILIENNE .....	14
1.1    Origines du mythe de la démocratie raciale.....	14
1.2    Démocratie raciale : d'idéologie au mythe.....	19
1.3    Démocratie raciale et identité nationale.....	24
1.4    Le mythe et ses répercussions sur la citoyenneté.....	41
 CHAPITRE II	
LE NOUVEL ESPACE CITOYEN BRÉSILIEN .....	46
2.1    La perte et le retour des droits politiques et civils (1964-1985) .....	46
2.2    La Constituante et la nouvelle Constitution : 1986-1988 .....	57
2.3    Les droits sociaux et l'(in)égalité.....	60
2.4    La (nouvelle) citoyenneté : diversité, pluralisme et identités.....	61
2.5    Diversité et pluralisme au Brésil d'aujourd'hui.....	65
2.6    La question citoyenne affronte deux modèles politiques .....	69
 CHAPITRE III	
LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE RACIALE AUJOURD'HUI .....	76
3.1    Les droits juridiques : de la militance noire aux actions affirmatives .....	77
3.2    La citoyenneté et l'appartenance.....	86
3.3    Identité nationale et le mythe de la démocratie raciale.....	94
 CHAPITRE IV	
VERS UNE NOUVELLE IDENTITÉ NATIONALE? .....	99

4.1	Rejet du mythe ou résistance?.. .. .	99
4.2	Pluralisme ou <i>backlash</i> national?... .. .	103
4.3	Brésil ou <i>brasis</i> ? .. .	105
	CONCLUSION .. .	113
	BIBLIOGRAPHIE.....	117

## Liste des acronymes

- AI – Atos Institucionais (Actes Institutionnels)
- AIB – Associação da Imprensa do Brasil (Association de la Presse du Brésil)
- ARENA – Aliança Renovadora Nacional
- CEB – Communautés Ecclésiales de Base
- CIMI – Conselho Indigenista Missionário
- FHC – Fernando Henrique Cardoso
- GTI – Grupo de Trabalho Interministerial Para a Valorização da População Negra
- GTDEO - Grupo de Trabalho Para a Eliminação da Discriminação no Emprego e na Ocupação (Groupe de travail pour l'élimination de la discrimination dans le travail et l'emploi)
- IBP – Instituto Brasileiro de Pesquisa (Institut brésilien de Recherche)
- IPEA – Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada
- ISI – Industrialisation par Substitution des Importations
- MDA – Ministerio do Desenvolvimento Agrária
- MDB – Movimento Democrático Brasileiro
- MNU– Movimento Negro Unificado Contra a Discriminação Racial
- MST – Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem-Terra (Mouvement des Travaileurs Ruraux Sans-Terre)
- OAB – Ordem dos Advogados do Brasil
- PCB - Partido Comunista Brasileiro
- PDS - Partido Democrático Social
- PFL - Partido da Frente Liberal
- PMDB – Partido do Movimento Democrático Brasileiro
- PND – Plano Nacional de Desenvolvimento (Plan National de Développement)
- PNDH – Programa Nacional de Direitos Humanos
- SEPPIR – Secretária Especial de Políticas de Promoção da Igualdade Racial
- SNI – Serviço Nacional da Informação
- TEN – Teatro Experimental do Negro
- UERJ - Universidade Estadual do Rio de Janeiro
- UNI – União das Nações Indigenas

## Introduction

Cette recherche est une étude de cas qui cherche à comprendre le rôle des mythes nationaux dans la définition du nationalisme brésilien dans la période allant de l'élection du président Fernando Henrique Cardoso, en 1994, à la fin du premier mandat de Luis Inácio Lula da Silva en 2006. En partant de concepts théoriques tels les droits juridiques, la citoyenneté, le nationalisme et l'identité nationale, entre autres, ce travail cherchera à analyser l'expérience brésilienne. Par le biais d'une recherche bibliographique multidisciplinaire, cette recherche analyse la citoyenneté brésilienne afin de démontrer comment les transformations produites au cours des dernières décennies, plus précisément sur la période 1994-2006, ont transformé un des mythes fondateurs du nationalisme brésilien, soit le mythe de la démocratie raciale. Cette période est importante puisqu'il s'agit de celle où la nouvelle démocratie brésilienne s'est consolidée suite à l'élaboration d'une nouvelle constitution civile.

L'attrait principal de ce travail de recherche est de pousser l'étude théorique sur le nationalisme brésilien. La pertinence des questions du nationalisme aujourd'hui est due au fait que certaines sociétés d'aujourd'hui sont en processus de transformation. Dans certains cas, la culture homogène se substitue par un nationalisme multiculturel. Comment intégrer des groupes d'individus, des cultures, des identités variées au sein d'un espace social est donc une question importante. Le Brésil, pour sa part, est un sujet important, dans la mesure où il s'agit d'une puissance émergente sur la scène internationale. Pour ce pays, les questions multiculturelles sont récentes si on compare avec d'autres pays développés.

Prenant comme point de départ les œuvres qui traitent de la démocratie raciale et la citoyenneté au Brésil, ce travail permet d'étudier les fondements du nationalisme brésilien afin de définir les nouvelles bases qui déterminent le sentiment d'attachement à la nation brésilienne. Si plusieurs auteurs ont écrit sur le sujet de la démocratie raciale, peu a été dit à propos de ses conséquences sur l'identité nationale. Au niveau théorique, ce travail contribue à l'étude du nationalisme brésilien en apportant une réflexion approfondie sur la citoyenneté, les droits juridiques et la démocratie raciale au Brésil.

### Question de recherche

Comment la nouvelle citoyenneté au Brésil affecte-t-elle l'identité nationale du pays? La citoyenneté au Brésil, qui considère les droits identitaires (les droits qui permettent au sujet d'être reconnu pour les particularismes de son identité) comme des droits sociaux et qui est appuyée par des droits juridiques, a affecté le cadre démocratique et a permis une ouverture au pluralisme social (le fait de reconnaître que la société est composée d'acteurs socialement différenciés). Ceci a eu comme effet une reconfiguration des forces sociales depuis le retour de la démocratie au Brésil durant les années 1980.

Cette ouverture au pluralisme, permettant la construction d'identités sociales qui n'existaient pas ou qui n'étaient pas reconnues antérieurement, crée ainsi une disjonction avec certains des mythes fondateurs qui sous-tendent l'identité nationale du Brésil. En termes de diversité inhérente au Brésil, on a vu une « remise en question des mythes progressistes du pays, remise en question de son image idéalisée et un appel à une nouvelle réflexion sur les valeurs et les représentations identitaires.<sup>1</sup> » Il y a alors une remise en question de l'identité nationale du Brésil et de certains des symboles et mythes qui la composent, dont le mythe fondateur de la démocratie raciale. Ce mythe est lié au régime militaire de la période 1964-1985 et au déficit social qui s'est développé durant cette période. Compte tenu de la progression des droits juridiques et des mobilisations sociales durant la période de reprise démocratique, la remise en question de ce mythe signale une transformation de l'identité nationale du pays.

### Théorie

Observons d'abord la relation entre trois concepts importants, soit, a) les droits juridiques (droits politiques, civils et sociaux), b) la citoyenneté (sous sa forme post-transition) et c) l'identité nationale (incluant les aspects culturels, dont la question raciale). Premièrement, le retour des droits juridiques (c'est-à-dire les droits protégés constitutionnellement qui permettent, par exemple, le droit de vote ou les libertés civiles fondamentales) dans le cadre du processus de transition démocratique au Brésil durant les années 1980 a permis de reconstruire la citoyenneté. Le développement des droits sociaux a permis d'apporter des changements significatifs à la citoyenneté par rapport aux périodes antérieures, puisqu'elle est devenue porteuse de l'identité des acteurs. Ici, nous entendons les identités comme

---

<sup>1</sup> DEBS, Sylvie. 2002. *Cinéma et littérature au Brésil : les mythes du Sertão : émergence d'une identité nationale*. Paris : L'Harmattan, p.290.

Une dimension interactive qui dépend, d'une part, de facteurs et de dispositions psychologiques neurophysiologiques et, d'autre part, de facteurs sociaux et culturels. L'identité personnelle est en fin de compte une construction individuelle et communautaire, un état de conscience dynamique fruit d'une longue chaîne de transformations.<sup>2</sup>

Il faut aussi noter, à l'instar de Stuart Hall, que l'identité culturelle n'est pas une essence, mais un positionnement, et donc, il y a toujours des politiques d'identité, des politiques de position.<sup>3</sup>

Déjà en 1950, T. H. Marshall considérait le droit social comme étant le droit à un « modicum of economic welfare and security to the right to share to the full in the social heritage and to live the life of a civilized being.<sup>4</sup> » Le droit social s'est développé au cours de la deuxième moitié du XXe siècle pour arriver à inclure, entre autres, le droit au bien-être et le droit à construire son identité (qu'elle soit religieuse, ethnique, ou de classe, par exemple) ainsi qu'à être appuyé par une série d'institutions pour les articuler, tels les cours de justice, les parlements, le système éducationnel, des services sociaux, etc.<sup>5</sup> Le développement des droits sociaux a permis que le pluralisme social soit accepté au sein des espaces politiques et a permis de concevoir ces pays comme des nations composées d'acteurs socialement différenciés.<sup>6</sup>

Deuxièmement, la reconnaissance légale de l'identité sociale des personnes permet qu'elles sentent une appartenance à la nation en affirmant la valeur de leurs pratiques culturelles et symboliques. Cette reconnaissance permet aussi aux acteurs de participer à la construction de l'espace politique non seulement en tant qu'individus ayant des droits juridiques, mais aussi en tant que groupes ayant une identité sociale propre. Ainsi se construit leur citoyenneté identitaire. C'est ici que la question raciale prend de l'importance, car les groupes s'identifiant par leur origine ethnique et la couleur de leur peau peuvent maintenant s'appuyer sur des droits juridiques afin de protéger leur culture tout en participant concrètement à la vie sociale, économique et politique des sociétés contemporaines<sup>7</sup>.

Les droits sociaux se joignent aux droits politiques et aux droits civils pour concrétiser ce qu'on appelle la citoyenneté. Pour la majorité du XXe siècle, la citoyenneté est considérée simplement

---

2 CASTIÑEIRA, Àngel. 2007. « Nations imaginées: identité personnelle, identité nationale et lieux de mémoire », in GAGNON, Alain-G., André Lecours et Geneviève Nootens (dir.publ.). *Les nationalismes majoritaires contemporains*, Montréal, Québec-Amérique, pp.81-83.

3 HALL, Stuart. 1990. « Cultural Identity and Diaspora ». Chap. in *Identity: Community, Culture, Difference*. Jonathan RUTHERFORD (dir. publ.). London: Lawrence and Wishart, p. 226, in NISHIDA., pp.440-441.

4 MARSHALL, T.H. 1950. *Citizenship and Social Class, and Other Essays*, Cambridge University Press, p.69, in TURNER, Bryan S. 2009. « T.H. Marshall, social rights and English national identity ». *Citizenship Studies*, vol. 13, no 1, p.68.

5 *idem*.

6 DAGNINO, Evelina. 2007. « Dimensions of Citizenship in Contemporary Brazil ». *Fordham Law Review*, vol. 75, no 5 (avril), p.2473.

7 DAGNINO, Evelina. 2003. « Citizenship in Latin America: An Introduction ». *Latin American Perspectives*; Issue 129, vol. 30, no 2 (mars), pp.213-215.

comme un statut juridique. Selon la définition donnée de Marshall, la citoyenneté serait le statut de droits et devoirs égaux partagés par tous les membres d'une communauté politique.<sup>8</sup>

À cette époque, on commençait à concevoir la citoyenneté comme étant aussi une série de pratiques culturelles, symboliques et économiques qui permettaient l'adhésion de l'individu à l'espace politique. Des changements au niveau de la citoyenneté ont été perçus un peu plus tard durant la période de l'État-providence (de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970). Sous cette période, l'accès aux biens sociaux était perçu comme un droit. Des politiques sociales mises en place dans les pays occidentaux « avancés » pour lutter contre les inégalités, notamment en matière d'éducation, de santé, de travail, relevaient d'un bien social assuré par le droit (notons que Marshall avait écrit sur ce type de droits en 1950). Universel en portée, le droit social permettait la pleine réalisation des citoyens, alors que son fondement éthique, reposant sur l'égalité des acteurs, a permis une multiplication des demandes de reconnaissance sociale :

La dynamique sociopolitique engendrée par la régulation providentialiste a fortement contribué à la différenciation interne des sociétés modernes dans l'après-guerre, et favorisant l'éclosion de la revendication à fondement identitaire. La pluralisation des intérêts, l'extension progressive des pratiques, [...] et l'affirmation de regroupements d'acteurs, en quête de repositionnement politique à la faveur des possibilités que leur ouvrent les droits de la personne, résultent ainsi d'une longue maturation de l'agir politique.<sup>9</sup>

Si les droits juridiques (civils, politiques et sociaux) ont été implantés au Brésil au tournant du XXe siècle, les droits sociaux, pourtant le premier de ces trois types de droits à s'établir au pays, sont demeurés fort injustes, car seules certaines personnes y pouvaient accéder.<sup>10</sup> Ce n'est qu'avec le retour de la démocratie en 1985 qu'on peut effectivement parler d'une véritable institutionnalisation des droits au Brésil.

De façon plus générale, la redéfinition de la citoyenneté entreprise en Amérique latine s'inscrit dans une lutte contre l'inégalité sociale et économique, mais aussi dans le but d'approfondir la démocratie.<sup>11</sup> Les luttes que les mouvements sociaux ont amorcées sont nécessaires à cause de l'*autoritarisme social*. Il s'agit de l'organisation inégale et hiérarchique des sociétés selon la classe, la race et le genre, entre autres.<sup>12</sup> La perception que cet autoritarisme social approfondit l'inégalité a stimulé le désir de

---

8 MARSHALL, *op. cit.*, in OXHORN, Phillip. 2003. « Social Inequality, Civil Society, and the Limits of Citizenship in Latin America » Chap. in *What Justice? Whose Justice? – Fighting for Fairness in Latin America*. ECKSTEIN, Susan Eva et Timothy P. WICKHAM-CROWLEY (dir. publ.). University of California Press, p.37.

9 BEAUCHEMIN, Jacques. 2004. *La Société des Identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Outremont (Montréal) : Athéna Éditions, pp.51, 52 et 55.

10 CARDOSO DE OLIVEIRA, Luís R. 2005. *Droit légal et insulte morale : dilemmes de la citoyenneté au Brésil, au Québec et aux États-Unis*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, pp.102-104.

11 DAGNINO (2003), *loc. cit.*, p.212.

12 *ibid.*, p.213.

redéfinir la citoyenneté. Cela a permis notamment l'élargissement de la citoyenneté pour inclure la conception d'un nouveau vivre-ensemble et la reconnaissance de l'autre en tant que porteur d'intérêts valides et droits légitimes. Cette redéfinition inclut aussi le droit à la différence qui vient à spécifier le droit à l'égalité.<sup>13</sup>

Aujourd'hui, en somme, la citoyenneté n'est pas conçue simplement comme un statut juridique. Plutôt, la citoyenneté se décrit comme étant à la fois une série de pratiques (culturelles, symboliques et économiques) et un ensemble de droits et devoirs (civils, politiques et sociaux) qui permettent l'adhésion de l'individu à l'espace politique. Contenant aussi un lien d'appartenance à la nation, la *citoyenneté identitaire*, elle se base sur le sentiment d'appartenance à la communauté politique créée par l'État-nation.<sup>14</sup> Depuis les dernières décennies, la citoyenneté est donc devenue quelque chose de plus grand qu'un statut juridique en devenant aussi un statut identitaire promouvant un lien fort avec la nation. Il s'agit d'un idéaltype, et non pas la règle absolue pour le concept de citoyenneté dans tous les pays.

Troisièmement, l'identité nationale serait un outil par lequel l'État institutionnalise et structure la vie économique et politique, c'est-à-dire, d'une part, les bases par lesquels l'État oriente l'organisation sociale de son territoire, et d'autre part, les pratiques culturelles des groupes majoritaires.<sup>15</sup> Ceci, jumelé à la solidarité en temps de guerre, sert à rendre émotionnelles, morales et sacrées les liens d'attachement à la nation.<sup>16</sup> Dans ce dernier cas, l'identité nationale sert à légitimer les liens d'attachement aux autres membres de la société et du mode de vie partagée. Elle pourra donc permettre, dans certaines instances, des mobilisations sociales au nom de la nation en question. Les identités sociales sont les différentes identités (reconnues ou non) au sein d'une société, qui peut, dans certains cas, tenir compte des différences existant entre ses membres, faisant ainsi une identité nationale plus ouverte à la différence. Dans ce cas, on dit qu'il y a un pluralisme social. Le pluralisme social est un défi pour l'unité nationale dans la mesure où les modes de vie des identités différentes peuvent être en conflit les unes avec les autres, mais peut aussi former une identité nationale plus représentative.

---

13 *ibid.*, pp.213-214.

14 HASSENTEUFEL, Patrick. 1996. « L'État-providence ou les métamorphoses de la citoyenneté ». *L'année sociologique*, vol. 46, no 1, p.129, in DUCHASTEL, *op. cit.*, note en bas de page pp.59-60.

15 REX, John. 1996. « National identity in the democratic multi-cultural state », *Sociological Research Online*, vol. 1, no 2 (juin), p.35.

16 *idem*.

Les mobilisations sociales font partie du nationalisme. Si le nationalisme est, d'une part, un mouvement pour supporter l'État-nation, mais aussi un assemblage de croyances idéologiques, de pratiques et routines qui reproduisent le monde des États-nations,<sup>17</sup> alors nous devons voir le nationalisme comme un facteur permettant une mobilisation sociale en sa faveur. On peut alors imaginer que le nationalisme est l'émergence de sentiments affectifs qui viennent non seulement catégoriser les individus comme faisant partie d'un groupe social appelé nation, mais qui vont aussi démontrer la volonté de la supporter, de la bâtir et de la défendre. Pourquoi le nationalisme est-il si fort comme point de référence identitaire? C'est que d'autres marqueurs, tels la classe, n'ont pas le pouvoir de mobilisation du nationalisme au cours du XXe siècle : « Nationalism —the original politics of identity— mobilized the masses far more successfully. »<sup>18</sup> Il y a donc au sein du nationalisme un processus identitaire qui permet de faire le lien entre identité et nation.

Si la citoyenneté, en plus des droits qu'elle permet, inclut un sentiment d'appartenance qui est un attachement à la communauté, c'est à travers l'identité nationale que cet attachement se fait, puisque c'est la structure nationaliste elle-même, soit les institutions nationales, le partage d'une culture nationale commune et le partage d'un mode de vie avec les autres membres de la nation qui permet de forger ce lien. Le sentiment d'appartenance, en soi, permet et encourage la participation citoyenne, qui à son tour permet de bâtir l'identité nationale. Le sentiment d'appartenance à la nation fait donc le lien entre la citoyenneté et l'identité nationale et permet donc aux deux de se renforcer mutuellement.

Cet attachement national dépendra, en partie, de la citoyenneté (et forcément, des droits juridiques) en place. Si les droits permettent de reconnaître les identités sociales historiquement exclues et que celles-ci parviennent à participer à l'élaboration de la société et de forger un lien d'appartenance avec la nation, l'identité nationale se développera par le bas, et non simplement par l'État (par le haut).<sup>19</sup> En conséquence, les acteurs sociaux auront la possibilité de contribuer à l'identité du pays, qui sera plus représentative de la société, au lieu d'être construit par la seule élite. «What is at stake, in fact, in struggles for citizenship in Latin America is more than the right to be included as a full member of society; it is the right to participate in the very definition of that society and its political system.<sup>20</sup>» La question qui guide la réflexion sur le nationalisme brésilien depuis quelques décennies est donc de savoir comment les transformations apportées à la citoyenneté et les droits juridiques définissent l'identité nationale.

---

17 *ibid.*, p.37.

18 PLETSCH, Carl. 1999. « Class, Nationalism and Identity Politics ». *Peace Review*, vol. 11, no. 2 (juin), pp. 197-198.

19 DAGNINO (2003), *loc. cit.*, p.213.

20 *ibid.*, p.215.

Dans le cadre de ce travail, nous cherchons à savoir comment les nouveaux aspects de citoyenneté identitaire interagissent dans le cadre social brésilien. L'hypothèse de ce mémoire suppose que durant le développement de l'espace citoyen dans les années 1980-1990, les membres de la société brésilienne, formellement reconnus ou non, forgèrent un nouveau lien d'attachement à la nation en transformation tout en participant à la construction de l'identité nationale.

L'attachement à la nation y était déjà incrusté, chacun faisant partie (en bien ou en mal) d'une communauté partageant le même passé. Toutefois, comme le sentiment national n'est jamais fixe, le pays s'est confronté à la nation en devenir, accentué par la transition démocratique. C'est donc dans le contexte de nouveaux droits acquis et de la volonté de participer activement à la constitution d'une société en évolution que les droits juridiques et la citoyenneté trouvent un lien avec l'identité nationale, car en acceptant des acteurs différenciés dans l'espace social et en reconnaissant leurs contributions à la construction de la nation, on parvient à bâtir l'identité nationale.

Dans le cadre de ce travail, nous chercherons à voir comment l'extension et l'approfondissement des droits de citoyenneté ont pu transformer des forces sociales au Brésil, et par ce fait même, ont entrepris une ouverture progressive au pluralisme identitaire et citoyen.

Durant une longue partie du XXe siècle, la réglementation et la hiérarchisation du travail au Brésil a eu comme effet de permettre un accès très inégal aux droits.<sup>21</sup> Le fait que les droits sociaux n'étaient pas établis selon des principes universalistes a miné la possibilité de développer un discours de droits de citoyenneté universaliste.<sup>22</sup> L'inégale distribution des droits sociaux a reproduit l'autoritarisme social qui maintenait l'inégalité et l'exclusion de divers acteurs sociaux. Des transformations apportées aux forces sociales, économiques, politiques et culturelles à la fin des années 1970 vont causer de nouveaux débats autour de la citoyenneté.<sup>23</sup> Ce n'est qu'avec la démocratisation et la période de l'Assemblée constituante (1986-88) que les droits sociaux ont véritablement pris un espace important dans les discussions sociales.

La démocratisation a permis le développement de groupes identitaires ayant des revendications de reconnaissance sociale, tels les secteurs exclus, les syndicats, et les partis de gauche, tous adoptant,

---

21 CARDOSO DE OLIVEIRA, *op.cit.*, pp.102-104.

22 *ibid.*, p.104.

23 MARQUES-PEREIRA, Bérengère et Ilan BIZBERG (dir. publ.). 1995. « Contenus et contours de la citoyenneté sociale en Amérique Latine ». pp.7-8. Chap. in *La citoyenneté sociale en Amérique latine*. Paris: L'Harmattan.

sous des formes variées, la notion de citoyenneté au sein de leurs stratégies dans les années 1980 et 1990. Cette notion s'est ensuite répandue dans d'autres groupes et mouvements sociaux, tels ceux des femmes, noirs, minorités ethniques, homosexuels, citoyens retraités, etc. Toutefois, ces groupes ont tous affirmé que la lutte est difficile, puisque derrière ce voile de citoyenneté universelle et égalité devant la loi se cachent des formes systémiques de domination et d'oppression qui continuent de les marginaliser<sup>24</sup>, faisant ainsi appel à des changements radicaux aux pratiques culturelles qui reproduisent l'inégalité et l'exclusion.<sup>25</sup>

La recomposition des droits sociaux a permis de faire éclore des débats tournant autour de la citoyenneté et a permis une ouverture au débat sur la diversité et le pluralisme social au Brésil.

Comment le pluralisme social est-il vécu au Brésil?

Les symboles et mythes nationaux viennent appuyer la construction identitaire du pays en lui apportant des ancrages au sentiment d'attachement au mode de vie commun et viennent valider le discours qui veut que le peuple vivant au Brésil forme une nation ayant un passé commun et un destin uni. Pour le sociologue Octavio Ianni, le Brésil cherche continuellement à se connaître, se définir et établir sa place sur la carte du monde. Il y a donc toujours une inquiétude sur ce que le pays a été et ce qu'il pourra être.<sup>26</sup>

Il existerait plusieurs lignes de pensée, ou des « familles d'interprétation » du Brésil, faisant ainsi du pays une nation à la recherche de concepts pour se définir.<sup>27</sup> La société brésilienne semble se réduire à une collection de mythes, provenant souvent de « types idéaux », c'est-à-dire des personnages qui viennent marquer un élément précis du contexte brésilien.<sup>28</sup> Les mythes sont définis comme des systèmes symboliques de récit:

–où chaque récit surgit de la convocation de symboles dont l'agencement fait sens et dont le rappel suscite de fortes projections émotionnelles, susceptibles d'arracher l'adhésion des consciences – qui, plus ils sont repris, plus ils font oublier la dimension imaginaire de la société. [...] Plus les croyances collectives qu'ils suscitent se généralisent, plus elles forment un registre d'argument qui parvient à faire passer comme certaines les situations dépeintes par le mythe.<sup>29</sup>

---

24 ISIN, Engin Fahri et Patricia K. WOOD. 1999. *Citizenship and Identity*. London : Sage, p.1.

25 DAGNINO (2007), *loc. cit.*, p.2469.

26 IANNI, Octavio. 2002. « Tipos e Mitos do Pensamento Brasileiro ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 17, no 49, p.5.

27 *ibid.*, p.6.

28 *ibid.*, pp.7-8.

29 MONCLAIRE, Stéphane. 1997. « Les Brésils imaginaires ». *Lusotopie*, pp. 304-305.

Oublier la dimension imaginaire de la société revient à oublier la signification qu'on donne à la société en la prenant pour acquis. Les mythes apportent un élément important à l'identité nationale, car ils donnent un sens particulier à la société. Sans eux, les sociétés perdraient leur aspect intemporel.

Ces mythes ne sont pas innocents, et révèlent beaucoup sur les configurations et les mouvements de la société.<sup>30</sup> L'identité nationale du Brésil repose sur plusieurs mythes fondateurs qui définissent la base des relations sociales. La plus importante, sans toutefois être la seule, est le mythe de la démocratie raciale. On pourrait aussi nommer les mythes du métissage et celui des « trois races », qui sont précurseurs au mythe de la démocratie raciale, ainsi que ceux de l'indianisme, de l'homme cordial et de la nature édénique.<sup>31</sup>

Quels sont les effets d'une ouverture progressive à un pluralisme social? Nous constatons que le nouveau débat citoyen met en doute de nombreux mythes fondateurs de l'identité nationale du Brésil. Si elle est en transformation, la question principale qui nous intéresse est de savoir comment est-ce que cela s'est produit. À partir de la fin du siècle dernier on a vu une remise en question des mythes progressistes du pays et de son image idéalisée, ainsi qu'un appel à une nouvelle réflexion sur les valeurs et les représentations identitaires.<sup>32</sup>

Le mythe de la démocratie raciale est un exemple important d'un mythe qui ne tient plus la route au sein d'une société dans laquelle le pluralisme social prend de plus en plus de place. Le mythe propose que tous au Brésil sont égaux, peu importe la couleur de sa peau, et ce, dans tous les aspects de la vie sociale et à tous les niveaux. Pour certains auteurs, la démocratie raciale était vue comme une idéologie de domination qui ne serait qu'un moyen pour maintenir des inégalités socioéconomiques entre les Blancs et Noirs, ce qui permettait d'outrepasser la couleur de la peau et la discrimination raciale.<sup>33</sup> D'autres diront qu'il s'agit d'un mythe fondateur de la nation brésilienne, qui, sans toutefois

---

30 IANNI, *loc. cit.*, p.10.

31 Voir MEDEIROS, João Luiz. 2008. « Configurações identitárias da nação no Brasil ». Chap. in *Identidades em Movimento. Nação, Cyberspaço, Ambientalismo e Religião no Brasil Contemporâneo*. Porto Alegre : Sulina, pp.78-99, SAILLANT, Francine. 2007. « Le Brésil: la fusion des différences, la Nation, la citoyenneté ». Chap. in *Pluralisme et démocratie – Entre culture, droit et politique*. Stéphane VIBERT (dir. publ.), Montréal: Québec-Amérique, pp.393-416 et CARVALHO, José Murilo de. 1998. « O motivo edênico no imaginário social brasileiro ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Associação Nacional de Pós-Graduação em Ciências Sociais (Anpocs), Vol.13, no 38, out./dez., pp.63-79.

32 DEBS, *op. cit.*, p.290.

33 FERNANDES, Florestan. 1965. *A integração do negro na sociedade de classes*. São Paulo: Cia Editora Nacional. in GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2001. « A questão racial na política brasileira (os últimos quinze anos) ». *Tempo Social, revista de sociologia da USP*, São Paulo, vol. 13, no 2 (novembre), p.137.

exclure complètement les préjugés et discriminations, garantit tout de même des meilleurs rapports interraciaux.<sup>34</sup>

Enfin, la démocratie raciale étant un compromis politique et social visant à inclure la population noire au sein du marché du travail,<sup>35</sup> la nouvelle démocratisation du Brésil à partir des années 1980 va mettre en difficulté l'actualisation d'un compromis comme celui de la démocratie raciale, puisque ce sont justement les inégalités socioéconomiques qui deviennent l'objet de la revendication politique, non seulement la discrimination. De plus, à la toute fin du XXe siècle, l'État est venu à considérer que le Brésil, à la base, était une nation peuplée majoritairement de personnes de descendance africaine. Il fallait leur accorder une reconnaissance plus importante que celle d'une minorité, et qui, d'ailleurs, devait dépasser la division de la société en classes, ce qui marquait le compromis de la démocratie raciale.<sup>36</sup>

La transformation de l'identité nationale du Brésil s'expliquerait à la fois par l'acceptation du pluralisme, mais doit aussi se trouver dans le rejet du mythe de la démocratie raciale, puisque parallèlement à l'extension des droits sociaux, des mouvements de reconnaissance afro-brésilienne ont lutté pendant de nombreuses décennies pour obtenir une égalité avec les groupes blancs du pays<sup>37</sup>. Par égalité, on entend donc une reconnaissance de leur identité en tant que groupe social, c'est-à-dire qu'ils vont jouir des mêmes droits et privilèges que les autres groupes sociaux. Cela inclut aussi la réduction des inégalités économiques, qui, le sait-on, sont un problème majeur du Brésil. Réussir à mettre en doute le mythe de la démocratie raciale était, en quelque sorte, la preuve que le Brésil s'ouvrait au pluralisme, et n'était que le début de la remise en question des fondements de l'identité du pays.

La question citoyenne est une préoccupation importante de la population brésilienne. Le nationalisme a sa part à jouer dans la formation citoyenne. Ce qui unit le Brésil, c'est la citoyenneté, ce qui permet non seulement de considérer tous les habitants du territoire comme étant des égaux juridiques, mais comme appartenant tous à la même communauté. L'identité nationale du Brésil aujourd'hui doit être vue, en bonne partie, à travers l'optique de la citoyenneté, puisque la dynamique des rapports sociaux à l'intérieur du pays se joue dans des rapports d'inclusion/exclusion. Comme nous l'avons indiqué plus haut, ceux qui parviennent à tisser des liens d'appartenance avec la nation pourront procéder à la

---

34 FRY, Peter. 1995. « O que a cinderela negra tem a dizer sobre a política racial brasileira ». *Revista USP*, no 28 (décembre-février), in GUIMARÃES (2001), *loc.cit.*, p.137.

35 GUIMARÃES (2001), *loc.cit.*, Abstract (Anglais).

36 *ibid.*, p.137.

37 Voir MARTINS, Sérgio Da Silva, Carlos Alberto MEDEIROS et Elisa Larkin NASCIMENTO, 2004. « Paving Paradise: The Road from "Racial Democracy" to Affirmative Action in Brazil ». *Journal of Black Studies: African Descendants in Brazil*, vol. 34, no 6 (juillet), pp. 787-789.

conception de son identité. L'exclusion de groupes sociaux de l'espace social correspond à un recul de la citoyenneté et par le fait même, de la participation civique, et réduit le lien entre la citoyenneté et l'identité nationale.

L'identité nationale du Brésil, se construisant à partir des mythes fondateurs, sera aussi porteuse de ces discours d'inclusion sociale. Faire partie du Brésil aujourd'hui se résumerait à un *être ou ne pas être* citoyen, qui, somme toute, deviendrait un symbole de mobilisation sociale.<sup>38</sup> Cette mobilisation sociale devient alors importante si la nation brésilienne se redéfinit en termes de sa citoyenneté, c'est-à-dire, un « je suis Brésilien, donc je suis citoyen aussi. »

### Méthodologie

L'hypothèse élaborée plus haut suggère que des transformations profondes au modèle citoyen ainsi que la reconnaissance de nouveaux groupes sociaux ont remis en question du mythe de la démocratie raciale à plusieurs niveaux, permettant de voir le Brésil comme un pays beaucoup plus ouvert à l'identité des acteurs qui composent la société, tenant compte des aspects culturels et symboliques de ceux-ci. Cela aurait comme conséquence d'apporter une nouvelle forme à l'identité nationale.

Afin que l'hypothèse puisse être valide, il faudrait que le mythe de la démocratie raciale ait connu une transformation substantielle afin de pouvoir affirmer que la citoyenneté ait réellement affecté le processus de transformation identitaire du pays. De plus, l'identité nationale devra porter des traits franchement différents de ceux qu'on ait pu trouver dans l'époque antérieure à la période étudiée (1994-2006). Pour comprendre le fonctionnement de telles transformations sociales, il faudra séparer l'analyse en quelques étapes.

Dans une première instance, il sera nécessaire d'expliquer les origines du mythe de la démocratie et les symboles nationaux qui l'appuient pour montrer comment il reproduit une forme particulière de citoyenneté et de démocratie au Brésil au XXe siècle. Le premier chapitre cherche à comprendre, dans un second temps, dans quelle mesure le mythe soutient une forme particulière d'identité nationale.

Dans une seconde instance, il faudra expliquer en quoi la citoyenneté au Brésil s'est transformée par la situation sociopolitique du Brésil à la fin du XXe siècle et voir qu'est-ce que cet espace permet de nouveau pour la question démocratique dans ce pays. Le deuxième chapitre explique comment ces

---

38 SAILLANT, *loc.cit.*, p.412.

transformations ont mené à la nouvelle citoyenneté au Brésil dans les décennies suivant le retour à la démocratie. Il s'agira de regarder la Constitution de 1988, et de comprendre en quoi l'espace citoyen est différent par rapport au passé et comment des nouveaux acteurs parviennent à se tailler une place au sein de l'espace sociopolitique brésilien. Les transformations économiques (globalisation, nouveaux secteurs d'activité, tendances du marché du travail), sociales (passage d'une société à majorité rurale à une société majoritairement urbaine, avènement de la société informatisée), légales (quotas universitaires pour les étudiants d'origine africaine) et au niveau des politiques (visant l'égalité des groupes sociaux) ont transformé le portrait du Brésil.

À travers une analyse du discours politique, une recherche sur les mesures légales adoptées en vue de permettre une citoyenneté plus ouverte, et un l'examen de la société civile, en particulier les mouvements identitaires, cette partie visera à établir les contours de la démocratie brésilienne. Cette démocratie se compose d'une nouvelle citoyenneté orientée par une ouverture au pluralisme social. Les concepts de diversité et de pluralisme seront approfondis afin de permettre de bien cerner la citoyenneté au Brésil dans la période étudiée.

En troisième lieu, il s'agira de vérifier dans quelle mesure le mythe de la démocratie raciale se maintient entre 1994 et 2006. En regardant comment le nouvel espace citoyen affecte le mythe durant cette période, le chapitre tâche de voir comment les mesures entreprises par les gouvernements ont affecté le mythe de la démocratie raciale. Selon notre hypothèse, le mythe fondateur sera dépassé par les transformations sociales produites durant les dernières décennies. Le chapitre évaluera si une rupture avec le mythe fondateur (ainsi que ses symboles l'appuyant) a effectivement eu lieu, et permettra donc une transformation de l'identité nationale du Brésil, ou, dans le cas contraire, si ce mythe demeure aussi forte et présente dans la quotidienneté brésilienne. Il serait aussi possible que ce mythe soit remplacé intégralement par un autre.

Une série de questions s'imposent alors : Les transformations subies dans les cadres économiques, politiques, sociaux et légaux minent-elles la possibilité du mythe d'agir comme un socle identitaire de la société brésilienne? Dans le cas qu'elle agit encore comme socle identitaire, nous devons considérer le regard actuel de l'identité brésilienne : les mythes fondateurs et les symboles qui orbitent l'identité nationale ont-ils la même signification? Le sens actuel du mythe est-il le même? Une transformation de sa signification, soit en partie ou en totalité, pourrait indiquer une mutation de l'identité nationale.

Le dernier chapitre considérera dans quelle mesure (ou non) l'identité nationale du Brésil a été transformée par les changements encourus au Brésil dans la fin du XXe siècle et début du XXIe. Ce questionnement tente d'élaborer comment l'identité nationale du Brésil à la fin de la période étudiée se distingue de celle qui a marqué le pays des derniers siècles. L'identité nationale sera examinée à partir des transformations apportées par la nouvelle citoyenneté et la remise en question du mythe fondateur, c'est-à-dire comment l'identité nationale du Brésil se voit à travers l'optique du nouvel espace citoyen et les nouvelles identités sociales. La question principale motivant ce chapitre tente de déterminer comment s'articule identité nationale et citoyenneté dans la nouvelle réalité brésilienne.

Pour chacune de ces étapes de la démonstration, la technique d'analyse employée sera la recherche bibliographique sur des auteurs experts en ce qui a trait à l'expérience brésilienne. Cette méthode a été retenue car ce type d'analyse permet un meilleur approfondissement des questions structurant le sujet, alors que des études empiriques auraient nécessité davantage de temps et de ressources que j'avais à ma disposition. Le choix de faire de la recherche sur le terrain s'est faite suite à la découverte que de nombreux ouvrages en portugais traitant du sujet en question n'étaient pas disponibles à l'UQAM ni dans les universités montréalaises. De plus, sur la base du certificat d'éthique, j'ai rencontré plusieurs professeurs brésiliens dans le but d'éclairer la question du nationalisme brésilien. Il a ainsi été possible de trouver des pistes et des œuvres qui ont permis le développement de ce mémoire.

## Chapitre I

### LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE RACIALE ET IDENTITÉ NATIONALE : ORIGINES D'UN MODÈLE DE CITOYENNETÉ BRÉSILIENNE

Ce premier chapitre explique le mythe de la démocratie raciale à travers ses origines et comment sa transformation d'une idéologie en mythe a affecté l'identité du pays et comment elle reproduit une forme particulière de citoyenneté au Brésil. Ce mythe fondateur de la nation accentue l'identité du pays en lui donnant des caractéristiques précises. Comme les identités sont rarement immuables, la discussion ouvrira la voie sur les transformations de l'identité nationale du Brésil subies lors la période dictatoriale et les périodes qui suivent.

#### 1.1 Origines du mythe de la démocratie raciale

Le racisme au Brésil surgit sur la scène politique brésilienne à l'époque de l'abolition de l'esclavagisme (soit la fin du XIXe siècle) sous forme de doctrine scientifique.<sup>39</sup> Les écrits positivistes d'Auguste Comte, ainsi que l'évolutionnisme de Charles Darwin et le darwinisme social d'Herbert Spencer ont modelé la pensée brésilienne de l'époque.<sup>40</sup> L'évolutionnisme servait de point de convergence de ces trois théories et venait établir les lois qui guidaient le progrès des civilisations, permettant ainsi de légitimer la position hégémonique du monde occidental.<sup>41</sup>

---

39 GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2004. « Preconceito de cor e racismo no Brasil ». *Revista de Antropologia*, São Paulo: USP, vol. 47, no 1, pp.10-11.

40 MEDEIROS (2008), *loc.cit.*, p.81.

41 *ibid.*, pp.81-82.

L'*intelligentsia* brésilienne était prise dans une impasse. Accepter les concepts évolutionnistes supposait analyser la société brésilienne à la lumière de ces interprétations, et accepter que la civilisation brésilienne fût inférieure à celle des pays européens.<sup>42</sup> Comment expliquer ce décalage? Et comment expliquer la différence entre la théorie, qui prônait une nation idéalisée à l'européenne, et la réalité, une nation multicolore? Au Brésil, on expliqua le décalage par deux concepts, soit la race et le milieu.<sup>43</sup> C'est dans le contexte d'un pays tropical et composé de divers groupes raciaux que le Brésil expliquait sa place dans le monde.<sup>44</sup>

Avec l'abolition de l'esclavage, il était entendu que tous les Brésiliens profiteraient, de façon formelle, d'une même égalité politique et légale. La forte migration interne, allant surtout des terres intérieures du Nord et du Nord-est vers les centres industriels au Sud du pays, ainsi que le poids démographique important des Noirs, mettaient au clair l'importance de la question raciale au Brésil. Le racisme ne doit donc pas simplement être analysé comme une réaction à une égalité naissante, mais plutôt comme la réaction des élites intellectuelles du Nord-est aux inégalités croissantes entre le Nord et le Sud du pays avec le déclin de l'industrie sucrière (au Nord) et la prospérité du café (au Sud).<sup>45</sup> Le racisme était un moyen pour l'*intelligentsia* brésilienne du Nord d'édifier sa propre nation blanche dans la région, pour ainsi espérer monter au monde « civilisé ». La crainte, pour les élites du Nord, était de voir se former, au Sud, une puissante nation « blanche » dans laquelle les Noirs seraient soit assimilés, soit soumis, alors qu'au Nord, pris avec un amas de métis inertes, le développement tarderait.<sup>46</sup>

Si au Nord-est, dans les cas particuliers de la Escola de Medicina de Bahia et de la Escola de Direito de Recife, on défendait de telles thèses biologistes, au Sud, par exemple dans les États de São Paulo et de Rio de Janeiro, on préférait employer l'« embranquecimento » (blanchiment), c'est-à-dire qu'on substituait la main d'œuvre noire par des immigrants européens. Dans le Sud, la forte immigration européenne avait un rôle double : d'une part, elle permettait de répondre aux besoins pressants de la demande de main d'œuvre dans les plantations du café, et d'autre part, elle jouait un rôle civilisateur,

---

42 ORTIZ, Renato. 2008. *Cultura brasileira e identidade nacional*. São Paulo: Brasiliense, pp.13-16, in MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.82.

43 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, pp.82-83.

44 À ce sujet, Guimarães ajoute : « É que, no começo dos anos 1920, a revolução estética modernista já inventara o primitivo brasileiro, o popular, sob a influência das emoções trazidas pelos novíssimos espetáculos de massa europeus e de seu gosto pelo exótico – o modernismo artístico já desembarcara no Brasil pelo porto de Santos e fora gulosa e rapidamente consumido pelas vanguardas intelectuais paulistas, em busca, a um só tempo, de autenticidade e de sintonia com a Europa. O pensamento político que subjazia a essa elite, o seu declarado culto pelo imigrante, pela industrialização e pela *urbes* moderna, era de todo antagônico à lembrança do passado colonial luso-brasileiro do decadente Nordeste. » GUIMARÃES (2004), *loc. cit.*, p.13.

45 GUIMARÃES (2004), *loc. cit.*, p.11.

46 RODRIGUES, R. N. 1935. *Os africanos no Brasil*. 2e éd., São Paulo, pp.18-19 in GUIMARÃES. 2004. *loc. cit.*, p.11.

en « purifiant le sang brésilien ». <sup>47</sup> Pour les tenants des théories évolutionnistes, une société civilisée sous les tropiques composée de Noirs, Indiens et Métis était tout à fait irrationnel, d'où l'importance de « blanchiser » la race. <sup>48</sup>

En même temps, une conception métissée de la nation s'élaborait parallèlement. Au début du XXe siècle, le Brésil apparut comme un pays dont la réalité sociale était formée par la fusion entre Indiens, Noirs et Blancs. <sup>49</sup> C'est ce qu'on appelle le « mythe du métissage ». Toutefois, elle présentait une contradiction claire pour l'élite brésilienne : si les politiques d'immigration visaient à blanchir la race brésilienne, c'est-à-dire d'éliminer progressivement les traces africaines et indiennes de la société, le métissage serait alors le processus inverse. C'est donc dans cette optique que le métissage était perçu comme étant négatif par l'élite brésilienne.

Bien que plusieurs interprétations du mythe de la démocratie raciale existent, comme nous le verrons par la suite dans la section 1.2, nous pouvons définir de façon générale que le mythe de la démocratie raciale est un code moral qui prône la cordialité envers l'autre, peu importe la couleur de la peau. <sup>50</sup>

C'est éventuellement dans la critique aux théories raciales biologiques et la politique de blanchiment que le mythe de la démocratie raciale s'est formée. D'ailleurs, c'est au Nord que s'est développée cette critique, avec Gilberto Freyre, dans les années 1930 et la publication de *Casa Grande e Senzala*. À partir des travaux du botaniste et explorateur allemand Carl Von Martius, qui a été le premier à rendre compte de l'importance du métissage dans la formation de l'identité brésilienne, ainsi que d'autres auteurs, tels Silvio Romero, Nina Rodrigues, Euclides da Cunha et João Ribeiro, que Freyre a fait une relecture du métissage et a rendu positive l'aspect mixte du pays. <sup>51</sup> « Confronted with scientific racism beliefs in the superiority of a white race and that "mixed" blood created degeneracy, Freyre proposed instead that "cross-breeding" produced hybrid vigor in humans, thereby enabling a bright future for the otherwise condemned "dark" Brazilian nation. » <sup>52</sup> En traitant le métissage comme positif, Freyre a élevé les composantes noires et indiennes au statut national. La famille coloniale brésilienne, le

---

47 MEDEIROS, João. 2005. « Configurations identitaires de la nation au Brésil ». Chap. in *Réalités Françaises et Brésiliennes*. João MEDEIROS et Jean-Marc LAVEUR (dir.publ). Publications de Montpellier III – Université Paul-Valéry, pp.49-52.

48 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.83.

49 *idem.*, p.85.

50 BAILEY, Stanley R. 2004. « Group Dominance and the Myth of Racial Democracy: Antiracism Attitudes in Brazil ». *American Sociological Review*, vol. 69, no 5 (octobre), p.729.

51 Voir DUTRA, Eliana de Freitas. 2000. « The Fusion of Races as Locus of Memory ». *Diogenes*, vol. 48, no 191, pp.25-36 et FREYRE, Gilberto. 1974 [1933]. *Maîtres et esclaves – La formation de la société brésilienne* [Casa Grande e Senzala], Éditions Gallimard, 550p.

52 BAILEY, Stanley R. 2002. « The Race Construct and Public Opinion: Understanding Brazilian Beliefs about Racial Inequality and Their Determinants ». *The American Journal of Sociology*, vol.108, no 2 (septembre), pp.408-409.

nucleus de la société, serait le résultat de la fusion des trois races fondatrices du Brésil.<sup>53</sup> Perçu antérieurement comme étant intrinsèquement négatif, le métissage a été transformé en un aspect social positif par Freyre.<sup>54</sup>

L'idéologie du métissage, une fois libérée des théories racistes ambiguës et redéfinie, s'est répandue socialement et est devenue un sens commun célébré rituellement dans les relations du quotidien, ainsi que dans de grands événements, tels le carnaval et le football. Ce qui était métis est devenu national.<sup>55</sup> C'est donc à partir de cela que la démocratie raciale est née.

La démocratie raciale a eu quelques conséquences pratiques au niveau des relations raciales au Brésil. D'abord, on a affirmé qu'il n'y avait pas, en termes biologiques, de races au pays. Plutôt, elles existeraient en termes sociales. L'inexistence de race proviendrait de la miscégenation raciale qui aurait dilué toute essence naturelle des trois races fondatrices de la nation.<sup>56</sup> Ces essences naturelles existeraient à l'extérieur du Brésil et feraient du pays un cas exceptionnel. Cet exceptionnalisme serait alors un facteur de fierté nationale et serait l'apport du Brésil au monde, soit qu'il est possible de vivre harmonieusement sans luttes raciales. La démocratie raciale sert à prouver que les brésilien(ne)s sont incontestablement un peuple civilisé.<sup>57</sup>

Bien que le Brésil ait trouvé un moyen de surpasser le racisme en valorisant l'héritage culturel mixte, cette croyance populaire est mise au défi par le témoignage de nombreux activistes et intellectuels africains qui subissent l'idéal du blanchiment et la notion biologique de la race qui se manifestent quotidiennement.<sup>58</sup> Au Brésil, la race est un concept ambigu, situationnel (dépend des circonstances), inconsistant et relationnel (dépend de la position sociale des personnes). Il existe de nombreux systèmes de classification qui varient d'une personne à l'autre, et qui peuvent varier au cours de la vie d'une personne. Les Brésiliens eux-mêmes sentent peu l'appartenance à un groupe racial.<sup>59</sup> La

---

53 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.89.

54 DUTRA, *loc. cit.*, pp.25-36.

55 ORTIZ, *op. cit.*, p.41. Arnelle Enders ajoute : « Une des raisons du succès immédiat et considérable de *Casa Grande* et des œuvres de Gilberto Freyre tient en la capacité de l'auteur à donner un sens aux choses de la vie quotidienne, à rechercher la brésilianité non dans la grande histoire, mais dans la prose du monde, dans le folklore, la sexualité, la manière de marcher, la cuisine, le football, à rendre la patrie concrète, charnelle. » ENDERS, Arnelle. 1997. « Le lusotropicalisme ». *Lusotopie*, p.204.

56 BERNARDINO, Joaze. 2002. « Ação Afirmativa e a Rediscussão do Mito da Democracia Racial no Brasil ». *Estudos Afro-Asiáticos*, vol. 24, no 2, pp.254-255.

57 GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2005. *Racismo e anti-racismo no Brasil*. São Paulo: FUSP-Fundação de Apoio a Universidade de São Paulo: Ed. 34, p.39.

58 NASCIMENTO, Larkin Elisa. 2004. « Kilombismo, Virtual Whiteness, and the Sorcery of Color ». *Journal of Black Studies*, vol. 34, no 6 (juillet), pp.863-864.

59 TELLES, Edward. 2003. *Racismo a brasileira : uma nova perspectiva sociologica*. Trad. de l'anglais par Ana Arruda Callado, Nadjeda Rodrigues Marques et Camila Olsen. Rio de Janeiro : Relume Dumara : Ford Foundation, p.132.

classification floue et individuelle du Brésil serait due à l'absence de groupes sociaux définis selon la race.

La seconde conséquence est qu'au Brésil, on croit que la classification de couleur est sans implications socioéconomiques ou politiques.<sup>60</sup> En réalité, il existe une hiérarchie classificatrice dans laquelle le statut social détermine la classification raciale.<sup>61</sup>

Au Brésil, donc, le blanc est associé au bien et le noir au mal. De plus, à partir du moment où la nationalité brésilienne s'entend à partir d'une conception de mélange des races, avoir du sang noir ne permet pas de se distinguer. Cela est vrai puisqu'au Brésil, si les Afro-descendants sont africains au plan biologique, ils ne le sont pas nécessairement au niveau social. Donc, le concept de race ne peut trouver écho qu'à l'intérieur d'un système de classification racial qui hiérarchise les races.<sup>62</sup> Cela a comme effet principal de ne presque jamais voir les Noirs parmi l'élite politique, économique et médiatique du pays. À part la musique populaire, qui semble être un monde à part dans lequel l'influence afro-brésilienne joue un rôle important, l'esthétique dominante au Brésil, dans les mondes de la mode, la télévision, les publicités, par exemple, est de couleur blanche et aux cheveux blonds.<sup>63</sup>

Enfin, la dernière conséquence est qu'au Brésil, toute personne qui divise ou sépare les races est vue comme étant raciste. Les mouvements sociaux noirs, dans leur processus de différenciation, sont donc vus comme indésirables.<sup>64</sup> Les mouvements noirs ont mis l'accent sur la ré-identification des Noirs en termes ethnoculturels. En employant des catégories essentialisées de race afin de décrire les différences au sein de la société, seul un discours raciste auto-défensif peut récupérer le sentiment de dignité, d'orgueil et d'auto-confiance qui fut corrompu par des siècles de racisme universel et illustré.<sup>65</sup> Toutefois, les Brésiliens sont très susceptibles à ce qui est appelé « racisme inversé » des organisations noires, ou bien à ce qu'on appelle « l'importation de catégories et sentiments étrangers ». Rien n'est plus blessant à l'âme nationale, rien de plus contraire au profond idéal assimilationniste brésilien que la culture de différences.<sup>66</sup> Il rappelle que le racialisme n'implique pas nécessairement le racisme, de la même façon que l'anti-racialisme ne se traduit pas nécessairement en anti-racisme, un

---

60 BERNARDINO, *loc. cit.*, p.255.

61 WINDSOR, Liliame Cambraia. 2007. « Deconstructing Racial Democracy: A Personal Quest to Understand Social Conditioning about Race Relations in Brazil ». *Social Identities*, vol. 13, no 4 (juillet), pp.506-507.

62 BERNARDINO, *loc. cit.*, p.262.

63 HTUN, Mala. 2004. « From "Racial Democracy" to Affirmative Action: Changing State Policy on Race in Brazil ». *Latin American Research Review*, vol. 39, no 1 (février), pp.62-63.

64 BERNARDINO, *loc. cit.*, pp.255-256.

65 GUIMARÃES (2005), *op. cit.*, p.61.

66 *idem*.

fait aussi appuyé par Bailey (2004). Au Brésil, la négation d'existence des races cause un traitement discriminatoire et reproduit une inégalité sociale entre les races.<sup>67</sup>

Freyre a promu une véritable révolution idéologique au Brésil moderne, donnant ainsi un nom à l'*ethos*, soit « démocratie sociale et ethnique », au lieu de démocratie politique, comme il était le cas en Amérique du Nord et en Angleterre.<sup>68</sup> Cet *ethos* justifie le droit des autorités politiques de non seulement reproduire des inégalités socioéconomiques au profit de l'unité nationale, mais aussi de justifier le droit de privilégier certains groupes raciaux au détriment de d'autres. La démocratie raciale élaborée par Freyre a permis de crédibiliser, à l'aide de la science sociale de l'époque, l'équilibre précaire entre l'inégalité sociale, l'autoritarisme politique et liberté formelle qui ont marqué le Brésil de la post-guerre.<sup>69</sup> On peut donc affirmer que la démocratie raciale a servi comme instrument de l'ordre politique brésilienne pour miner les droits d'une partie de la population brésilienne et, par le fait de nier les différences entre les acteurs, a ainsi nui à la formation d'une citoyenneté effective qui pouvait défendre les intérêts des personnes marginalisées selon leur race ou leur classe sociale.

## 1.2 Démocratie raciale : d'idéologie au mythe

Comment l'idéologie de la démocratie raciale est devenue un mythe national est très peu traité directement dans la littérature. Suite à Freyre, divers auteurs ont cherché à expliquer la place de la démocratie raciale au sein de la société brésilienne. Il est possible de faire une liste des moments-clés qui ont mené à la transformation de l'idéologie scientifique et étatique vers le statut de mythe.

L'immigration massive provenant de l'Europe à partir de la fin du XIXe siècle a eu l'effet de causer un désenchantement national durant les années 1920 et 1930, puisqu'au lieu de développer un sentiment national basé sur des idées brésiliennes, le pays était influencé par l'arrivée de nombreux étrangers. La désillusion avec l'eupéanisation était évidente puisque la xénophobie d'aile droite était devenue un élément de base de la mobilisation des classes moyennes.<sup>70</sup> Il y avait une profonde volonté de rejeter l'Europe afin de développer un sentiment véritablement brésilien. L'œuvre de Freyre arriva donc à un moment de l'histoire brésilienne où les esprits étaient ouverts à une idéologie nationale typiquement brésilienne.

---

<sup>67</sup> *ibid.*, pp.65-66.

<sup>68</sup> GUIMARÃES (2004), *loc. cit.*, p.12. Notons d'ailleurs que ce n'est qu'en 1941 que le terme « démocratie raciale » apparaît.

<sup>69</sup> *ibid.*, p.13.

<sup>70</sup> ANDREWS, George Reid. 1996. « Brazilian Racial Democracy, 1900-90: An American Counterpoint ». *Journal of Contemporary History*, vol. 31, no 3 (juillet), pp.486-487.

Tout comme Freyre, les promoteurs de la démocratie raciale étaient fortement motivés par leur dédain du système de relations raciales des États-Unis et de l'Europe des années 1930 et 1940, et s'appuyaient sur celle-ci afin de démontrer la supériorité et l'unicité du système brésilien qui offrait une alternative dotée de plus d'espoir.<sup>71</sup> Les écrits de Freyre sont devenus une idéologie semi-officielle propagée dans des proclamations publiques, les écoles, les universités et les médias nationaux.<sup>72</sup> L'administration nationaliste et autoritaire du Président Getúlio Vargas (1930-1954) a disséminé ces idées par force afin de promouvoir l'intégration nationale et attirer l'appui des classes subalternes qui étaient nécessaires pour mener son projet de modernisation. Donc, dans les années 1930 et 1940, l'*intelligentsia* et la population globale du Brésil sont venues à partager l'idée que le pays était libre de conflits raciaux.<sup>73</sup>

The image of Brazil as a racial democracy, we believe, finally created a sense of an "imagined community" among the country's large and culturally heterogeneous population as it provided to the equally resented population a sense of dignity and gratification for being part of a uniquely modern society.<sup>74</sup>

Bien sûr, la démocratie raciale n'était pas unanimement acceptée. En 1964, près d'une trentaine d'années après sa conception, Florestan Fernandes a cherché à montrer en quoi il s'agissait d'une manipulation de la part de la « race dominante » afin de maintenir en place des mécanismes sociétales de défense dissimulant les attitudes, comportements et idéaux de cette « race dominante ».<sup>75</sup> La démocratie raciale n'était qu'une idéologie de domination.<sup>76</sup>

Pour d'autres, il s'agissait d'un mythe fondateur de la nation brésilienne, qui, sans toutefois exclure complètement les préjugés et discriminations, rendait possible de meilleurs rapports interraciaux qui permettent de mieux combattre le racisme.<sup>77</sup>

Myths are not necessarily untruths or statements of truth. Rather, they are stories and belief systems that help people navigate their social context. In this way, myths can help justify specific cultural values and social rules. They can have a powerful impact on individuals because they communicate and reinforce a particular worldview. In this sense, the myth of racial democracy can be viewed as an understood interpretation of worldview of Brazilian racial dynamics, a « racial commonsense ».<sup>78</sup>

D'ailleurs, l'utilisation des dynamiques de classe à travers l'incorporation de symboles présente des avantages politiques en occultant la domination des classes subordonnées. Il s'avère difficile, dans ce

---

71 *ibid.*, p.488.

72 *idem.*

73 SOUSA, Leone Campos de et Paulo NASCIMENTO. 2008. « Brazilian National Identity at a Crossroads: The Myth of Racial Democracy and the Development of Black Identity ». *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 19, no 3-4 (juin), p.130.

74 *ibid.*, pp.131-132.

75 GUIMARÃES (2004), *loc. cit.*, p.37.

76 GUIMARÃES (2001), *loc. cit.*, p.137.

77 FRY (1995), *loc. cit.*, pp. 122-135, in GUIMARAES (2001), *loc.cit.*, p.137.

78 BAILEY (2004), *loc.cit.* p.729.

cas, de la dénoncer puisqu'elle recoupe plusieurs couches sociales.<sup>79</sup> C'est donc dire que les symboles sont enchâssés dans les forces sociales de la société.

Le mythe de la démocratie raciale, dans ce sens, se sert de symboles qui sont des croyances collectivement acceptées comme étant la réalité, ou bien, la norme. À titre d'exemple, le football est un sport populaire pratiqué par toutes les classes sociales qui a été transformé en un puissant symbole d'unité nationale et de cohésion sociale et raciale.

Au tournant du XXe siècle, le football était perçu comme un sport digne des peuples civilisés. D'ailleurs, lorsqu'il était exclusivement pratiqué par des hommes blancs, le football était senti comme étranger à la société brésilienne. Dès que les mulâtres et les noirs ont commencé à participer, et à le dominer (voir Pelé), on a pu considérer le sport comme étant national.<sup>80</sup>

Dans le contexte de 1938, soit dans la période autoritaire du régime de Getúlio Vargas, le gouvernement voulait créer une identification nationale avec l'équipe brésilienne, alors on a posé des haut-parleurs dans les rues des villes afin de permettre au peuple d'écouter les matchs. Prenant donc avantage des bons résultats de l'équipe, le régime Vargas a pu, de façon concrète, construire une image positive d'être Brésilien.<sup>81</sup> À travers les médias de masse, un symbole national commun, soit l'équipe de football nationale, a pu être disséminé à travers la population, et ainsi se renforçait. Ce symbole appuyait le mythe de la démocratie raciale, élaboré par Freyre, en montrant de quelle façon les joueurs de l'équipe nationale, en travaillant ensemble malgré leurs différences, pouvaient atteindre leurs objectifs. Le football était alors une preuve de la démocratie raciale.

L'identité footballistique se représente à partir d'une série d'oppositions avec les pays européens (intuitif vs rationnel, agile vs rigide, etc.). Dans une série d'articles portant sur les joueurs de l'équipe nationale lors de la Coupe du Monde de 1938, Gilberto Freyre évoquait la *molecagem baiana* (l'« enfant de rue », l'espiègle), la *capoeiragem pernambucana* (la souplesse de la *capoeira*) et de la *malangragem carioca* (le *malandro*, le prêt-à-tout) tout en excluant les autres types régionaux (pauliste, mineiro et gaúcho, tous des types « blancs ») pour définir la brésilianité démontre des choix politiquement motivés. Les types retenus seraient attribuables à l'irrationalité, mais aussi associés à des

---

79 OLIVEN, Ruben George. 2005. « Culture et identité nationale au Brésil ». p.81. Chap. in *Réalités Françaises et Brésiliennes*. MEDEIROS, João et Jean-Marc LAVEUR (dir.publ). Publications de Montpellier III – Université Paul-Valéry.

80 MARANHÃO, Tiago. 2007. « Apollonians and Dionysians: The Role of Football in Gilberto Freyre's Vision of Brazilian People ». *Soccer & Society*, vol. 8, no 4 (octobre), p.517.

81 *ibid.*, p.515.

influences amérindiennes et africaines.<sup>82</sup> Enfin, le fait que beaucoup des joueurs de football soient très bien rémunérés représente le rêve d'ascension sociale de beaucoup de personnes issues des classes subordonnées.<sup>83</sup>

La Reine de Beauté et la Reine de Samba font partie de cette même dynamique. Elles sont devenues des symboles-clés de l'identité nationale brésilienne, mais de façon plus importante, elles viennent appuyer le mythe de la démocratie raciale :

These fictions helped to bind individuals to the national community by providing essential common reference points for debates over national goals and the appropriate means to achieve them. [...] In the samba dancing of Carnival, opposing classes, races, and sexes came together in an exuberant national collective festival. In the national beauty contests, Brazilians of both sexes and of all classes, races, and regions were invited to participate in a vast "plebiscite" to choose collectively (even if in highly unequal roles) the woman who most perfectly symbolized Brazilian-ness.<sup>84</sup>

Ces fictions devraient être comprises en tant qu'outils idéologiques servant à contrôler les masses, mais, servent aussi de mythologies puissantes permettant, à l'occasion, de donner la capacité à certains groupes de contester les hiérarchies de classe, de race et de genre.<sup>85</sup> Les symboles peuvent, dans ce cas, être employés soit par les élites afin de forger une identité nationale ayant une saveur précise, soit par les masses afin de bâtir une culture unique ou contester l'ordre idéologique établi. En tant que mythe, la démocratie raciale sert à cacher la réalité, maintenir des inégalités socio-économiques, mais est aussi un outil pour l'émancipation des individus.<sup>86</sup>

La démocratie raciale n'est pas seulement un mythe atemporel ou une construction culturelle, mais un consensus ou un compromis politique.<sup>87</sup> Elle était un mode d'intégration des Noirs à la société de classes du Brésil post-guerre, tant en termes de symbolisme national qu'en termes de politique économique et sociale.<sup>88</sup> Le développement et la modernisation promue par l'État suite à la Révolution de 1930 permettent d'expliquer le besoin d'un tel compromis : Comme on avait mis fin à l'immigration massive au début de la période Vargas, il fallait, pour les besoins de la modernisation, trouver un bon nombre d'ouvriers en mesure de remplir les demandes d'une industrialisation croissante. Afin de réaliser un projet de modernisation de la taille d'un pays comme le Brésil, il fallait

---

82 DAMO, Arlei Sander. 2002. *Futebol e Identidade Social : uma leitura antropológica das rivalidades entre torcedores e clubes*. Porto Alegre: Editora da UFRGS, pp.124-125.

83 OLIVEN, Ruben George. 2008. «Cultura e Identidade Nacional no Brasil », p.117. Chap. in *Identidades em Movimento. Nação, Cyberespaço, Ambientalismo e Religião no Brasil Contemporâneo*. João Luiz MEDEIROS (dir. publ.). Porto Alegre : Sulina.

84 BESSE, Susan K. 2005. «Defining a "National Type": Brazilian Beauty Contests in the 1920s ». *Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe*. vol. 16, no 1 (janvier-juin). p.14.

85 *ibid.*, p.114.

86 GUIMARÃES (2001), *loc. cit.*, p.137.

87 GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2006. « Depois da democracia racial ». *Tempo Social, revista de sociologia da USP*, vol. 18, no 2, p.270.

88 *idem*.

nécessairement inclure tous les travailleurs disposés à travailler, donc on devait inclure les Noirs et les mulâtres au sein du marché du travail. Le mythe de la démocratie raciale avait, dans ce sens, un effet double : d'un côté, le mythe permettait de propager une idée d'égalité entre toutes les personnes du Brésil, ce qui venait justifier la présence de travailleurs noirs dans le marché du travail.

Mais, puisque le mythe de la démocratie raciale s'appuyait sur l'hierarchisation des races et une culpabilisation (et sous le régime autoritaire de 1964-85, criminalisation) du racisme, soit le « préjugé d'avoir des préjugés », <sup>89</sup> il était possible de diviser les ouvriers selon des lignes de race, tout en évitant d'avoir à discuter des inégalités raciales évidentes. En somme, la démocratie raciale a permis de construire une citoyenneté à deux vitesses : certains ouvriers jouissaient de droits; d'autres non.

Si, par exemple, le droit au travail est accordé, d'autres droits sociaux, plus précisément les bénéfices accordés par la réglementation du travail, ne sont accordés qu'aux plus privilégiés des travailleurs (habituellement les ouvriers blancs). Mettant en contexte le manque de droits politiques pour les illettrés (affectant plutôt la population noire, mais aussi la population rurale) ainsi que la précarité des droits civils (les organisations tels les syndicats sont, sous Vargas, sous la tutelle de l'État), il est clair que la citoyenneté à cette époque était loin d'être universelle ou idéale.

Le processus de modernisation du pays s'est poursuivi sous Vargas, et a pris une dimension encore plus radicale sous le Président Juscelino Kubitschek (1956-1960), qui cherchait à tout prix de moderniser le pays. Il avait un projet de croissance économique qui avait comme objectif d'avancer le Brésil de 50 ans en seulement 5 ans. Son projet, « Plano de Metas », privilégiait 5 secteurs de l'économie brésilienne, soit l'énergie, le transport, l'industrie de base, l'alimentation et l'éducation, et employait une stratégie d'industrialisation par substitution des importations (ISI).<sup>90</sup> Son projet ultime était de doter le Brésil d'une nouvelle capitale, Brasília. Sa construction en temps record (5 ans) a nécessité la mobilisation d'une main d'œuvre nombreuse. Il était alors envisageable, pour le bien de la nation, de maintenir le compromis sociopolitique engendré par le mythe de la démocratie raciale. Avec le coup militaire de 1964, la démocratie raciale perdit son aspect politique, puisque la répression militaire envers toute forme de mobilisation politique (syndicats, associations, etc.) a mis fin à la possibilité pour les Brésiliens de défendre leurs intérêts de classe.<sup>91</sup>

---

89 BASTIDE, Roger et Florestan FERNANDES. 1971. *Branços e Negros em São Paulo*, 3e éd. São Paulo: Anhembi. p.148, in FRY, Peter. 2000. « Politics, Nationality, and the Meanings of "Race" in Brazil ». *Daedalus: Brazil: The Burden of the past; The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), p.94.

90 Site internet do Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil (CPDOC), « o Plano de Metas », <http://cpdoc.fgv.br/producao/dossies/JK/artigos/Economia/PlanodeMetas>, visualisé le 5 mai 2010.

91 GUIMARÃES (2006), *loc. cit.*, p.277.

Suite à la période expansionniste de Kubitschek, le pays connut une hausse importante de l'inflation, notamment à cause du modèle ISI. L'expansion de l'industrie de base (sidérurgie, énergie et la pétrochimie) était, selon le régime, le moyen pour à la fois de mater l'inflation et d'assurer une croissance économique continue. Le résultat était un « miracle économique » pour le Brésil pour la période allant de 1968 à 1973.<sup>92</sup> Le mythe de la démocratie raciale demeura utile au régime, car il fallait une main d'œuvre nombreuse et diversifiée (d'une part, spécialisée pour le travail de haut niveau de qualification et d'autre part, plus informelle pour le travail manuel), afin de réaliser les expansions nécessaires pour développer le pays. Lorsque le miracle prit fin suite à la crise mondiale du pétrole en 1973, le régime dut à nouveau s'inspirer du mythe afin de justifier sa présence au pouvoir. Face à une crise économique, le régime avait une fois de plus besoin d'une force de travail divisible afin de mieux affronter les syndicats, qui, à partir de 1974, commençaient à nouveau à s'organiser.

Cette section a montré comment la démocratie raciale est devenue un mythe, pas simplement dans le sens de « faux », ni dans le sens de « récit historique fondateur », mais aussi comment elle a fait partie d'un compromis politique. Ce compromis a mis en place une citoyenneté qui, à première vue, semblait désirable, puisqu'elle accordait pour la première fois au Brésil certains droits sociaux. Toutefois, l'analyse plus profonde a permis de constater qu'il s'agissait d'un moyen de coopter la classe ouvrière en lui offrant la carotte métaphorique (les droits du travail et l'inclusion des noirs et mulâtres au sein du marché du travail), alors que l'État détenait le bâton (une citoyenneté incomplète et des travailleurs organisés mais divisés). Bien qu'à certains égards le progrès est important, la citoyenneté mise en place sous Vargas demeurera jusqu'à la période militaire et l'inégalité qu'elle perpétue sera justifiée par le mythe de la démocratie raciale.

### 1.3 Démocratie raciale et identité nationale

L'identité nationale est intimement liée au concept de nation. Dans sa conception classique, la nation était vue comme la constitution de l'État et la combinaison ethnique d'un ou plusieurs peuples. La situation idéale serait alors d'arriver à ce qu'il y ait une congruence entre l'unité politique et l'unité nationale.<sup>93</sup> Bien qu'Ernest Gellner avance, de façon controversée, que les nations modernes sont le produit des sociétés industrielles qui sont formées grâce à l'effritement des ethnies existantes et la

<sup>92</sup> Site internet Info Escola, «Milagre Econômico », <http://www.infoescola.com/historia-do-brasil/milagre-economico/>, visualisé le 5 mai 2010.

<sup>93</sup> GELLNER, Ernest. 1994. *Nations et Nationalismes*. Paris: Payot, in MEDEIROS. 2008. *op.cit.*, p.63.

création d'une nouvelle société basée sur une citoyenneté reposant sur un système universel d'éducation, on retient surtout son idée que la culture est le médium commun indispensable qui permet la production et la reproduction de la société, alors que l'État remplit la fonction de producteur de la culture.<sup>94</sup>

Benedict Anderson, plus tard, dira, de façon célèbre, que les nations sont des « communautés imaginées ».<sup>95</sup> Ce qui a rendu les communautés nationales imaginées possibles, c'est l'interaction entre le capitalisme, l'imprimé et le détronement du latin comme langue « officielle » au profit de langues dites nationales (bien que le choix d'une langue nationale se soit fait au détriment de la plupart des langues régionales).<sup>96</sup> Les produits écrits de consommation culturelle, diffusés à grande échelle et dans une langue commune, ont donc permis de créer une « conscience nationale ».<sup>97</sup>

Enfin, les nations sont originaires d'ethnies dont les mythes et symboles fournissent les premiers éléments constitutifs de l'« identité nationale ».<sup>98</sup> Comme nous l'avons vu dans la section précédente, le Brésil emploie divers symboles et mythes pour créer sa communauté imaginée. Le mythe de la démocratie raciale est donc un mythe qui vient caractériser l'identité nationale du Brésil, en étant un mode d'intégration de la population africaine du Brésil à la société du Brésil autant au niveau symbolique qu'au niveau socio-économique et politique. Mais avant d'en arriver là, la nation du Brésil a dû se former, tout en passant par plusieurs discours sur l'identité nationale. Cette section cherche à comprendre comment le mythe de la démocratie raciale a influencé l'identité nationale du Brésil.

D'abord, la période s'étendant de la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (avec les réformes pombalines, accroissant le territoire du Brésil et consolidant son administration) jusqu'à la déclaration de l'indépendance du Portugal annoncée par Dom Pedro I en 1822 est définie comme étant la période du Nativisme Colonial.<sup>99</sup> Le sentiment national à cette époque se caractérisait par l'éloge des traditions

---

94 GELLNER, Ernest. 1983. *Nations and Nationalism*, Blackwell: Oxford, in REX, *loc. cit.* Voir aussi GELLNER, Ernest. 1989 [1983]. *Nations et Nationalisme*. Trad. de l'anglais par Bénédicte Pineau. Paris : Payot, pp.60-61.

95 ANDERSON, Benedict. 2002 [1983]. *L'Imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte, pp.15-21.

96 *ibid.*, p.54.

97 MEDEIROS (2008), *op.cit.*, p.72.

98 SMITH, Anthony D. 1986. *The ethnic origin of nation*. Oxford: Basic Blackwell et 1991. *National Identity*. Penguin Books, in MEDEIROS (2008), *op.cit.*, p.72.

99 BURNS, Edward B. 1968. *Nationalism in Brazil*. New York: Praeger, pp.8, 9 et 24.

locales et la beauté naturelle du territoire.<sup>100</sup> C'est ce que certains ont appelé le mythe édénique du Brésil.<sup>101</sup>

Suite à l'indépendance du pays, le Brésil entra dans sa période impériale jusqu'en 1889, date où la République sera déclarée. Malgré l'ampleur physique du territoire et la composition ethnique diverse de la population, la dynastie bragantine qui régnait sur le Brésil a été en mesure de maîtriser les tensions politiques et idéologiques qui caractérisaient le 19<sup>e</sup> siècle.<sup>102</sup> L'unité nationale ne s'est pourtant pas faite sans conflits. Le Brésil était alors composé de provinces de taille et d'influence différente. Plusieurs provinces, dont Bahia, Piauí et Maranhão, ont affirmé leur allégeance à la métropole portugaise au moment où Dom Pedro I a déclaré l'indépendance. Des affrontements militaires entre Loyalistes et indépendantistes ont eu lieu avant que l'empereur Pedro l'emporte. Déjà quelques années après l'indépendance, la turbulence politique n'avait pas cessée : des soulèvements se sont produits, se répandant dans plusieurs provinces, et avaient pour but de créer une autonomie par rapport au gouvernement impérial à Rio.

En ce qui a trait aux relations extérieures, la période impériale représentait un nationalisme plus « défensif ». Il n'y avait pas de doctrine nationaliste, ni économique, ni politique, alors que les sentiments nativistes de la période coloniale ne pouvaient pas substituer à une doctrine. Donc, le nationalisme brésilien au XIX<sup>e</sup> siècle était une réaction aux événements ou attitudes étrangers, c'est-à-dire, les menaces militaires, économiques et politiques provenant du Portugal, la Grande-Bretagne et l'Amérique hispanique. Malgré son caractère défensif, la situation internationale et le nationalisme naissant du pays ont aidé le Brésil à affirmer son indépendance politique et de maintenir son unité nationale.<sup>103</sup>

La période a permis de continuer la volonté d'affirmation nationale à travers les éléments symbolisant la terre adoptive, par exemple, la valorisation de la figure mythique de l'Indien.<sup>104</sup> Le Romantisme brésilien (1845-1875), en cherchant à combler le manque d'une littérature qui décrivait le caractère tropical du pays, a permis d'inaugurer la littérature nationale. À travers une survalorisation du régional et du naturel, les auteurs de l'époque ont contribué à l'élaboration d'une identité nationale.<sup>105</sup> L'auteur

---

100 *ibid.*, pp.7-8.

101 CARVALHO, José Murilo de. 2000. « Dreams Come Untrue ». *Daedalus: Brazil: The Burden of the past, The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), p.61. Voir aussi CARELLI, Mario. 1990. « Autoportraits du Brésil ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, no 25 (janvier), p.29.

102 CARELLI, *loc. cit.*, p.31.

103 BURNS, *op.cit.*, pp.30-31.

104 MEDEIROS. (2008), *op.cit.*, p.78.

105 *ibid.*, p.78.

le plus cité de l'époque est José de Alencar, qui, dans l'œuvre *O Guarani* (1857), traite pour la première fois de la question de la diversité raciale, qui deviendra un élément fondateur de l'identité brésilienne.<sup>106</sup> Durant cette période, on promouvait la confiance de l'avenir de la jeune nation, on a adopté une langue brésilienne, soit un portugais distinct de la métropole, et on célébrait la nature et l'homme du Brésil, symbolisées par l'Indien.<sup>107</sup> La littérature romantique brésilienne de cette époque montrait ainsi le « déséquilibre entre l'idéal européen et la réalité autochtone. »<sup>108</sup>

Medeiros note toutefois la contradiction inhérente à la pensée brésilienne de l'époque : le Brésil voulait démontrer son indépendance, tout en se dotant d'un mode de vie tout à fait européen.<sup>109</sup> Si on a pu se donner une indépendance politique, on avait culturellement une tendance à copier le style, les coutumes, les goûts, ainsi que les expressions européens, surtout en provenance de la France et de la Grande-Bretagne, et surtout au niveau de l'élite.<sup>110</sup> C'est donc à travers les luttes régionales qu'on peut voir le clivage au niveau de l'identité nationale à cette époque. D'une part, une élite qui cherchait à s'identifier avec l'Europe, et des classes paysannes et ouvrières qui respiraient leur fierté d'appartenir à un pays riche en nature qu'est le Brésil.

Une fois la République déclarée en 1889, le Brésil continua de réfléchir à la question nationale, ayant les relations raciales au cœur de ses préoccupations, puisqu'il fallait trouver un moyen d'intégrer les masses émancipées. Comme nous l'avons traité plus haut, les solutions proposées pour régler le « problème » racial à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et début du 20<sup>e</sup> était le blanchiment, soit par immigration, soit par l'inclusion des mulâtres aux catégories « blanches ». Le métissage, de son côté, était encore perçu à l'étranger et au Nord-est comme étant négatif. C'est d'ailleurs ce qui explique pourquoi le Brésil, en cherchant à se distinguer de l'Europe, eut de la difficulté à balancer deux réalités : une volonté de paraître européen tout en étant unique et tropical. Il faudra attendre plusieurs décennies avant que vienne la démocratie raciale, mais, entretemps, la recherche d'une identité nationale continuait, cherchant à prendre distance des modèles et valeurs étrangers, et forger une identité brésilienne authentique.<sup>111</sup> C'est donc à ce moment qu'a cru l'intérêt pour le pays « réel ».

Il y avait d'abord Affonso Celso et son célèbre œuvre de fierté nationale, *Porque me ufano do meu país*, paru en 1900. Son œuvre traitait d'une fierté sans bornes, appelé *ufanismo*, et était rempli

---

106 *ibid.*, p.79.

107 CARELLI, *loc cit.*, p.30.

108 MEDEIROS (2005), *op. cit.*, pp.48-49.

109 MEDEIROS (2008), *op.cit.*, pp.79-80.

110 BURNS, *op.cit.*, p.38

111 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, pp.85-86.

d'éloges pour la grandeur du pays, la beauté de sa nature, et puis enfin, l'homme brésilien, représenté encore par le mythique Indien.<sup>112</sup> Le ton de ce texte est ainsi une valorisation excessive du sentiment de nationalité, qui implique une vision non seulement idéalisée, mais aussi exagérément optimiste, sans critique. Celso cherchait à supplanter le sentiment d'infériorité du Brésil face à d'autres nations à travers l'*ufanismo*.<sup>113</sup> Les motifs de la supériorité brésilienne sont, pour Celso, la grandeur territoriale, sa beauté et sa richesse; la variété et l'aménité du climat; l'absence de calamités; l'excellence des éléments qui entrent dans la formation du type national; le fait de n'avoir jamais souffert d'humiliations ou de ne jamais avoir été vaincu; son histoire, et enfin, ses procédés gentlemanesques et dignes avec les autres pays.<sup>114</sup>

Il y a aussi l'œuvre importante d'Euclides da Cunha, *Os Sertões*, paru en 1902. Relatant le massacre par l'armée républicaine des monarchistes, le livre mit en évidence la réalité des personnes vivant dans les régions du *sertão* (zone semi-aride isolée et peu développée).<sup>115</sup> Da Cunha a vu de ses propres yeux que la lutte en question n'était pas simplement celle qui opposait les forces du mal aux forces du progrès. Il révéla à l'élite citadine la rudesse des conditions de vie des populations de l'intérieur du Brésil, complètement ignorées jusqu'à là.<sup>116</sup>

Celso et Da Cunha ont permis de surpasser le pessimisme des théories raciales, en optant, dans le cas du premier, d'un optimisme national quasi fanatique, et dans le cas du second, de montrer la vigueur des peuples *sertanejos*.<sup>117</sup> Par ailleurs, la Guerra do Contestado (1912 à 1916) dans les états du Paraná et de Santa Catarina démontre que la consolidation de la République fut longue et ardue.<sup>118</sup> Non seulement les frictions entre le pouvoir de l'État central et les puissances oligarchiques locales étaient exposées, le conflit mis en valeur la situation sociale des populations locales, comme l'avait fait Da Cunha. La rébellion était en majeure partie une réaction au déplacement forcé des populations *caboclas* (métis de blancs et indiens) causé par la construction d'un chemin de fer appartenant aux États-Unis, mais aussi par la colonisation rapide de certaines parties du Contestado (le nom donné à la région) par des Européens.<sup>119</sup> Les leçons de cette rébellion mettent en valeur la signification de la construction nationale du Brésil.

---

112 BASTOS, Clarissa Rollin Pinheiro. 1993. *Metamorfose do ufanismo : um estudo sobre o ufanismo expansionista e o nacional ufanismo indagação e crítica*. Rio de Janeiro : s.n, p.43.

113 *ibid.*, pp.44-45.

114 *ibid.*, pp. 46-47.

115 Voir aussi LLOSA, Mario Vargas. 1983. *La Guerre de la Fin du Monde*. Paris: Gallimard, 701p.

116 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.86.

117 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.87.

118 DIACON, Todd. 1995. « Bringing the Countryside Back in: A Case Study of Military Intervention as State Building in the Brazilian Old Republic ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 27, no 3 (octobre), p.571.

119 *ibid.*, p.572.

Considérant l'importance des divers luttes régionales, il n'est pas surprenant que le Brésil peine à définir ce qu'est être Brésilien, la « brésilianité ». Un point tournant arriva en 1922, lors de la Semaine d'art moderne à São Paulo, dans lequel un groupe d'artistes et intellectuels ont proposé une « révolution esthétique » nommé *Modernismo*, dans laquelle on rejetait la culture d'importation qui existait au Brésil depuis longtemps.<sup>120</sup> Cherchant une rupture culturelle avec l'Europe, l'écrivain Mario de Andrade, un des membres fondateurs du mouvement moderniste au Brésil, affirma que le Brésil était confronté au problème « actuel, national, moral, humain de brésilianiser le Brésil. »<sup>121</sup> Le mouvement cherchait alors intégrer les diversités ethniques et sociales et de fonder une identité nationale basée sur l'éloge du métissage.<sup>122</sup> On voit ici les racines de la démocratie raciale en ce qui a trait à l'identité nationale. L'appel à la transformation du Brésil ne provient pas seulement d'une volonté idéologique de rupture avec l'Europe, mais, provient également de vraies structures inégalitaires au sein du pays même.

Si Da Cunha s'était déjà rendu compte de la situation précaire des habitants de l'intérieur du Brésil dans *Os Sertões* au début du 20<sup>e</sup> siècle, lors des années 1920, le désenchantement avec la République s'approfondissait, et les demandes pour un gouvernement plus progressif augmentaient.<sup>123</sup> Des révoltes militaires ont eu lieu contre les oligarchies agraires dans l'état de Rio de Janeiro en 1922 et dans les états de São Paulo, Amazonas, Pará, Pernambuco, Sergipe, et Rio Grande du Sud en 1924.<sup>124</sup> Ces exemples ne sont que quelques unes des manifestations du mépris croissant envers la *República Velha*. Après plus d'une trentaine d'années depuis la fondation de la République, il était certainement le temps de considérer que la nation brésilienne était en crise, tant au niveau politique, social ou identitaire. Le pays « réel » qu'on cherchait a été trouvé, mais il fallait encore du chemin afin d'arriver à décrire son identité propre.

Comment faire l'unité du pays avec des oligarques agraires régionaux puissants qui sapent les poussées nationalistes de l'élite urbaine? Comme l'explique Edward Burns, « What opposed Brazilian nationalism in this period was regionalism and internationalism. Regionalism was a threat to national unity; it nearly destroyed the Imperial structure in the Regency period. Throughout the Old Republic,

---

120 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.87.

121 CARELLI, *loc. cit.*, p.32. La source de la citation de Mario de Andrade n'est pas notée par Mario Carelli.

122 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.87.

123 BURNS, *op. cit.*, pp.67-68.

124 *idem*.

regionalism flourished. »<sup>125</sup> L'économie du pays était dominée par trois états principaux, soit São Paulo, Rio de Janeiro et le Minas Gérais. Comme ces États contrôlaient la majorité des intérêts du café mondial, la Présidence du Brésil a été dominée par une série de « Présidents du Café » durant la période de la *República Velha*.<sup>126</sup> D'ailleurs, pour une longue période, les États de São Paulo et Minas Gérais alternaient la Présidence (l'autre État offrant le Vice-Président). Non seulement avaient-ils une dominance économique, mais ils détenaient une solide position militaire, ces états ayant leur propre milice pouvant rivaliser avec l'armée fédérale.<sup>127</sup>

Ce n'est qu'en capitalisant sur la crise mondiale que les nationalistes brésiliens ont pu mettre en place un Président profondément nationaliste, Getúlio Vargas, sous lequel plusieurs des symboles nationaux ont été officiellement implantés. Au cours d'une cérémonie, il a brûlé tous les drapeaux des États fédérés, affirmant ainsi que le Brésil n'avait qu'un seul drapeau.<sup>128</sup> Mettant « fin » au régionalisme qui régnait lors de la *República Velha* (1889-1930), Vargas a tout centralisé. En transformant les structures économiques, ainsi que les institutions sociales et politiques, Vargas voulait modifier l'image rurale traditionnelle du pays. Il procéda à renforcer le gouvernement central et diminua l'autonomie politique des États fédérés, tout en mettant de l'avant des politiques d'industrialisation ainsi qu'une modernisation forcée de l'État.<sup>129</sup>

Bien que son premier gouvernement ne fût pas particulièrement démocratique (il remplaça les Gouverneurs élus par des *interventores*, des fonctionnaires fédéraux<sup>130</sup>), la profonde conviction nationaliste de Vargas, ainsi que la tendance nationaliste-autoritaire dans le monde de l'époque (notamment en Italie et en Allemagne) le poussa au point de sombrer dans l'autoritarisme avec l'implantation de l'*Estado Novo* en 1937. C'est alors qu'il a renforcé davantage l'État central, annulé les élections, aboli les partis politiques, diminué les pouvoirs du Congrès et fermé les législatures des états fédérés.<sup>131</sup> De plus, Vargas a créé un système d'éducation public national, laïc et gratuit, tout en forçant les étudiants à apprendre en Portugais seulement, et en abolissant l'apprentissage de langues étrangères à l'école primaire au sein des communautés immigrantes et natives, dont l'allemand dans le

125 *ibid.*, p.70. « What opposed Brazilian nationalism in this period was regionalism and internationalism. Regionalism was a threat to national unity; it nearly destroyed the Imperial structure in the Regency period. Throughout the Old Republic, regionalism flourished. »

126 *ibid.*, p.72.

127 *ibid.*, p. 73. « The militia of the State of São Paulo, had its own French military instructors and was at a strength and readiness capable of challenging the federal army. In some state capitals, the state flag flew from every mast, while one searched in vain for the Brazilian colors. The nationalists felt the time appropriate to establish a government better suited to the times and to their goals. »

128 OLIVEN, Ruben George. 2006. « National and regional identities in Brazil: Rio Grande do Sul and its peculiarities ». *Nations and Nationalism*, vol. 12, no 2 (avril), p.305.

129 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.88.

130 ROUQUIÉ, Alain. 2006. *Le Brésil au XXI<sup>e</sup> siècle: Naissance d'un nouveau grand*. Paris : Fayard, p.91.

131 BURNS., *op. cit.* p.76.

Sud, mais aussi les langues autochtones et africaines. Son intention était d'assurer que le Brésil n'ait qu'une seule langue.<sup>132</sup> Les intérêts de l'État et de l'éducation se conjugaient par le biais d'une instruction conservatrice, favorisant une instruction qui ferait en sorte que le peuple suivrait l'exemple de l'élite. Plus particulièrement, la Réforme a approfondi encore plus le contrôle de l'État central sur l'éducation. Produits par le Ministère, les cours d'histoire, particulièrement, contenaient des éléments fondamentaux pour comprendre l'histoire du peuple brésilien comme un instrument puissant de la construction de l'État National, renforçant l'esprit de *brasilidade*, c'est-à-dire, le caractère national :

Eram um instrumento ideológico para a valorização de um *corpus* de idéias, crenças e valores centrados na unidade de um único Brasil, num processo de uniformização, no qual o sentimento de identidade nacional permitisse a omissão da divisão social, a direção das massas pelas elites e a valorização da "democracia racial", que teria homogeneizado num povo branco a população brasileira.<sup>133</sup>

Justement, la recherche d'une unité ethnique avait comme conséquence qu'on ne reconnaissait pas la partie noire de la composition physique de la population brésilienne, faisant de la sorte que le peuple était considéré comme majoritairement blanc. De plus, en réduisant les contributions des indiens et des africains à la formation culturelle du pays à seulement des *influences*, on permettait de considérer l'apport des portugais de façon beaucoup plus importante, car ils avaient apporté la « civilisation ».<sup>134</sup> Cette conception du peuple brésilien ignorait la présence actuelle des africains et indiens, car accepter cette présence (ici entendu comme une ayant une place à part entière au sein de la société) rendrait les Brésiliens inférieurs vis-à-vis d'autres peuples, si on se fiait encore aux théories racistes qui allaient, avec le temps disparaître sous Vargas.<sup>135</sup> L'officialisation simultanée du mythe de la démocratie raciale a fait en sorte qu'on « acceptait » la présence des minorités ethniques dans l'espace nationale tout en évitant de traiter du sujet davantage.

La mise en place d'un système corporatiste (dans ce cas-ci un système privilégiant la classe militaire et la bourgeoisie urbaine au détriment des grands propriétaires ruraux), était le moyen pour Vargas de contrôler les ouvriers urbains par le biais de droits sociaux limités tels salaire minimum, les congés payés, ou la protection de la maternité, tout en maintenant l'emprise de l'État sur la production et le développement.<sup>136</sup> Comme dit Camille Goirand, « l'État populiste de masse des années 1930-1940 agissait au nom de l'intérêt national, du développement et de l'industrialisation. »<sup>137</sup> Le

<sup>132</sup> MEDEIROS (2005), *op.cit.*, pp.55-56.

<sup>133</sup> ABUD, Katia Maria. 1998. « Formação da Alma e do Caráter Nacional: Ensino de História na Era Vargas ». *Revista Brasileira de História*, vol. 18, no 36.

<sup>134</sup> *idem*.

<sup>135</sup> *idem*.

<sup>136</sup> GOIRAND, Camille. 1997. « De Vargas à Collor, visages du populisme brésilien ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire : Les populismes*, no 56 (octobre-décembre), pp.146-147.

<sup>137</sup> *idem*.

« nationalisme » de Vargas n'était qu'une façade, ne servant qu'à mettre en œuvre de grands projets cherchant à rendre le Brésil une grande puissance.<sup>138</sup>

Sous l'emprise de Vargas, le Brésil put se concentrer sur soi-même. Le pays, à la recherche de soi, a vu sa culture devenir plus homogène, c'est-à-dire, a dévalorisé certains aspects culturels régionaux tout en assimilant d'autres à la culture nationale. Le Brésil était devenu unique, dans la mesure où c'était le seul pays où diverses races sont venues à se mélanger cordialement, et était aussi devenu uni, car sa culture était homogénéisée. Le mythe de la démocratie raciale est responsable de ces deux caractéristiques.<sup>139</sup> Somme toute, la construction nationale sous Vargas s'est faite à travers une « récupération du passé national brésilien »<sup>140</sup>, comme on l'appelait à l'époque, et prenait comme référence (mais simplement en tant que référence) les éléments qu'africains et indiens ont apporté au peuple brésilien, et dans laquelle le métissage est un des éléments clés. Sous Vargas, une panoplie de symboles et mythes ont vu le jour. Sans en faire une liste exhaustive, ici nous nous intéresserons qu'à celles qui ont un lien avec la démocratie raciale.

Si la samba a vu le jour dans les quartiers pauvres de Rio de Janeiro au début du XXe siècle, c'est sous le règne de Vargas que l'État arriva pour institutionnaliser et transformer la signification de la samba.<sup>141</sup> Avant d'arriver au statut de symbole national, la samba, à ses débuts, était perçue à la fois comme musique des Noirs ou des *malandro* (le mode de vie associé aux personnes vivant sans travailler, en décevant les autres). La samba était perçue comme forcément négative et a été réprimée par la police.<sup>142</sup> Quelques années plus tard, déjà on parlait de la samba de façon différente. Il s'agissait d'un processus simultané de blanchiment et de « noircissement » des groupes et classes sociales qui participaient au monde de la samba.

Sua prática o conduzia rumo a direções opostas e complementares, tecendo a dialética da unidade dos contrários, tão bem expressa nas contraditórias trocas culturais realizadas entre as classes populares e as classes médias. Pavimentava-se o caminho para a entronização do samba como ícone cultural de toda a nação e não apenas desse ou daquele segmento étnico ou social.<sup>143</sup>

On voyait déjà comment, dès le début des années 1930, la samba proposait une unité nationale sans distinction de classe ou de race. Le thème musical central était le caractère mixte ou multiracial de la

---

138 *idem*.

139 OLIVEN (2006), *loc. cit.*, pp.305-307.

140 Voir GOMES, Angela de Castro. 1999. « A « cultura histórica » do Estado Novo ». *Luso-Brazilian Review*, vol. 36, no 2 (hiver), p.103, et MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.90.

141 PARANHOS, Adalberto. 2003. « A invenção do Brasil como terra do samba: os sambistas e sua afirmação social ». *História*, vol. 22, no 1, p.83.

142 *ibid.*, p.95.

143 *idem*.

société brésilienne.<sup>144</sup> Bien qu'il y ait eu des voix dissonantes, préférant une « hygiénisation » de la musique, elles ne purent empêcher la samba de devenir un symbole national et l'icône musical du métissage.<sup>145</sup> En même temps, les thématiques du métissage et de la conciliation de classes ont été retravaillées par le régime, qui a cherché à hausser la valeur politique de la démocratie raciale.

À travers un nombre de politiques d'hygiénisation ou de censure, l'État sous Vargas a cherché à réprimer les auteurs qui faisaient allusion au culte du *malandragem* dans leurs sambas.<sup>146</sup> Appuyés notamment par le DIP (Departamento de Imprensa e Propaganda), qui avait comme mission de promouvoir l'éthique du travail, apparurent alors une série de sambas qui exaltaient le travail et l'autorité, bref, l'antithèse du *malandro*. L'officialisation du défilé du carnaval en 1935 a marqué le début de la samba en tant que musique nationale lorsque l'État en a permis l'utilisation lors des défilés.<sup>147</sup>

Les symboles peuvent être employés par les élites nationales à des fins idéologiques. La reine de la samba ainsi que la reine de beauté, les deux figures proéminentes du carnaval brésilien étaient devenues des symboles-clé de l'identité nationale du Brésil dans les années 1930, grâce à une rationalisation intellectuelle, une promotion commerciale, et un appui populaire enthousiaste.<sup>148</sup> « The beauty of Brazil's women, like the samba dancing of Afro-Brazilians, was recruited in the service of nation building. »<sup>149</sup>

La reine de la samba, en tant que symbole national, célébrait une partie du passé du Brésil en valorisant l'Africanité du pays, alors que la reine de la beauté, elle, démontrait l'aspect civilisé et le potentiel pour le progrès du Brésil. Les deux symboles, pris ensemble, viennent à démontrer l'origine nationale du métissage, et permettent, dans l'arène du carnaval, de montrer le nivelage social des classes, races et genres en jeu lors de ces événements nationaux.<sup>150</sup> La fête du carnaval soutient la construction idéologique qu'était la démocratie raciale à l'époque de Vargas, afin de bâtir l'identité nationale du Brésil, en supposant, pendant quelques jours au moins, que le Brésil était un pays dans lequel s'exprimer et choisir sa place au sein de la structure sociale étaient des droits acquis, alors qu'en réalité, le contrôle par l'État du développement national limitait réellement les droits, et conséquemment, les choix individuels.

---

144 *ibid.*, p.96.

145 *ibid.*, pp.98-99.

146 *ibid.*, p. 107.

147 *idem.*

148 BESSE, *loc.cit.*, p.1.

149 *idem.*

150 *ibid.*, p.14.

Le développement du carnaval est lié au développement de la samba. Bien que les premiers carnivals aient été des manifestations par les classes supérieures, ils ont été par la suite repris par les classes populaires mais ont été initialement réprimés par la police ou l'État avant d'être finalement acceptés puis appropriés par l'État. Le développement des médias de masse, tels la radio, ont permis au développement du carnaval en tant que symbole national.<sup>151</sup> Ce n'est que durant les années 1930 que le carnaval a pris sa forme plus reconnaissable aujourd'hui, avec la samba et sa reine comme symboles associés.

Le carnaval brésilien, en plus d'être un symbole national, est un mythe, dans la mesure où elle représente les aspirations sociales du Brésil. Le carnaval fut d'abord reconnu comme une tradition, puisque sa réalisation aux mêmes dates, et ce, sans interruption depuis l'époque coloniale montre bien qu'il s'agit d'une tradition valorisée par le peuple.<sup>152</sup> Les élites cherchaient à institutionnaliser une fête qui appuyait la démocratie raciale. En le rendant une tradition officielle, le carnaval permettait de justifier les élites au pouvoir en affirmant que les valeurs du carnaval étaient authentiques, brésiliennes et nationales. Montrant bien les qualités du peuple, et son authenticité, le carnaval fut donc transformé en symbole. Cette transformation montrait bien qu'identité et tradition étaient deux concepts qui se complétaient.<sup>153</sup> Cependant,

O Carnaval brasileiro apresenta algo a mais; encerra também a imagem de uma *sociedade alternativa* e desencadeia a ação no sentido de colocá-la no lugar daquela que existe. Não haveria então um mito carnavalesco, do qual a festa seria o rito?<sup>154</sup>

Le carnaval est un rite qui agit en contrepoint au quotidien. Les rites font partie du monde social, mais sont des moments dans lesquels les séquences de comportement sont rompues par la dislocation de gestes, personnes, idéologies ou objets.<sup>155</sup> Dans le carnaval, on tente alors d'aplaner les différences socioéconomiques et de faire en sorte que le Brésil soit une grande communauté dans laquelle « raças, credos, classes e ideologias comunagem pacificamente ao som da samba e da miscigenação racial. »<sup>156</sup> Les participants sont convaincus, au moment de la fête, que le résultat promis par le mythe est atteint; ils affirment qu'ils ont transformé la société coercitive dans laquelle ils vivent, la fête partageant le bonheur, la fraternité et l'égalité, mais, malheureusement, que pour un temps trop court.<sup>157</sup>

151 OLIVEN (2008), *op. cit.*, pp.112-116.

152 QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. 1992. *Carnaval brasileiro: o vivido e o mito*. São Paulo: Brasiliense, p.174.

153 *ibid.*, p.181.

154 *ibid.*, pp.181-182. Les mots en italique sont les miennes.

155 DA MATTA, Roberto. 1997. *Carnavais, Malandros e Herois*. Rio de Janeiro: Rocco, p.138.

156 DA MATTA, Roberto. 1973. «O Carnaval como um rito de passage». *Ensaio de Antropologia Estrutural*. Petrópolis: Vozes, p.123, in OLIVEN (2008), *op. cit.*, p.112.

157 QUEIROZ, *op. cit.*, p.184.

Le mythe du carnaval appuie, depuis les années 1930, le mythe de la démocratie raciale car le carnaval est un regard vers l'avenir, le pays que les Brésiliens voudraient avoir. Le regard du carnaval est donc utopique, un peuple à la recherche d'un pays qui devrait être. Le mythe, traduisant des sentiments et aspirations de la société, se réfère à quelque chose qui pourrait un jour se réaliser à travers des images et représentations collectives de grande valeur affective. Le mythe s'approche de l'utopie, dans le sens où l'utopie est un projet idéal, alors que le mythe agit sur le réel.<sup>158</sup>

Cette idée utopique, axée sur l'avenir, reviendra plus sous la présidence de Juscelino Kubitschek (1956-1961). La politique d'intégration du territoire national, ancrée idéologiquement par le métissage racial, a continué sous ce Président.<sup>159</sup> Le développement économique était la préoccupation la plus importante de l'État à cette époque, et la modernisation était la clé pour que ce « pays du futur » devienne une puissance mondiale.<sup>160</sup> Sous Kubitschek, le Brésil a connu une expansion économique massive, due principalement à un boom industriel, dans lequel on a développé les industries de l'acier et de l'automobile et crée divers projets hydroélectriques.<sup>161</sup> « L'empire brésilien se construit sur l'acier, les chaînes de montage Volkswagen, les barrages hydro-électriques, les routes qui matérialisent l'unité du pays, il quitte le littoral et plante son drapeau à Brasília, en plein plateau central. »<sup>162</sup>

Afin de réaliser son destin moderniste, le Brésil avait besoin d'une capitale digne du monde moderne. Construite en cinq ans sur le plateau central du Brésil, Brasília a toute l'apparence d'une cité futuriste. Elle devait être le symbole définitif qui unirait le pays. Au Brésil de l'époque, l'ample usage du terme « novo » (par exemple, bossa-nova, cinema-novo, Estado Novo) démontrait la volonté de moderniser le pays.<sup>163</sup>

Le projet de fonder une nouvelle capitale était né déjà avant la déclaration d'indépendance du pays en 1822.<sup>164</sup> Construite par volonté et non par chance, « Brasília é obra do espírito, da vontade e do plano. [...] É a história de uma utopia construída ao longo de um século e meio. »<sup>165</sup> La construction de Brasília était le symbole le plus important de l'adhésion du Brésil à la modernité.<sup>166</sup>

---

158 *ibid.*, pp.183-184.

159 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.93.

160 BURNS, *op. cit.*, pp.94-95.

161 *ibid.*, pp.90-93.

162 ENDERS, *loc. cit.*, p.208.

163 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.94.

164 ALMINO, João. 2007. « O mito de Brasília e a literatura ». *Estudos Avançados*, vol. 21, no 59, pp.300-301.

165 *ibid.*, p.300.

166 *ibid.*, p.300.

Il est donc clair que la capitale possédait un symbolisme important pour le Brésil de l'époque en l'incarnant tous les espoirs de la modernité. Certains auteurs, ont affirmé que Brasília devait instituer un nouveau système de vie et constituer un message capable de communiquer des idées de vie démocratique et d'auto-identification triomphale d'un pays jeune.<sup>167</sup> Elle devait, finalement, projeter l'idée d'un pays progressiste et constituer l'axe central autour duquel s'articulerait une citoyenneté pleine et complète pour tous et toutes. Brasília en tant que symbole de démocratie, comme aspirant à l'égalité, le futur, représentait bien l'idéal de la démocratie raciale.

Dans le projet de modernisation, il y avait aussi une volonté de projeter au-delà des frontières du pays une image différente de celle qui était connue à l'époque.<sup>168</sup> Connue pour la samba, le carnaval, les plages, le football et les femmes, les éléments qui rendaient unique le Brésil importaient pour ceux qui désiraient l'exporter et bâtir une image internationale positive qui permettrait de maintenir que le Brésil était un pays stable, démocratique, moderne, bref, un lieu idéal à investir. Ceci cadrerait avec les aspirations de développer le Brésil et de le rendre une puissance mondiale. Si les Brésiliens croyaient à leur propre identité nationale et ont appuyé (par cooptation, plus souvent qu'autrement) les projets de modernisation, il serait donc plus facile de convaincre les investisseurs étrangers de venir au Brésil. Le métissage était un bon outil, appuyé par la démocratie raciale, toujours employée comme idéologie officielle. Étant donnée l'interprétation de l'identité brésilienne, « sa spécificité va lui permettre de se distinguer. »<sup>169</sup> Dans ce sens, la spécificité des relations raciales du Brésil créera un orgueil national et un potentiel d'exportation :

A crença na democracia racial fora tecida por sobre a lenda da excepcionalidade brasileira, que deixava de ser plausível à medida que outras sociedades pós-coloniais, como Estados Unidos e Canadá, superavam a segregação racial através de soluções como o convívio multirracial e multicultural, numa situação de convivência democrática mais igualitária em termos de oportunidades de vida.<sup>170</sup>

Non seulement le Brésil exposait ses différences par le biais de son « exemplaire » démocratie raciale, les dirigeants voulaient aussi démontrer la montée en puissance du pays en exprimant sa souveraineté. Les Présidents Jânio Quadros (1961) et João Goulart (1961-64) soutenaient ainsi le mouvement nationaliste de gauche qui était de plus en plus critique envers la domination économique étrangère.<sup>171</sup> Ces deux présidents cherchaient, tout comme leurs prédécesseurs, à donner au Brésil une reconnaissance internationale par le biais de la démocratie raciale. Quadros et Goulart tentaient de

---

167 ECO, Umberto. 2001. [1968] *A estrutura ausente*. São Paulo: Perspectiva, p.244, in ALMINO, *loc. cit.* p.303.

168 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.94

169 MEDEIROS (2005), *op. cit.*, pp.52.

170 GUIMARÃES (2001), *loc. cit.*, p.125.

171 BURNS, *op. cit.*, pp.90-93.

montrer l'identité du Brésil comme un pays méritant le statut d'égal vis-à-vis les puissances mondiales, afin de limiter la dominance étrangère et en étant un modèle pour la démocratie et l'égalité.

On voit dans les écrits de Jânio la volonté de rapprocher le Brésil à l'Afrique. C'était un appel à la solidarité entre nations, mais aussi de reconnaître les formes plus subtiles de domination existantes entre les groupes ethniques présentes au Brésil. Il est possible de voir une volonté de partager le progrès brésilien en matière de relations raciales, promouvant le mythe de la démocratie raciale, mais en également considérant le Brésil comme un pays ayant des racines fortes en Afrique. Ce serait possiblement un premier pas officiel vers la conception du Brésil comme un pays noir.<sup>172</sup>

Les militaires qui ont pris le pouvoir en 1964 ont retiré les libertés de presse, les droits politiques de nombreux opposants au régime, éliminé les partis existants pour créer un système de deux partis : l'Aliança Renovadora Nacional (ARENA), le parti du gouvernement, et le Movimento Democrático Brasileiro (MDB), un parti d'opposition, et a rendu les élections des Gouverneurs une entreprise indirecte.<sup>173</sup> Pour plusieurs, les militaires étaient la seule réelle institution d'unité nationale. Déjà qu'à plusieurs reprises, les militaires sont intervenus au cours de l'histoire afin d'effectuer un changement de leadership ou bien pour permettre de stabiliser à nouveau le pays. Les militaires étaient fiers de leurs accomplissements en lien avec la formation de la nation et de sa défense.<sup>174</sup>

Cherchant à moderniser le pays de l'avenir, les militaires ont remis le pays sur la voie du développement. La mise en place d'un réseau de communication moderne a été développé par les militaires, ce qui a permis à la télévision de prendre une place importante dans l'intégration nationale. Ce fut la télévision qui a fourni l'auto-image du Brésil à partir des années 1970.<sup>175</sup>

Maintenant que le Brésil possédait un moyen puissant pour diffuser l'information sur tout le territoire national, les militaires purent procéder à intégrer le pays par le biais des images. Répandus simultanément partout au Brésil, ces images ont pu contribuer à la transformation du pays en un semblant de nation dans laquelle la population, unifiée non pas en tant que peuple, mais en tant que public, articule un même langage selon une même syntaxe. Ce qui est dit dans le message n'est pas

---

172 QUADROS, Jânio. 1961. « Brazil's New Foreign Policy ». *Foreign Affairs*, vol.40, no 1 (octobre), p.26.

173 SAMUELS, David et Fernando Luiz ABRUCIO. 2000. « Federalism and Democratic Transitions: The "New" Politics of the Governors in Brazil ». *Publius*, vol. 30, no 2 (printemps), pp.48-50.

174 BURNS, *op.cit.*, pp.117.

175 BUCCI, Eugênio. 2005. *Brasil em tempo de TV*. São Paulo: Boitempo, pp.15-16.

aussi important que le rôle joué, soit celui d'unificateur ou d'uniformisateur. C'est au niveau de l'imaginaire que se fait l'intégration.<sup>176</sup>

L'uniformisation du message projeté par la télévision a été importante aussi pour le mythe de la démocratie raciale, puisque l'image de la société qu'on projette sur les ondes ne tient pas compte du fait qu'en majorité, les Brésiliens ne sont pas de couleur blanche. Comme nous l'avons indiqué plus haut, dans la télévision et la publicité, l'idéal de beauté est représentée par les personnes de couleur blanche et ayant les cheveux blonds. Cette idée d'imagination a été reprise par Medeiros, qui dira de cette tentative des militaires d'intégrer le Brésil par le biais de la télévision : « Obstruindo as vias de acesso a uma cidadania participativa, essa integração nacional realizar-se-á pelo viés de uma produção simbólica em que a ficção televisiva, a telenovela, ocupará um espaço importante na unificação dos espíritos. »<sup>177</sup>

La télévision deviendrait donc un moyen efficace pour diffuser un modèle particulier de nation, soit celui qui conviendrait aux militaires (et aux élites qui les supportaient), en montrant une image tordue du Brésil qui stimulerait la propagation d'une identité moderne à l'extérieur du pays par le biais de sa démocratie raciale progressiste, tout en maintenant à l'intérieur des frontières la paix entre les divers groupes ethniques et un moyen de continuer la subordination et la division des classes ouvrières, encore nécessaires pour maintenir le régime en place. C'est dans cet esprit que la télévision viendrait à être employée en appui à la démocratie raciale, qui continuait d'être l'idéologie officielle, malgré le nombre de revendications sociales contre celle-ci.

Essa elite, que vive de costas para o restante do Brasil, cria a sua peculiar imagem do país, quasi sempre folclorizando e discriminando índios, negros e asiáticos, pelo ângulo de gênero; e nordestinos e nortistas, pelo ângulo geográfico. A sua televisão cria e impõe uma determinada noção de identidade nacional, enquanto impede o livre acesso à tela, para a afirmação de outras identidades, contrastantes, divergentes.<sup>178</sup>

L'image projetée par les élites du pays est donc celle d'une nation voulant paraître moderne et civilisée. Le régime, de plus, a aidé la cause de l'idéologie de la démocratie raciale en interdisant qu'on traite publiquement de racisme.<sup>179</sup>

En 1969, les militaires ont forcé à la retraite ou à l'exil des académiciens (dont Florestan Fernandes, Octavio Ianni et le futur président Fernando Henrique Cardoso) qui avaient critiqué l'idéologie de la

---

176 *idem*.

177 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.95.

178 BUCCI, Eugênio. 2000. (org.) *A TV aos 50 : criticando a televisão brasileira no seu cinquentenário*. São Paulo : Fundação Perseu Abramo, pp.14-15.

179 TELLES, *op. cit.*, p.57.

démocratie raciale. Tout comme les intellectuels, les médias qui critiquaient les relations raciales ont été réprimés. Enfin, les dirigeants militaires ont aussi forcé le bureau censitaire à éliminer la question de couleur de peau du recensement démographique de 1970, afin d'éviter toute documentation des inégalités raciales.<sup>180</sup> Les agissements du régime militaire ont fait de la sorte que, du point de vue de la population, la démocratie raciale, ainsi que les manifestations nationales, étaient liés aux activités du régime autoritaire.<sup>181</sup>

Voilà donc que le Brésil, à la fin de sa dictature militaire, avait une image tellement dégradée de lui-même que le pays, déjà ruiné économiquement, était fin prêt pour le retour de la démocratie. Mêmes les symboles, tant chéris par la nation lors des époques antérieures, représentaient le côté négatif du Brésil. Bien qu'elle ait été construite avec toute la bonne volonté imaginable, la capitale, Brasília, devait être le centre du « pays de l'avenir », le lieu dans lequel allait être bâtie une société plus juste et plus démocratique. Toutefois, quelques années seulement après son inauguration, elle symbolisait déjà l'injustice. Brasília devint alors symbole de corruption, aliénation, d'autoritarisme et d'irrationalité : « Com os militares, a cidade que havia sido inaugurada sob um governo democrático passava a espelhar a imagem do autoritarismo. Simbolicamente, porém, como centro do poder, ela estava associada à luta contra a ditadura e à ilusão revolucionária. »<sup>182</sup> Déjà au départ, l'utopie de Brasília s'est confrontée au Brasília réel. La capitale a hérité au sein de son espace urbain tous les problèmes de la société brésilienne sans même avoir de correctifs prévus.

De plus, comme le développement et la modernisation du pays passaient nécessairement par l'éducation, il était entendu que l'Université de Brasília devait être le centre de réflexion critique du pays. Toutefois, avec la venue des militaires, l'université a connu sa première invasion policière en 1965, ayant comme résultat l'arrestation de 15 professeurs et la démission de plus de 200. Lors d'une seconde invasion, en 1968, 500 étudiants furent détenus par des militaires et le corps enseignant fut destitué de ses fonctions en masse.<sup>183</sup> Ces actes de répression qui se sont déroulées à l'Université de Brasília ont joué un rôle particulier dans la transformation du symbole de la Capitale, alors que les autres actes de répression notés plus haut ont peu à peu discrédité le régime militaire. Les poussées populaires pour la redémocratisation ainsi que les gestes du régime ont désagrégé des symboles et mythes qui soutenaient l'identité nationale du Brésil. La mise en doute sérieuse du mythe de la

---

180 *idem*.

181 GUIMARÃES (2001), *loc. cit.*, p.125.

182 ALMINO, *loc. cit.*, pp.300 et 304-305.

183 *ibid.*, p.304.

démocratie raciale et les appels à une citoyenneté plus égale et représentative sont les signaux d'un début de transformation de l'identité nationale du Brésil.

La démocratie raciale était marquante pour l'identité de la société brésilienne pendant la majeure partie du XXe siècle. Si l'œuvre de Freyre, parmi d'autres, a été de donner une allure positive au métissage, non seulement fut-elle acceptée au niveau de la science sociale, la démocratie raciale occupait une position importante au niveau de la société, où l'on adhère à ses principes : son côté utopique, soit d'envisager la société brésilienne comme étant basée sur un mythe d'un peuple relié, tiendrait du fait qu'elle convoque la force morale d'un héritage partagé, une famille commune et une nation unie. Le racisme, de sa part, serait répugnant, immoral et non-brésilien.<sup>184</sup> « In spite of mounting evidence of white privilege presented by social scientists beginning in the 1960s and 1970s, Brazilians of all social sectors have remained faithful to the idea of racial democracy. »<sup>185</sup> Le mythe est par principe inclusif, ce qui réduirait les options politiques des élites blanches tout en permettant aux exclus de demander une pleine participation. Le mythe incarne une série d'idéaux socialement acceptables par ceux en bas de l'hierarchie socio-raciale.<sup>186</sup> Toutefois, le mythe a considérablement limité les espaces d'expression de nouvelles formes culturelles.<sup>187</sup>

Cette section traite de l'identité nationale du Brésil, une dimension importante pour comprendre le Brésil d'hier comme d'aujourd'hui. Toutefois, il faut saisir que l'identité nationale est formée et soutenue par des individus et des collectivités qui, en vivant et souffrant, forgent des identités sociales. Il faut regarder de plus près leurs droits et leur niveau de participation sociale. La section qui suit apporte donc une vision de la citoyenneté au Brésil au cours du 20e siècle, et met en lien la démocratie raciale dans le but de démontrer en quoi le Brésil de l'époque était très lié à l'idéologie de la démocratie raciale, celle-ci affectant et influençant les relations entre les individus eux-mêmes, mais aussi leurs relations avec l'État.

---

184 SHERIFF, Robin. 2001. *Dreaming Equality: Color, Race, And Racism in Urban Brazil*. New Jersey: Rutgers University Press, p.221, in BAILEY (2002), *loc. cit.*, p.411.

185 TWINE, FRANCE WINDDANCE. 1998. *Racism in a Racial Democracy: The Maintenance of White Supremacy in Brazil*. New Brunswick: Rutgers University Press, in HTUN, *loc. cit.*, p.63.

186 DE LA FUENTE, Alejandro. 1999. « Myths of Racial Democracy: Cuba, 1900-1912 ». *Latin American Research Review*, no 34, p.68, in BAILEY (2002), *loc. cit.*, p.434.

187 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.93.

#### 1.4 Le mythe et ses répercussions sur la citoyenneté

Ce qui nous intéresse ici est comment l'espace social brésilien était défini au début du XXe siècle, pour comprendre dans quelle situation citoyenne la démocratie raciale s'est implantée. Nous savons que le peuple brésilien n'a pas acquis les droits dans le même ordre que les pays occidentaux dits « avancés ». Par conséquent, la citoyenneté qui s'est développée au Brésil est différente de celle de ces pays. Trois étapes ont marqué le développement de la citoyenneté au Brésil, soit, l'abolition de l'esclavagisme et la libéralisation relative du régime politique; la période populiste de Vargas des années 30, et, finalement, la lente démocratisation des années 1980 et 1990.<sup>188</sup> Dans ce chapitre, nous nous intéresserons aux deux premières.

Au début de la *Velha República*, les catégories sociales les plus basses eurent une première expérience avec la citoyenneté lorsque les oligarques ruraux leur ont accordé des droits civils (tels les droits de circulation, à la propriété, d'expression et d'organisation), mais ceux-ci n'étaient pas appuyés par une règle de droit démocratique et dépendaient totalement de la bonté du seigneur. Ces concessions étaient plutôt considérées comme un don de la part de l'élite traditionnelle, qui, en échange de sa bonne volonté, demandait aux paysans leur appui en matière politique.<sup>189</sup>

L'introduction de la démocratie formelle durant la *Velha República* a eu l'effet de nuire à l'implantation de la démocratie effective. Bien qu'on ait accru le nombre de positions à élire (maires, gouverneurs, président et vice-président), élargi le suffrage à tous les mâles de 21 ans sachant lire, et décentralisé le pouvoir vers les municipalités et les états fédérés, le niveau de violence au pays s'est accru comparativement à l'époque impériale.<sup>190</sup> L'accroissement de la compétition entre seigneurs ruraux (connus sous le nom de *coronéis*) pour les postes de maires et gouverneurs, l'élargissement du suffrage, ainsi que le pouvoir à gagner ou maintenir au niveau local ont permis plus de confrontations. Comme l'état de droit n'était pas particulièrement valorisée, un système a été mis en place dans lequel les amis du *coronel* recevaient la protection et les privilèges accordés par le droit civil, alors que les opposants aux intérêts du *coronel* couraient le risque de subir une forme ou autre de violence.<sup>191</sup>

---

188 GOIRAND, Camille. 2003. « Citizenship and Poverty in Brazil ». *Latin American Perspectives : Citizenship in Latin America*, vol. 30, no 2 (mars), p.21.

189 PEREIRA JUNIOR, Almir, Jorge ROMANO et Marta ANTUNES. 2005. « Rights and Citizenship in Brazil: The Challenges for Civil Society ». *IDS BULLETIN*, vol. 36, no 1, p.111.

190 LOVE, Joseph L. 1970. « Political Participation in Brazil, 1881-1969 ». *Luso-Brazilian Review*, Vol. 7, no 2 (décembre), pp.3-7.

191 PEREIRA JUNIOR, *loc. cit.*, p.111.

L'élite traditionnelle a su employer la situation à ses propres fins. Au lieu de renforcer les institutions démocratiques, les *coronéis* ont accru leur pouvoir en manipulant le suffrage en leur faveur. Comme le Brésil vers les débuts de la *Velha República* était à 90% rural, la vaste majorité de la population brésilienne était sous l'emprise de l'élite traditionnelle qui pouvait dominer la scène politique nationale.<sup>192</sup> On ne peut pas considérer le Brésil de l'époque comme ayant une véritable citoyenneté, si on la compare avec les pays occidentaux «avancés». La précarité des droits civils ainsi que la forme de cooptation du vote par le chef local démontrent le retard relatif du Brésil en matière de citoyenneté.

Notons aussi que durant cette période, la démocratie raciale n'existait pas encore. Les théories racistes européennes étaient encore en vogue. Alors, il n'est pas surprenant qu'au début de la *República Velha*, soit peu de temps après l'abolition de l'esclavage, les peuples africains émancipés n'aient pas connu une amélioration substantive de leurs droits juridiques, puisque l'élite traditionnelle maintenait son pouvoir grâce à l'utilisation de ces personnes comme une force de travail à faible coût. Les esclaves émancipés n'ayant que très peu d'options puisqu'ils n'étaient pas éduqués n'ont eu d'autre choix que de demeurer sur les terres en tant que laboureurs des oligarques.

D'ailleurs, ce n'était pas seulement les populations esclaves qui souffraient d'une exclusion. Notons aussi les misérables, les habitants du Sertão, et les autres exclus qui ont été mis en lumière par Euclides da Cunha. Le fait qu'au Brésil de l'époque seuls les alphabètes pouvaient voter était un sérieux obstacle aux anciens esclaves et les personnes issues de la pauvreté, sans parler des autres restrictions attribuables à la discrimination de race et de genre qui étaient habituelles à l'époque. Au scrutin, ceux qui détenaient le « privilège » du vote étaient forcés à appuyer leur chef local (plus souvent qu'autrement un oligarque puissant) en échange des faveurs.<sup>193</sup>

L'absence de participation populaire aux débuts de la République, en lien avec la place prépondérante des oligarchies et la forte influence des militaires a créé une subordination du peuple vis-à-vis les instances de pouvoir étatique. Cette subordination du peuple au pouvoir local fait partie de la structure profonde du système politique de l'époque. De plus, notons un point important inscrit dans la Constitution de 1891: celui qui a donné aux des forces armées la responsabilité de défendre les institutions publiques, leur donnant ainsi un pouvoir modérateur.<sup>194</sup> Cela a donc ouvert la porte à de

---

192 LOVE, *loc. cit.*, pp.9-10.

193 Pour le fonctionnement du système du *coronelismo*, voir LEAL, Vitor Nunes. 1975. *Coronelismo, enxada e voto: o município e o regime representativo no Brasil*. São Paulo: Alfa-Omega et QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. 1976. *O mandonismo local na vida política brasileira*, Sao Paulo, Alfa-Omega, 1976.

194 MOISÉS, José Álvaro. 1990. *Cidadania e Participação : ensaio sobre o referendo, o plebiscito e a iniciativa popular legislativa na nova Constituição*. São Paulo: Marco Zero, p.12.

nombreuses instances d'intervention ou de révolte militaire, qui par le fait même mettront fin à plusieurs régimes démocratiques brésiliens au cours du 20<sup>e</sup> siècle.

La Révolution de 1930 de Getúlio Vargas suit cette logique. Sous Vargas, la tradition du don a été poursuivie avec la mise en place des programmes sociaux implantés à l'aide de réseaux clientélistes qui seront par la suite institutionnalisés. Encore aujourd'hui, les pauvres urbains dépendent de la bonté des dirigeants politiques au lieu d'avoir un véritable recours à des droits sociaux formels, ceux-ci étant pourtant inscrits au sein de la Constitution.<sup>195</sup> Durant l'*Estado Novo* (1937-1945), durant laquelle période Vargas avait formellement suspendu la démocratie, la citoyenneté apparaissait comme étant régulée par l'État. Seules les personnes détenant un emploi reconnu par l'État (la définition de ces emplois était aussi formulée par l'État) étaient considérées comme étant des citoyens.<sup>196</sup> Les droits citoyens, dans l'*Estado Novo*, ont donc été définis selon la position des travailleurs au sein du système de production. Le but était de donner accès à des droits sociaux aux travailleurs dans le but de limiter leurs droits politiques.<sup>197</sup> Même si la Constitution de 1934 apportait des réformes au suffrage qui franchisaient les femmes et réduisaient l'âge minimal pour voter à 18 ans, à partir de 1937, les gouverneurs et les maires ont été nommés par le président, au lieu de tenir des élections.<sup>198</sup> Rien de surprenant, dans ce cas, de considérer que l'ordre dans laquelle les droits ont été octroyés importe beaucoup.<sup>199</sup> Au lieu d'accorder des droits civils, en premier lieu, suivi des droits politiques, et enfin des droits sociaux, comme dans le cas de la Grande-Bretagne, au Brésil, on a préféré donner sélectivement certains droits, souvent dans le but d'en retirer ou limiter d'autres. Précisément, dans le Brésil de Vargas, l'État s'est placé dans une position pour limiter les revendications citoyennes et contrôler les droits accordés.<sup>200</sup>

Rather than redistributing power in favor of the working class, as happened in Western Europe, the segmented, limited expansion of social rights institutionalized social inequalities by creating a new, relatively small group of privileged workers among the popular sectors, stymieing civil society's continued development.<sup>201</sup>

L'inclusion contrôlée relève le manque de profondeur de la citoyenneté du Brésil à l'époque de Vargas. En offrant des droits sociaux à seulement une partie des travailleurs, il est parvenu à diviser la

195 GOIRAND (2003), *loc. cit.*, pp.21-22.

196 SANTOS, Wanderley Guilherme dos. 1979. *Cidadania e justiça, a politica social na ordem brasileira*. Rio de Janeiro: Campus, p.75 in GOIRAND (2003), *loc. cit.*, p.22.

197 GOIRAND (2003), *loc. cit.*, p.22.

198 LOVE, *loc. cit.*, p.16.

199 PEREIRA JUNIOR, *loc. cit.*, pp.111-112.

200 MITCHELL, Michael J. et WOOD, Charles H. 1999. « Ironies of Citizenship: Skin Color, Police Brutality, and the Challenge to Democracy in Brazil ». *Social Forces*, vol. 77, no 3 (mars), p.1005.

201 OXHORN, Phillip, « Social Inequality, Civil Society, and the Limits of Citizenship in Latin America » in ECKSTEIN, Susan Eva et Timothy P. WICKHAM-CROWLEY (dir. publ.). 2003. *What Justice? Whose Justice? – Fighting for Fairness in Latin America*, University of California Press, p.47.

classe ouvrière. Avec l'appui d'ouvriers privilégiés, le régime pouvait légitimer non seulement sa domination, mais aussi l'inégalité qu'on créait dans la société. Sans surprise, les ouvriers privilégiés étaient fort habituellement blancs, alors que les autres étaient plus souvent qu'autrement noirs. Malgré l'émergence des propositions égalitaires de la démocratie raciale au cours de la décennie des années 30, l'idéologie du métissage n'avait pas encore totalement écarté les théories racistes. C'est donc dire que si on devait privilégier une partie de la population, on privilégierait d'abord la population blanche. Cela dit, on pouvait justifier l'inégalité des noirs avec un discours de supériorité de mérite qui n'avait aucune connotation raciale en soi. L'hierarchisation du travail dans les années 1930 a donc eu comme effet de permettre un accès très inégal aux droits.<sup>202</sup>

En incluant seulement une partie de la population au jeu démocratique, mais aussi à cause de l'ordre dans lequel les droits ont été acquis au Brésil, le développement d'une citoyenneté (même embryonnaire) au Brésil a été plus tardif que d'autres pays occidentaux avancés. Les droits politiques, bien qu'étendus à tous hommes et femmes lettrés durant les années 30, demeuraient, dans les régions rurales, peu enviables dans la mesure où les relations patriarcales rendaient le vote une formalité. Le contrôle sur les partis politiques par l'État était aussi un affront au droit d'expression et d'assemblée, alors que le fait d'offrir des droits sociaux différenciés aux ouvriers urbains et ruraux démontre les limitations de la citoyenneté au Brésil de l'époque.

Le fait que les droits ont été accordés de façon fragmentaire au Brésil durant l'époque Vargas a eu des répercussions significatives pour les populations africaines du pays. Bien que l'organisation collective fût possible, la plupart des groupes qui étaient voués à l'égalité des Noirs ont été forcés à cesser leurs opérations, dont le Frente Negra Brasileira de São Paulo, qui avait même aidé à incorporer la clause de non-racisme dans la Constitution de 1934. Le résultat était que la mobilisation politique noire a été dormante jusqu'aux années 1970.<sup>203</sup> Le manque de droits civils a donc laissé l'espace libre pour l'expansion du mythe de la démocratie raciale, qui a été implanté et est devenue une idéologie nationale durant le régime de Vargas. Comme on l'a déjà noté, la démocratie raciale était un compromis politique servant à intégrer les noirs à la société de classes du Brésil post-guerre.<sup>204</sup>

Plus synthétiquement, ce compromis démocratique servait à mobiliser les intellectuels contre le personnalisme des oligarques. Il s'agissait d'implanter une démocratie par le biais d'une révolution qui cherchait à retirer du pouvoir les classes traditionnelles et en mettant sur pied une démocratie

---

202 CARDOSO DE OLIVEIRA, *op. cit.*, pp.102-104.

203 HTUN, *loc. cit.*, pp.64-65.

204 GUIMARÃES (2006), *loc. cit.*, p.270.

représentative dont la fondation était assise sur les travailleurs urbains, c'est-à-dire les classes productives.<sup>205</sup> Même si l'idéologie de l'époque était de mater les différences raciales, ou dit autrement de nier la diversité à l'aide d'un régime libéral illusoire, au moins on appuyait l'idéologie à travers des lois, telle la loi Afonso Arinos de 1951, qui a rendu le préjugé racial un crime punissable par la loi. Simplement dite, la loi affirmait que tout refus de servir, de recevoir, d'offrir du travail quiconque par préjugé de race ou de couleur était punissable par des peines de prison et des amendes.<sup>206</sup> Cette loi permit de renforcer le mythe de la démocratie raciale en faisant de sorte qu'on réprimait le développement d'une culture de différences, malgré le fait qu'en réalité, très peu de cas sont allés jusqu'à une condamnation. Donc, d'une part, il y avait un discours officiel condamnant le racisme et par le fait même appuyant le mythe, et d'autre part, une loi qui était que rarement appliquée jusqu'à sa sentence. Cela étant dit, beaucoup de travail a été fait au niveau des organismes afro-brésiliens au cours du XXe siècle pour palier non seulement aux lacunes au niveau des droits formels, mais aussi pour bâtir une identité qui permettrait une meilleure insertion sociale. Évidemment, tout était à refaire une fois le coup d'État de 1964. La lutte contre la démocratie raciale serait donc mise de côté en faveur d'une lutte généralisée pour les droits humains.<sup>207</sup>

Ce chapitre a permis de saisir la place de la démocratie raciale dans la société brésilienne. À partir de son contexte d'émergence, il a été possible cerner comment elle a muté les droits de certains, soutenant ainsi la mise en place d'une citoyenneté incomplète et inégale. Devenant un mythe, la démocratie raciale est venue à s'agencer progressivement avec divers symboles nationaux pour former, à travers le contrôle étatique, l'identité nationale du pays. La démocratie raciale influença l'identité nationale du pays en promouvant une égalité formelle entre les acteurs tout en masquant les inégalités qui étaient tout à fait présentes. Nous ouvrons donc la porte au second chapitre, qui entrera en détails sur les transformations apportées à la citoyenneté suite à la période dictatoriale de 1964-1985. La modernisation du pays ainsi que l'émergence de droits sociaux plus progressistes ont permis de concevoir une citoyenneté plus ouverte aux revendications pluralistes, incluant celles à saveur identitaire, et ont permis de considérer, pour la première fois, une nation brésilienne au-delà d'un amas homogène métissé.

---

<sup>205</sup> *ibid.*, p.271.

<sup>206</sup> Pour la Loi Afonso Arinos voir [www.cedine.rj.gov.br/legisla/federais/LEI\\_AFONSO\\_ARINOS.pdf](http://www.cedine.rj.gov.br/legisla/federais/LEI_AFONSO_ARINOS.pdf). Visionné le 12 octobre 2009.

<sup>207</sup> GUIMARÃES (2004), *loc. cit.*, pp.30-31. Les italiques proviennent de l'auteur.

## Chapitre II

### LE NOUVEL ESPACE CITOYEN BRÉSILIEN

Au chapitre précédent, nous avons analysé les deux premières étapes qui ont marqué le développement de la citoyenneté au Brésil. Après l'abolition de l'esclavagisme et la libéralisation relative du régime politique, ainsi que la période populiste de Vargas des années 30, il nous reste la lente démocratisation des années 1980 et 1990.<sup>208</sup> Pour cela, il faut comprendre comment les droits ont été perdus avant de procéder à examiner leur retour.

#### 2.1 La perte et le retour des droits politiques et civils (1964-1985)

Le coup d'État du 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1964 a mis en place une dictature militaire au Brésil. Durant cette période, les dirigeants du régime ont imposé des Actes Institutionnels (AI), qui étaient en fait des pouvoirs extraconstitutionnels.<sup>209</sup> Le premier acte évoquait la nécessité d'une révolution au Brésil. Les passages suivants issues de la déclaration de l'AI-1 démontrent comment « la révolution » s'auto-légitimait :

Assim, a revolução vitoriosa, como Poder Constituinte, se legitima por si mesma. [...] Fica, assim, bem claro que a revolução não procura legitimar-se através do Congresso. Este é que recebe deste Ato Institucional, resultante do exercício do Poder Constituinte, inerente a todas as revoluções, a sua legitimação.<sup>210</sup>

Le *Poder Constituinte* était en fait le moyen pour le gouvernement de s'installer au-dessus de la société.<sup>211</sup> De façon concrète, l'Acte suspendait pour dix ans les droits politiques d'une centaine de

208 GOIRAND (2003), *loc. cit.*, p.21.

209 Site internet Brasil Escola, « Atos Institucionais », <http://www.brasilecola.com/historiab/atos-institucionais.htm>, visualisé le 11 janvier 2010.

210 Site internet Acervo da Luta Contra a Ditadura, page sur L'Acte Institutionnel no.1, [http://www.acervoditadura.rs.gov.br/legislacao\\_2.htm](http://www.acervoditadura.rs.gov.br/legislacao_2.htm), visualisé le 26 novembre 2009.

211 BALOYRA, Enrique A. 1986. « From Moment to Moment: The Political Transition in Brazil, 1977-1981 », p.16. Chap. in *Political Liberalization in Brazil: Dynamics, Dilemmas and Future Prospects*. Wayne A. SELCHER (dir. publ.). Boulder (Colorado): Westview Press.

personnes qui étaient opposées au régime. Parmi les personnes les mieux connues, notons les ex-présidents João Goulart et Jânio Quadros, le secrétaire-général du Partido Comunista Brasileiro (PCB) Luís Carlos Prestes, le gouverneur déchu de l'État de Pernambouc Miguel Arraes, le député fédéral et l'ex-gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul Leonel Brizola, l'économiste Celso Furtado et le recteur de l'Université de Brasília Darcy Ribeiro.<sup>212</sup> D'un coup, les droits politiques de nombreux Brésiliens ont été mis en question, non seulement ceux dont les droits ont été suspendus.

D'autre part, les élections présidentielles sont devenues indirectes. Seul un collège électoral déterminé par le régime pouvait décider qui deviendrait le chef du pays. Enfin, la Constitution fut suspendue pour six mois, et avec elle, toutes ses garanties. L'AI-2 d'octobre 1965 a permis au Président de suspendre la Constitution de 1946, la possibilité de suspendre le Congrès National (ce qui incluait renvoyer toute personne élue au niveau national) à tout moment, et, finalement, de gouverner par décret, et ce, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Constitution, prévue pour mars 1967.<sup>213</sup> De plus, tous les partis politiques ont été dissous et un système de deux partis a été mis sur pied pour les élections, soit l'Aliança Renovadora Nacional (ARENA), le parti du gouvernement, et le Movimento Democrático Brasileiro (MDB), un parti d'opposition. L'AI-3 de février 1966 a rendu les élections des Gouverneurs une entreprise indirecte.<sup>214</sup> L'AI-4 de décembre 1966 servait à convoquer et voter la nouvelle Constitution (celle de 1967).

L'AI-5 de 1968, en plus d'enlever les droits de manifestation de nature politique et la censure des médias qui critiquaient le régime, plaça le Président au-dessus de la loi. Il pouvait alors suspendre tout corps législatif, mais aussi suspendre les droits politiques et les garanties constitutionnelles, dont l'habeas corpus.<sup>215</sup> L'appareil étatique devenait ainsi un instrument répressif sanglant. L'AI-5 mettait une véritable fin à la démocratie brésilienne, en retirant les dernières instances de la citoyenneté. Avec peu de droits civils, des droits sociaux en régression et qu'un semblant de droits politiques, le Brésil entra dans la phase la plus autoritaire du régime.<sup>216</sup>

Les années 1969-1974 ont été appelées les « années de plomb » puisqu'elles ont été les années les plus dures de la dictature. Avec des tortures et des disparitions, le Brésil est critiqué par les organisations internationales. Ces années ont aussi été celles où l'économie a pris son envol : des taux de croissance

---

212 Site internet de Brasil Escola, « AI-1 », <http://www.brasilecola.com/historiab/ai1.htm>, visualisé le 5 mai 2010.

213 BALOYRA, *op. cit.*, p.16.

214 SAMUELS, *loc. cit.*, p.48.

215 BALOYRA, *op. cit.*, p.16.

216 ROUQUIÉ, *op. cit.*, pp.179-180.

exceptionnels ont fait du Brésil l'exemple à suivre pour les pays du tiers-monde.<sup>217</sup> Sous la gouverne du Général Emilio Garrastazu Médici, faisant partie de la ligne dure du régime, l'ARENA écrase l'opposition à l'aide de victoires électorales importantes qui ne font que décourager l'opposition, qui songe même à se dissoudre : « On ne peut nier que la répression, la censure, la propagande et les manipulations électorales soient pour beaucoup dans l'effondrement de l'opposition. Mais la prospérité économique, portée au crédit de la dictature, en est aussi largement responsable. »<sup>218</sup> Le « miracle économique brésilien » (1964-1973) a eu comme effet un taux de croissance remarquable, toutefois, il est dû à l'entrée massive de capitaux étrangers, dont la majeure partie provenant des États-Unis.<sup>219</sup> Bien que la situation économique aille bien, il est certain qu'au plan national, le Brésil des « années de plomb » avait de quoi à avoir honte.

La transition vers la démocratie démontre une progression graduelle (mais à contrecœur) vers une plus grande liberté politique durant la fin des années 1970 et le début des années 1980, car l'accroissement des problèmes sociaux a réduit l'appui public au régime autoritaire. Le consensus au sein du leadership militaire était en train de changer : Il fallait plutôt diriger à l'aide de concessions et compromis au lieu de décrets. Arrivé au pouvoir en mars 1974, le général Ernesto Geisel proposa comme première étape d'ouverture une libéralisation politique limitée.<sup>220</sup>

Le processus était mis en place par le régime militaire désirant de céder sa puissance politique, mais qui était encore incertain des conséquences d'une gouvernance civile compétitive.<sup>221</sup> Ce qui mène le régime militaire à entamer le processus de libéralisation, bien qu'elle ne fût pas linéaire, mais faite d'avancées et de brusques reculs, s'explique par la relation complexe entre une véritable volonté d'ouverture politique, le réveil des oppositions et les crises économiques.<sup>222</sup>

Comme le Brésil de l'époque devenait progressivement urbain, mais qu'il ne profita pas du boom économique pour faire progresser les mesures sociales, les problèmes sociaux s'accroissent. Notamment, le nombre important de paysans venant s'installer en ville causa des problèmes de logement.<sup>223</sup> Dépourvus de services de base, tels l'eau courante et l'électricité, sans parler de la précarité du travail, l'établissement d'un nombre important de migrants dans les secteurs éloignés et peu développés de la

---

217 BENNASSAR, Bartolomé et Richard MARIN. 2000. Histoire du Brésil : 1500-2000. Paris: A. Fayard, pp.410-413.

218 *ibid.*, p.416.

219 ALMEIDA, Paulo Roberto et Katia de QUEIRÓS MATTOSO. 2002. *Une histoire du Brésil: pour comprendre le Brésil contemporain*. L'Harmattan, p.41.

220 BALOYRA, *op. cit.*, pp.2-3.

221 *ibid.*, p.1.

222 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.426.

223 ALMEIDA et QUEIRÓS MATTOSO, *op. cit.*, pp.41-42.

ville n'a fait qu'aggraver la *favelisation* des grands centres urbains du Brésil. C'est dans ce contexte qu'on découvre que la citoyenneté au Brésil était inexistante pour certaines classes sociales.

Dépourvus de droits politiques et civils (les analphabètes n'avaient pas le droit de vote, et ce, jusqu'aux élections municipales de 1985), ces exclus ont encore moins de droits sociaux que le reste de la population brésilienne. Considérés comme des non-citoyens, « les sans-terre, sans-toit, sans-emploi, ne sont pas tout à fait des personnes, »<sup>224</sup> alors que les *favelas* qu'ils habitent sont évocateurs de crainte et de violence. « Criminel ou suspect, l'opinion ne lui reconnaît pas les droits inhérents à la personne, et notamment celui de vivre et d'être traité conformément à la loi. »<sup>225</sup> De plus, comme São Paulo est le plus grand centre industriel du pays, il n'est pas surprenant que grand nombre des paysans sont venus s'y installer. Considérant que la métropole pauliste est la ville ayant la plus grande population de noirs au Brésil<sup>226</sup>, il est entendu que le système hiérarchique privilégiant les blancs ne fait que renforcer les inégalités masquées par la démocratie raciale. Dans le cas de São Paulo, mais dans d'autres grandes villes aussi, si être pauvre évoque de la méfiance ou de la suspicion, être pauvre et noir est synonyme d'être criminel.<sup>227</sup>

L'appui importante pour l'opposition lors des élections législatives de 1974 fut une surprise pour le régime, mais a permis au président Geisel de poursuivre sa stratégie d'une transition graduelle, contrôlée et planifiée à un système plus compétitif à l'aide de réformes crédibles aux marges du pouvoir. Le but était d'alléger la répression étape par étape, toutefois, sans horaire précis. On comptait sur l'accroissement de la base d'appui au gouvernement afin de maintenir à long terme le contrôle de la prise de décision du pays, en particulier la présidence mais aussi la politique économique.<sup>228</sup> On ne lâcherait la mainmise sur le pouvoir que lorsque le pays aurait accumulé suffisamment de capital, développé son industrie de base, mais aussi d'avoir une maturité politique acceptable (aux yeux des militaires, cela voulait dire rejeter la gauche militante) afin de pouvoir redistribuer la richesse, et ainsi régler la question sociale qui était en déchéance.<sup>229</sup> Pour le Général Golbéry do Couto e Silva, secrétaire général de la Présidence sous Geisel, le Brésil nécessitait un système fort, capable de s'adapter à la période post-miracle. Pour répondre aux difficultés économiques, il fallait donc des nouvelles solutions politiques tout en réduisant le côté répressif du régime, qui ne faisait que renforcer

---

224 ROUQUIÉ, *op. cit.*, p.96.

225 *idem.*

226 PAIXÃO, Marcelo. 2004. « Waiting for the Sun: An Account of the (Precarious) Social Situation of the African Descendant Population in Contemporary Brazil ». *Journal of Black Studies: African Descendants in Brazil*, vol. 34, no 6 (juillet), pp. 743-765.

227 À ce sujet, voir ROUQUIÉ, *op. cit.*, pp.67-68. Voir aussi WINDSOR, *loc. cit.*, pp.506-507, ainsi que NASCIMENTO, *loc. cit.*, pp.867-868.

228 BALOYRA, *op. cit.*, pp.2-3.

229 *idem.*

le front commun des oppositions.<sup>230</sup> Geisel et Golbéry sont donc à l'origine du retour (progressif mais lent et hétérogène) de la citoyenneté au Brésil. Ils étaient conscients des transformations que le Brésil subissait, et le besoin de redresser une nation qui avait perdu ses balises identitaires.

L'ARENA était alors divisé en deux camps, l'un formé par des politiciens ayant des liens avec le haut commandement militaire (mais détenant peu de prestige local ou d'appui populaire), et l'autre formé par des politiciens « de métier » ayant débuté leur carrière avant 1964. Le MDB a fini par gagner du terrain car l'ARENA insistait de nommer des politiciens appartenant au premier groupe, mais aussi car les électeurs voulaient mettre fin à la répression et réclamer le retour de leurs droits citoyens perdus plusieurs années auparavant.

Le gouvernement militaire a employé une série de mesures afin de mieux contrôler la transition. Une loi de 1976 prohibait, en période électorale, toute propagande politique sur les ondes de la radio ou de la télévision. En 1977, le président mit le parlement en congé pendant deux semaines, et à l'aide de l'AI-5, étira son mandat à six ans, continua l'élection indirecte des gouverneurs des États, et désigna une série de sénateurs.<sup>231</sup> De plus, il institua une réforme électorale pour faire croître la représentation au Congrès des États les plus conservateurs et pauvres, en plus de créer un autre État pauvre, le Mato Grosso do Sul. Le but était de renforcer les élites des États moins développés et d'affaiblir celles des plus riches, où l'opposition était plus forte. Ceci s'est aussi fait par le biais du Second Plan de Développement National (PND-2), qui a cherché à renforcer les liens économiques entre le gouvernement et les États les plus pauvres tout en réduisant le poids de l'État de São Paulo dans la fédération.<sup>232</sup> La réforme aura ceci de positif : elle aura permis de faire progresser l'unification territoriale du pays, en mettant l'emphase sur les besoins des États les plus pauvres (et les plus Noirs) du pays.

Il est possible de faire le lien avec la démocratie raciale ici en considérant que la réforme et le PND-2 auront affirmé l'importance de considérer tout le pays, peu importe la provenance sociale ou l'origine ethnique. Notons aussi qu'il s'agissait d'une stratégie par laquelle l'élite du pays « prit en main » la situation des États les plus pauvres (et par le fait même, les plus noirs), et leur est venu en aide sans toutefois adresser les questions des inégalités régionales, de classe ou de race. Le fait de donner plus de poids électoral à des États dans lesquels une grande partie de la population soit ne peut voter, soit est sous l'emprise d'un *coronel* revenait alors à évacuer complètement les luttes pour les droits qui avaient

---

230 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.426.

231 *ibid.*, p.427-428.

232 SAMUELS, *loc. cit.*, pp.51-53.

lieu. Cependant, sans radio ni télévision, l'opposition, grâce notamment au travail fait par les organisations de la société civile, a tout de même pu conserver sa majorité au Congrès en 1978, déjà que les mesures entreprises par le gouvernement Geisel n'ont fait que renforcer la détermination de l'opposition.

En soi, les mesures notées ci-haut démontrent bien la désaffection des classes moyennes et élites urbaines vis-à-vis le gouvernement militaire, alors que les réformes mises en place démontrent encore une fois l'utilisation de l'identité nationale à des fins politiques, c'est-à-dire employer l'argument du besoin d'unité nationale et du développement régional afin de contrôler la sortie d'un régime déjà en perte de vitesse. Pour arriver à maintenir le contrôle de la transition et de la prise de décision à long terme, le régime devait donc trouver des moyens de mettre en silence l'opposition. Comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, le développement d'un réseau national de télécommunications contrôlé par les élites en faveur du régime a permis de renforcer l'identité nationale dirigée par l'État, servant aussi les intérêts des militaires pour prolonger leur survie au pouvoir.

Cela dit, de son côté, l'opposition s'organisait progressivement. Le haut taux d'urbanisation, d'alphabétisation et d'éducation dans les milieux urbains, jumelés à l'*abertura* en soi, et comme nous le verrons par la suite, la crise économique, ont causé la mobilisation d'un grand nombre de groupes d'opposition à saveur pluraliste ainsi que des mouvements sociaux. Plusieurs organisations étaient difficilement contestables au niveau de leur légitimité, dont l'Organisation des avocats du Brésil (AOB), l'Association de la presse brésilienne (AIB) et l'Église catholique.

Cette dernière, s'appuyant sur la « théologie de la libération », qui visait la défense des pauvres, a développé des dizaines de milliers de communautés ecclésiales de base et est ainsi devenu porte-parole de la société civile. Ces 80 000 communautés ecclésiales de base (CEB), soutenues par 350 évêques, sont devenues la voix la plus importante pour les classes les plus démunies. Elles représentaient les secteurs de la société qui n'avaient pas de voix, ou pour qui la représentation n'était faite qu'à travers des éléments patriarcaux. Du point de vue de l'Église, les CEB étaient des lieux privilégiés d'enseignement des droits humains pour les exploités. De plus, au niveau politique, ce sont les CEB qui ont offert la plus importante critique du capitalisme et ont appuyé la mise en place d'un nouvel ordre social.<sup>233</sup> La Bible, en plus d'être un instrument de conscientisation et de permettre aux membres de la communauté de devenir des agents de transformation sociale, aidait la communauté à créer ses

---

233 DELLA CAVA, Ralph. 1989. « The "People's Church," the Vatican and Abertura ». Chap. in *Democratizing Brazil: Problems of Transition and Consolidation*, Alfred STEPAN (dir. publ.) New York: Oxford University Press, pp.143-144.

propres organisations de base, comme de mouvements de quartier et des syndicats, par exemple.<sup>234</sup> Ces organisations ont été parmi les premiers à pousser pour le retour d'une citoyenneté au Brésil, en réclamant soit pour le retour des droits civils (AIB), droits sociaux (Église) et le respect des droits humains (tant l'Église que l'AOB).

Pour leur part, la formation de mouvements urbains, dont les syndicats ouvriers indépendants, ont été une innovation puisqu'ils se sont établis à l'extérieur du corporatisme étatique et ont lutté contre les traditions paternalistes de contrôle des mouvements de travailleurs urbains. En ce sens, ils ont mis au défi le contrôle étatique de la société civile caractéristique du Brésil.<sup>235</sup> Pour leur part, les mouvements de quartiers pauvres ont été développés afin de revendiquer des améliorations aux infrastructures dans les régions en périphérie des villes, mais aussi pour demander des véritables politiques sociales.<sup>236</sup> Tout comme les dirigeants des syndicats, les mouvements de quartiers et les organisations qui les appuyaient ont souvent subi la persécution et l'intervention du régime militaire.<sup>237</sup> Il y avait donc encore beaucoup de travail à faire avant de faire reconnaître leurs droits civils.

Voilà donc qu'à une unité nationale contrôlée par le haut s'opposa une pluralité d'identités voulant reprendre leurs droits et refonder l'identité du Brésil selon des principes plus démocratiques et plus égalitaires : « À partir de cette identité en voie de formation, la perception de la violence physique, de l'injustice sociale et des inégalités du modèle économique contribuent à multiplier les germes de conflits avec la dictature. »<sup>238</sup> La formation d'organisations de la société civile ont été importantes pour la démocratisation mais aussi pour l'ouverture au pluralisme social. Représentant des intérêts particuliers, ces organisations brésiliennes ont permis, dans plusieurs cas, pour la première fois, de donner une voix aux personnes ayant des revendications particulières, tout en mettant de la pression sur le régime.<sup>239</sup>

Sans même traiter de la question de démocratiser le régime, la multiplication des demandes dirigées vers le régime et la volonté de maintenir le contrôle du pays ont permis, à un niveau primaire, du moins, la reconnaissance des revendications des acteurs, pas simplement comme un jeu populiste, mais en tant qu'acteurs ayant diverses réclamations. Les revendications faites par les mouvements noirs

---

234 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.429.

235 SELCHER, Wayne A. 1986. *Political Liberalization in Brazil: Dynamics, Dilemmas and Future Prospects*. Boulder (Colorado): Westview Press, p.76.

236 GOIRAND (2003), *loc. cit.*, p.18.

237 KERSTING, Norbert and SPERBERG, Jaime. 1999. « Pobreza urbana, sociedad civil y ciudadanía en Chile y Brasil ». *Nueva Sociedad*, no 164 (novembre-décembre), pp.133-145.

238 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.429.

239 FOWERAKER, Joe. 2001. « Grassroots Movements and Political Activism in Latin America: A Critical Comparison of Chile and Brazil ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, no 4 (novembre), p.847.

pour la reconnaissance de leur identité propre ou pour demander le rejet de la démocratie raciale, en sont des exemples. La réussite ou l'échec de ces revendications serait déterminante pour l'identité du pays. Le Brésil serait-il un pays où les droits des acteurs seront reconnus, ou bien les groupes devront-ils faire avec des modèles citoyens dépassés?

Grâce à l'appui de nombreuses organisations populaires, dont les communautés ecclésiales de base, les syndicats et les mouvements de quartier, ainsi que le MDB, ces organisations ont pu mettre de la pression sur le gouvernement Geisel pour procéder à la révocation de l'AI-5 en 1978.<sup>240</sup> Les luttes menées par ces acteurs, par exemple, la campagne nationale pour les droits humains fait par les Églises Chrétiennes du Brésil en 1973<sup>241</sup>, la mise en place de la Commission de Justice et Paix de l'Archidiocèse de São Paulo avec l'Organisation des Avocats du Brésil<sup>242</sup>, le Mouvement pour la Défense des *Favelados* appuyés par l'Église<sup>243</sup>, le « Nouveau syndicalisme » prêt à aller en grève malgré les menaces de répression<sup>244</sup>, ainsi que des erreurs durant le parcours du côté du régime ont permis de rétablir les droits politiques des citoyens en retirant de l'exécutif le droit de briser les mandats des élus ou de fermer le Congrès et de rétablir les droits civils en rétablissant l'*Habeas Corpus*.<sup>245</sup> Ce fut le premier pas vers le retour des droits de citoyenneté.

L'économie a aussi joué un rôle dans le processus de libéralisation. Le « miracle brésilien » de 1964-1973 profita surtout à la bourgeoisie et aux investisseurs étrangers, mais la crise du pétrole de 1973 réduira significativement l'investissement étranger.<sup>246</sup> Ces problèmes vont, par la suite, causer des retards qui gêneront le processus d'ouverture et des délais quant au retour de la citoyenneté, car l'emphase des dirigeants sera mise sur le rétablissement de l'économie, et non pas sur la citoyenneté.

Avec l'arrivée du Général Figueiredo à la présidence en mars 1979, le Brésil continua son lent parcours vers la démocratisation. Figueiredo avait promis de rétablir la démocratie et avait assez de convictions démocratiques et assez d'appui au sein des militaires pour isoler ceux qui voulaient prolonger le règne militaire, incluant ceux qui voulaient le faire par la violence. C'est donc sous ce président qu'on a passé d'une détente à une véritable ouverture.<sup>247</sup> Il hérita d'une situation économique

---

240 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.428. Voir aussi SCHNEIDER, Ronald M. 1991. "Order and Progress": A Political History of Brazil. Boulder (Colorado): Westview, p.282.

241 DELLA CAVA, *op. cit.*, p.147.

242 *ibid.*, p.148.

243 BORAN, Anne. 1989. « Popular Movements in Brazil: A Case Study of the Movement for the Defence of Favelados in São Paulo ». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 8, no 1, pp. 83-109.

244 STEPAN, *op. cit.*, pp.260-267.

245 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.431.

246 *ibid.*, pp.421-423.

247 SELCHER, *op. cit.*, p.55.

en dégradation : le marché des exportations des matières premières était à la baisse, et la crise du pétrole de 1979 a fait tripler le prix des hydrocarbures.

Pour le gouvernement Figueiredo, il n'y avait pas de bons choix à faire. Il pouvait, dans une première instance, maintenir son modèle économique, mais il devait alors retarder la libéralisation du régime. Dans une seconde instance, il pouvait changer de modèle économique afin de tenter de sauver le régime. Son dernier choix était de sacrifier l'économie et son régime afin de permettre une transition ordonnée.<sup>248</sup> Le modèle développementaliste que Figueiredo a préconisé au début de son mandat a dû être mis de côté en 1980 au profit d'une stabilisation. Un plan d'austérité a causé une crise de stagflation au cours des années 1981-1983, ayant comme résultat de faire grimper l'inflation autour de 200%, un gonflement de la dette intérieure, et une hausse du niveau de chômage à environ 30%.<sup>249</sup>

Les transformations structurelles de l'économie brésilienne lors des années 1970 montrent en quoi la composition économique du pays était différente de celle lors de la prise de pouvoir des militaires, au milieu des années 60. Les secteurs industriels et de services sont venus à dominer le secteur agricole, qui était historiquement le plus important.<sup>250</sup>

Au niveau social, les inscriptions dans les écoles et universités ont explosé entre 1960 et 1978, haussant ainsi substantiellement l'éducation de la population.<sup>251</sup> Toutefois, ces changements ont accru les inégalités socioéconomiques : entre 1960 et 1977, la moitié la plus pauvre du Brésil a vu sa part des revenus diminuer, et le décile le plus riche a vu un accroissement de sa part. De plus, notons que seul 0.8% des propriétaires terrains contrôlaient 42% de la terre.<sup>252</sup> Ces mutations reflètent le changement de la société brésilienne au niveau socio-économique et démontrent le passage d'une société rurale à une société urbaine.

Ces changements sont significatifs dans le sens où ils démontrent des transformations à divers niveaux : une population plus instruite aura une plus grande capacité d'exprimer ses besoins et désirs et sera en meilleure position pour faire des revendications de ses droits, autant politiques que sociaux. De plus, l'inégalité croissante ainsi que le passage à une société urbaine mettra en évidence les besoins particuliers des divers groupes sociaux. Répondre aux demandes émergentes de groupes qui soit se sont retrouvés dans des situations plus précaires, ou soit voulaient exprimer ce qui était impossible

---

248 BALOYRA, *op. cit.*, p.43.

249 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, pp.424-425.

250 SCHNEIDER, R.M., *op. cit.*, p.278.

251 *idem*.

252 BALOYRA, *op. cit.*, p.42.

avec la citoyenneté telle qu'elle était construite à l'époque était donc nécessaire. D'ailleurs, l'espoir de bâtir un pays plus en mesure de reconnaître ces changements et prêt à affronter les difficultés qu'une société plus complexe engendre se mettra en marche durant la période Figueiredo. L'identité du pays commence-t-il à changer grâce à cet espoir d'un demain meilleur?

L'ampleur de ces changements n'était évidemment pas inconnue des dirigeants du régime, ni des dirigeants civils qui l'auront suivi, mais s'y attaquer était le véritable problème. Maintenant mobilisés politiquement, les Brésiliens cherchaient à mieux représenter leurs intérêts liés à l'égalité et à la liberté. Toutefois, l'*abertura* proposée par Figueiredo n'a pas permis d'ouvrir le débat sur la réforme sociale de la participation économique des classes les plus démunies, puisque peu des membres des classes moyennes et élites qui contrôlaient la politique voulaient travailler sur ce dossier. De plus, le gouvernement Figueiredo ne voulait pas lier l'*abertura* économique à l'*abertura* politique, et a plutôt focalisé les ressources du régime sur des problèmes d'ordre purement économique. L'égalité socio-économique devait donc attendre.<sup>253</sup> Dans ce sens, la crise économique a retardé l'inclusion économique des plus nécessiteux, ce qui a privé nombreux de certains droits sociaux, soit le droit au travail ou le droit à l'éducation, par exemple, ou dit autrement, la reconnaissance nécessaire pour considérer certaines personnes comme citoyens. Dans ce sens, on peut affirmer que la volonté de s'attarder sur une ouverture économique a bloqué la progression de la citoyenneté pour de nombreux Brésiliens.

La situation de Figueiredo était plus précaire que ses prédécesseurs, car il devait réconcilier la croissance et l'austérité, d'une part, et le potentiel dangereux d'une mobilisation sociale causée par l'inégalité économique croissante, de l'autre. Concrètement, il faisait face à un mouvement ouvrier à la fois mobilisé et en colère, car celui-ci voulait récupérer les pertes subies face à l'inflation et la négligence de leurs intérêts.<sup>254</sup> Même avant le fort de la crise, les luttes ouvrières avaient commencé à croître durant 1978 et surtout en 1979. Malgré la répression du mouvement gréviste par les forces militaires et policières, 150 000 ouvriers de l'industrie automobile de São Paulo ont fait la grève pendant plus d'un mois en avril-mai 1980.<sup>255</sup>

Au mois d'août de la même année, le Congrès approuve le projet d'amnistie proposée par le gouvernement. Elle permet le retour de nombreux exilés et prisonniers politiques mais donne aussi un

---

253 SELCHER, *op. cit.*, p.56.

254 BALOYRA, *op. cit.*, p.42.

255 BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, pp.432-433.

pardon inconditionnel aux membres de l'appareil répressif.<sup>256</sup> Enfin, au mois de novembre, les Brésiliens regagnent le droit de former des partis politiques. L'élection de novembre 1982, dans laquelle seraient élus directement les maires, les membres du Congrès ainsi que les Gouverneurs des États, était l'élection la plus ouverte depuis 1962.<sup>257</sup> Suite à ces élections dans lesquelles ni le PDS (Partido Democrático Social, parti qui remplaça l'ARENA), ni le PMDB (successeur du MDB), emportèrent décisivement le scrutin (bien que l'opposition ait remporté le poste de Gouverneur dans les trois États les plus peuplés et industrialisés, São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Geraes), le PMDB lança une campagne pour des élections présidentielles directes en 1985, qui culmina avec la campagne civique la plus importante de l'histoire du pays, *diretas já!*. Avec l'appui des organisations de la société civile, dont l'Église catholique, l'AIB, l'OAB et les syndicats, plus de deux millions et demi de manifestants se rassemblent à Rio et à São Paulo en avril 1984 pour réclamer le retour des élections directes.

Malgré l'échec de ce mouvement au niveau législatif, Tancredo Neves, du PMDB sera élu président en janvier 1985. Malheureusement, ce dernier mourra avant de prendre le pouvoir, et sera remplacé par son vice-président, José Sarney, l'ancien président du PDS qui a fait défection vers le Partido da Frente Liberal (PFL) suite à une division au sein du PDS sur la nomination de Paulo Maluf, ancien maire de São Paulo (1969-71 et plus tard 1993-96) et ex-Gouverneur de l'État (1979-82), en tant que candidat à la Présidence de 1985.<sup>258</sup> En mai 1985, presque toutes les restrictions sur la formation de partis politiques ont été levées, le droit de vote a été accordé aux analphabètes, et finalement, c'est le retour de l'élection directe du Président.<sup>259</sup>

Les Brésiliens ont enfin repris leurs droits politiques. L'heure était au rendez-vous pour la création d'une société dans laquelle l'État tiendrait compte des besoins de ces citoyens, peu importe qui ils sont. Fier de ses accomplissements des dernières années, le Brésil pouvait aspirer à reprendre sa place au sein des démocraties du monde et rebâtir son image d'un pays moderne, mais surtout, juste, égalitaire et démocratique. Comme nous le verrons dans les sections suivantes, les Brésiliens devront être patients, car pour certains, notamment les Afro-Brésiliens, la reconnaissance de leurs identités n'arrivera pas le lendemain de l'élection de Tancredo Neves. Non plus la démocratie raciale sera-t-elle facilement délogée.

---

<sup>256</sup> *ibid.*, p.433.

<sup>257</sup> SELCHER, *op. cit.*, p.60.

<sup>258</sup> BENNASSAR et MARIN, *op. cit.*, p.435-436.

<sup>259</sup> SCHNEIDER, R.M., *op. cit.*, p.317.

## 2.2 La Constituante et la nouvelle Constitution : 1986-1988

Malgré la victoire de la démocratie en 1985, la transition ne fut pas une rupture significative avec le passé, bien que celle-ci fût l'attente de plusieurs. Le mouvement pour le changement fut effectué par des politiciens d'expérience et des intérêts puissants associés avec l'ancien ordre, alors que le régime militaire, bien que discrédité, a tout de même maintenu une mainmise sur la transition elle-même, assurant qu'il ne se fasse pas écarter des cercles de pouvoir après la transition. Rien en soi ne s'était produit pour changer les bases sociales ou économiques de la politique brésilienne, ni pour déplacer l'institution militaire, fortement enracinée, ni les intérêts des propriétaires terriens.<sup>260</sup> De fait, dans le gouvernement Sarney, il y avait une forte présence de militaires, et ce, près du Président lui-même : l'État-Major des forces armées, le chef du Service National de l'Information (SNI) et le Chef de la Casa Militar da Presidência da República ont tous maintenu des contacts quotidiens avec Sarney, amplifiant ainsi la possibilité d'influencer directement les décisions du gouvernement.<sup>261</sup>

Non seulement le gouvernement Sarney devait-il gérer le retour des droits politiques (ainsi que de nombreuses élections importantes à venir en 1985, 1986, 1988 et 1989), il devait aussi s'occuper d'une économie fragile, et pire encore, du déficit social accumulé depuis plus de vingt ans de régime militaire. Ce déficit social empressa Sarney de remplacer impérativement la Constitution autoritaire de 1969. Le Président réussit à faire en sorte que le Congrès, qui allait être élu en novembre 1986, soit l'assemblée constituante mandatée pour créer la nouvelle constitution. Approuvée en 1988, elle était en théorie l'un des documents normatifs les plus progressistes du monde, mettant à l'avant-plan la garantie des droits des citoyens et l'expansion des droits politiques et sociaux.<sup>262</sup>

La Constitution elle-même, promulguée le 5 octobre 1988, a augmenté les droits et bénéfices des travailleurs mais n'a permis aucune expropriation de terre productive. La sous-représentation de l'État de São Paulo n'a été que légèrement corrigée, alors que le droit de vote a été étendu aux jeunes de 16 ans et a réaffirmé le droit de vote des analphabètes (ils avaient déjà pu voter depuis les élections municipales de 1985). Cette avancée pour les illettrés n'est toutefois pas une pleine participation politique, puisqu'on ne leur permet pas d'être élus.<sup>263</sup> La citoyenneté avait donc un document légal et légitime sur lequel s'appuyer. Mais, comme nous le verrons plus tard, l'égalité sur papier que représente la Constitution n'est pas nécessairement une égalité sur le terrain.

---

<sup>260</sup> *ibid.*, p.305.

<sup>261</sup> SOARES, Samuel Alves. 2006. *Controles e autonomia: As Forças Armadas e o sistema político brasileiro - (1974-1999)*. São Paulo, Editora UNESP, p.86.

<sup>262</sup> SCHNEIDER, R.M., *op. cit.*, p.323 et PEREIRA JUNIOR, *loc. cit.*, p.112.

<sup>263</sup> MOISÉS (2000), *op. cit.*, p.32.

À l'inverse du régime militaire, la nouvelle Constitution décentralise et redistribue le pouvoir. Pour rendre la Constitution le plus démocratique possible il a fallu donner plus de compétences aux entités fédérées, afin de prendre des décisions plus près des citoyens. Le but était de faire contrepoids à l'exécutif (et ses possibles dérives plébiscitaires) tout en renforçant les élites locales -- autrement dit, les vieilles oligarchies.<sup>264</sup> La distribution des revenus a pu être (en théorie) améliorée grâce à des changements au niveau des ressources fiscales des États fédérés et des municipalités, leur donnant ainsi une plus grande indépendance vis-à-vis le Président, et encore une fois, renforçant le pouvoir traditionnel local.<sup>265</sup>

La redémocratisation au Brésil a permis de nombreuses innovations. Par exemple, il est inscrit dans la Constitution que la participation citoyenne dans la formation des politiques à tous les niveaux est obligatoire. La décentralisation de l'autorité politique a permis la création de nouveaux types institutionnels, tels des institutions délibérantes de création de politiques. La mise en place des budgets participatifs dans certaines villes ont permis d'inclure les citoyens dans le processus délibérant de prise de décision. L'idée est de combattre les anciennes pratiques, telles le clientélisme et le patronage.<sup>266</sup> L'article 29 de la Constitution prévoyait l'adoption de lois permettant l'accès à la participation citoyenne aux prises de décision des municipalités.<sup>267</sup> Bien qu'en pratique, le succès de la participation citoyenne est dans nombreux cas douteux, la lutte pour la participation a tout de même eu des succès véritables, notamment dans le cas de Porto Alegre.<sup>268</sup>

Le cas du budget participatif de Porto Alegre démontre qu'il est possible, au Brésil, d'avoir une véritable participation citoyenne qui permettrait de produire une synergie entre la vie civile associative, l'action gouvernementale, la redistribution des biens publics, et l'exercice de droits démocratiques formels. L'expérience positive de cette ville a permis d'étendre le budget participatif à de nombreuses autres municipalités du pays. Conséquemment, cela permet un approfondissement et élargissement de la participation, l'amélioration de la gouvernance et la transparence permettant une citoyenneté plus substantielle et inclusive.<sup>269</sup>

---

264 ROUQUIÉ, *op. cit.*, pp.199-200.

265 SCHNEIDER, R. M., *op. cit.*, pp.340-341.

266 WAMPLER, Brian et Leonardo AVRITZER. 2004. « Participatory Publics: Civil Society and New Institutions in Democratic Brazil ». *Comparative Politics*, vol. 36, no 3 (avril), p.291.

267 *ibid.*, p.298.

268 *ibid.*, p.301.

269 KOONINGS, Kees. 2004. « Strengthening citizenship in Brazil's democracy: Local participatory governance in Porto Alegre ». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 23, no 1, p.95.

En termes de culture politique, on remarque que la continuité des inégalités économiques, sociales et régionales, d'un côté, et la préservation ou formation de nouvelles et vieilles identités sociales et politiques, de l'autre, le tout produit des effets de nature inégale qui, en conséquence, se traduisent par la perception et des comportements politiques assez différents. De cette façon, on n'aperçoit pas l'apparition d'une culture politique post-autoritaire, mais plutôt l'émergence de diverses sous-cultures politiques distinctes, parfois contradictoires.<sup>270</sup> En soi, le gouvernement Sarney serait un exemple qui illustre bien cette culture politique. Comme on l'a noté plus haut, son emploi des militaires, tant au sein de son gouvernement que stratégiquement lors des débats autour de la Constituante, montre en quoi le Brésil demeure un pays paradoxal en ce qui a trait à la démocratie : « Do ponto de vista da consolidação democrática, a questão crucial converte-se, então, em saber se esse círculo vicioso pode, de algum modo, ser rompido. »<sup>271</sup>

Un des principaux obstacles à la reconnaissance et à la protection des droits constitutionnels sont les pratiques patriarcales et les échanges de faveurs dans la politique brésilienne. Outre la perte de légitimité du système de représentation, provenant de l'inégalité du nombre de députés fédéraux entre les membres de la Fédération (la sous-représentation flagrante de l'État de São Paulo et la surreprésentation des États du Nord-est, par exemple), c'est plutôt la perte de l'efficacité du système de représentation qui demeure le problème principal. En soi, il s'agit de la fragmentation (ou la non-agglutination) des forces politiques découlant de l'immense capacité de concentration des ressources politiques que les secteurs traditionnels ont réussi à conserver.<sup>272</sup>

En plus du nombre important de partis politiques, l'incapacité des partis de contrôler leurs membres et le « jeu des chaises » (les élus qui changent de parti à mi-mandat) sont d'autres problèmes constants. L'indiscipline de parti proviendrait de la multiplication des réseaux de faveurs et de corruption. Ajoutons aussi l'inefficacité de la mise en place d'un système de responsabilité (dit *accountability*) comme fondement éthique de la vie démocratique.<sup>273</sup> Sans aucune surprise, il y a un nombre insuffisant de juges dans les États où l'impunité est la plus flagrante, soit l'Alagoas, le Pernambuco, le Maranhão et Bahia.<sup>274</sup>

---

270 MOISÉS, José Álvaro. 1995. *Os brasileiros e a democracia - bases sócio-políticas da legitimidade democrática*. 1re éd. São Paulo: Editora Ática, p.110.

271 *ibid.*, p.269.

272 MOISÉS (1990), *op. cit.*, pp.53-55.

273 MOISÉS, José Álvaro et SOSNOWSKI, S. 2001. *Cultura e Democracia*. (vol. 1-2-3), 1re éd, Rio de Janeiro: Fundo Nacional de Cultura. p.161.

274 *ibid.*, p.164.

### 2.3 Les droits sociaux et l'(in)égalité

Bien que le retour de la démocratie et la conception d'une nouvelle Constitution aient marqué le retour complet des droits civils et politiques, c'est au niveau social qu'on considère la question démocratique irrésolue. Rappelons qu'au chapitre introductoire il était question du développement des droits sociaux en tant que porteurs de l'identité des acteurs sociaux. Les droits sociaux obtenus à travers la Constitution ont aidé à la consolidation et à la formation de groupes ayant des revendications communes.<sup>275</sup> À titre d'exemple, dans le contexte du Brésil, les droits sociaux inscrits dans la Constitution ont permis aux populations noires de jouir du droit à l'égalité et du droit à la non-discrimination. Les actions et politiques concrètes qui découlent de ces droits seront analysées au prochain chapitre. Pour l'instant, tenons-nous à l'idée que la Constitution a permis de d'inclure quelques mesures proposées par la communauté afro-brésilienne, dont réaffirmer le racisme comme étant un crime (même si c'était déjà le cas depuis la loi Arinos) démarquer les territoires des communautés de *quilombos* (territoires traditionnels peuplés par des esclaves noirs durant la période coloniale), puis considérer la nature multiculturelle et multiethnique du pays, permettant ainsi la protection des manifestations culturelles afro-brésiennes par l'État.<sup>276</sup> D'autres mouvements, tels ceux des femmes, des homosexuels, des handicapés, parmi d'autres, ont aussi pu jouir de nouvelles dispositions constitutionnelles.

L'un des aspects les plus importants de la nouvelle Constitution en ce qui a trait aux droits sociaux est la reconnaissance juridique des secteurs sociaux marginalisés.<sup>277</sup> On accorde des droits différenciés aux différents groupes sociaux et professionnels, mais, toute évolution de leur statut nécessiterait un amendement constitutionnel requérant une majorité des trois cinquièmes dans les deux Chambres. Voilà comment les groupes de pression, tant de la société civile que des groupes issus de l'État, ont pu « graver dans le marbre » de la Constitution leurs droits acquis. Ainsi, on a incorporé la garantie des droits fondamentaux à la défense des intérêts particuliers.<sup>278</sup> Le fait qu'on ne puisse que difficilement révoquer les droits des groupes particularistes est une avancée pour la protection de leurs droits sociaux. La Constitution permet (en théorie) aux individus issus de ces groupes d'exprimer leur droit à la différence, ou encore, leur droit de non-différence, c'est-à-dire, le droit d'être traité comme égaux. Toutefois, d'autres groupes, tels les forces de police, les militaires, les fonctionnaires et le pouvoir

---

275 BEAUCHEMIN, *op. cit.*, p.54.

276 MARTINS, *loc. cit.*, p.794.

277 ROUQUIÉ, *op. cit.*, pp.199-200.

278 *ibid.*, p.201.

judiciaire, y ont tous laissé leur marque dans la Constitution<sup>279</sup>, au point de se demander à quel point les avancées des uns ne sont pas limitées par l’immuabilité des rôles des autres.

Comme les droits de citoyenneté ont été « retrouvés », si ce n’est que formellement, il est nécessaire de voir comment la citoyenneté se vit au Brésil. Au chapitre introductoire, nous avons postulé que la reformulation des droits de citoyenneté, en plus de donner une nouvelle configuration aux forces sociales du Brésil, a aussi permis l’acceptation d’une plus grande diversité et un pluralisme social. La section qui suit tentera d’éclairer la situation.

#### 2.4 La (nouvelle) citoyenneté : diversité, pluralisme et identités

La citoyenneté serait, le nouveau « buzz word » de la société brésilienne. Plusieurs faits expliquent l’importance de la citoyenneté dans la société civile organisée, au sein de l’État et dans la société brésilienne en général : L’adoption du modèle de démocratie calqué de l’Occident à la fin des années 1980, la réévaluation du type de démocratie à venir, l’importance des groupes sociaux historiquement exclus, la discrimination raciale qui a perduré jusqu’au présent, l’existence massive de personnes dites « misérables », la place des nouveaux mouvements sociaux, en enfin, l’histoire politique du pays, entre autres la période autoritaire ainsi que la persistance de rapports sociaux patriarcaux traditionnels, sont les marqueurs d’une société qui est mobilisée et disposée au changement.<sup>280</sup>

La question même de la citoyenneté est posée par divers acteurs de la société civile. Comment peut-on parler de citoyenneté lorsque des droits humains et des droits sociaux fondamentaux sont inaccessibles à une large partie de la population? Il serait d’autant plus difficile de traiter la population comme des citoyens alors que certains ne sont toujours pas considérés comme des personnes, malgré les dispositions de la Constitution de 1988 qui affirment les droits des Brésilien(ne)s.

Plus tôt dans ce travail, nous avons affirmé que la forme de régulation économique dans l’époque de l’État-providence a permis l’éclosion des différences au sein des sociétés. Cela a permis un nombre important de revendications sociales ayant comme base l’identité des acteurs. La pluralisation des intérêts qui a suivi a permis un progrès de l’activité politique, où chacun cherche à affecter la structure sociopolitique en s’appuyant sur les droits sociaux plus favorables à leur cause.<sup>281</sup>

---

279 *ibid.*, pp.201-202.

280 SAILLANT, *op. cit.*, pp.410-412.

281 BEAUCHEMIN, *op. cit.*, p.55.

Entre 1930 et 1970, le Brésil a été caractérisé par une plus grande importance des droits sociaux vis-à-vis les droits politiques et civils, où seuls certains emplois formels donnaient droit à la citoyenneté. Cela renforçait un corporatisme d'état qui était à la fois autoritaire et paternaliste, alors que le nationalisme permettait de justifier idéologiquement la vision holiste de la société, rejetant toute notion d'intérêts particuliers. De plus, le modèle brésilien employait l'étatisme (soit la croyance que l'État, en tant qu'acteur économique, devait guider le développement) ainsi que le développementalisme (l'idée que la planification et la volonté politique assureraient la prospérité). Ces idées étaient la base de l'idéologie de modernisation du Brésil de cette époque.<sup>282</sup>

Ces choix idéologiques auraient permis d'entrer dans la modernité tout en assurant un contrôle par le haut. Les syndicats, par exemple, étaient intimement liés à l'État et l'arrangement corporatiste qui gérait la citoyenneté, alors que d'autres, tels les classes ouvrières rurales, voyaient leur citoyenneté menacée par la modernisation.<sup>283</sup> C'était d'ailleurs la mobilisation politique et la demande d'inclusion citoyenne de la part des classes rurales qui aurait contribué au déclenchement du coup d'État de 1964.<sup>284</sup>

Durant cette période, les mouvements sociaux au Brésil étaient limités aux mouvements ouvriers et agraires, et parfois des mouvements intellectuels, dirigés par les étudiants et professeurs. Deux facteurs principaux expliquent pourquoi les mouvements sociaux sont devenus variés, étendus et élargis : d'abord, la transformation d'une société à majorité rurale à une société à majorité urbaine a permis de changer le contexte des acteurs sociaux.<sup>285</sup> Si en 1940, plus des deux-tiers de la population vivait dans des zones rurales, durant les années 1970, la majorité vivait dans des milieux urbains.<sup>286</sup> L'urbanisation, en plus de déplacer la grande partie de la population rurale vers les villes, a eu l'effet de mettre beaucoup de pression sur les biens et services publics. En plus, le principe que les emplois urbains réussiraient à accommoder le taux d'urbanisation était faux, car l'expansion des secteurs de l'emploi ont été inégales, notamment au niveau industriel, où la création d'emplois a été réduite.<sup>287</sup> La croissance de population urbaine a donc multiplié les revendications sociales.

---

282 REIS, Elisa P. 2000. « Modernization, Citizenship, and Stratification: Historical Processes and Recent Changes in Brazil », *Daedalus: Brazil: The Burden of the past; The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), pp.171-172.

283 *ibid.*, pp.173-176.

284 *ibid.*, p.176.

285 FOWERAKER, *loc. cit.*, p. 842.

286 SCHWARTZMAN, Simon. 2000. « Brazil: The Social Agenda ». *Daedalus: Brazil: The Burden of the past; The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), p.32.

287 REIS, *loc. cit.*, p.178.

D'autre part, la crise de l'État populiste et l'éventuelle rechute autoritaire du Brésil ont aussi permis l'élargissement de la société civile à long terme.<sup>288</sup> L'Étatisme, en tant que modèle de modernisation, était contradictoire, dans la mesure où l'État devait demeurer central. Mais, comme l'augmentation des revendications sociales ont forcé la main des dirigeants et ont permis aux mouvements sociaux de demander plus de concessions et de prendre une plus grande autonomie vis-à-vis l'État, le modèle avait ses limites. De plus, les militaires ont à leur tour été forcés à accorder davantage de droits, ce qui a aussi permis l'élargissement de la société civile. Le régime militaire cherchait à régler quelques dysfonctions du système, soit en tentant de généraliser l'accès aux droits sociaux en voulant inclure les travailleurs ruraux.<sup>289</sup>

Ce qui unit ces deux facteurs transformant le visage des mouvements sociaux serait l'accroissement de l'appareil étatique et l'augmentation massive de l'intervention étatique. Comme l'État contrôle de la plupart des ressources, il est évident que les mouvements sociaux se développent et forment leurs revendications à travers l'interaction (ou la confrontation) avec l'État. La croissance de l'administration publique et la multiplication des agences de régulation ont étendu l'intervention de l'État dans la vie sociale et économique. Il est évident, dans ce contexte, que les plus démunis ont formulé leurs revendications à l'État, et non pas, comme il était plus normal auparavant, de le faire aux dirigeants locaux, soit les seigneurs ruraux.<sup>290</sup> C'est dans ce contexte que les mouvements sociaux ont commencé à apparaître sous des formes plus particularistes au Brésil et qu'ils ont été successivement légitimés par le régime militaire. Confrontés aux gouvernements militaires, ces mouvements sociaux cherchaient à faire valoir leurs revendications sociales, tout en luttant pour les droits politiques et civils de base. En somme, ces mouvements cherchaient à être socialement reconnus, alors que le contexte va générer de nouveaux débats autour de la citoyenneté. Les débats autour de la citoyenneté deviennent un élément majeur de la politique.<sup>291</sup>

Luttant sur divers fronts et subissant la répression du régime, des mouvements tels de femmes, de Noirs, d'autochtones, de pauvres, d'homosexuels, de personnes âgées, d'ouvriers urbains, d'ouvriers ruraux, et nombreux autres, ont pris forme durant les années 1970, ont martelé les gouvernements militaires de demandes et ont fini par réussir à forcer le passage à l'ouverture démocratique. Certainement, l'émergence de la notion de citoyenneté, liée avec les expériences des mouvements

---

288 FOWERAKER, *loc. cit.*, p. 842.

289 REIS, *loc. cit.*, pp.176-177.

290 FOWERAKER, *loc. cit.*, pp. 842-843.

291 MARQUES-PEREIRA, *op. cit.*, pp.7-8.

sociaux à la fin des années 1970 et des années 1980<sup>292</sup>, ont permis d'unifier le discours des associations sociales. Ce discours de revendication citoyenne a permis aux groupes sociaux de faire valoir les questions qui les touchaient plus précisément, par exemple, le logement, la santé, l'éducation, le chômage et la violence.<sup>293</sup>

Ces groupes ont eu des luttes particulièrement difficiles quant à la reconnaissance de leurs droits, puisque nombreux d'entre eux, par exemple les mouvements de femmes, gais, ainsi que les minorités raciales et ethniques, ont dénoncé que derrière ce voile de « citoyenneté universelle » et « égalité devant la loi » préconisée dans la Constitution de 1988, se cache des formes systémiques de domination et d'oppression qui les ont mal reconnus et marginalisés, reproduisant ce qui était déjà le cas, sous le régime militaire et avant.<sup>294</sup> Depuis les années 80, un mouvement politique dit « culturel » s'est développé avec but de permettre de nouvelles représentations et nouvelles affirmations de différence:

The general claim for equal rights, embedded in the predominant conception of citizenship, was then extended and specified according to the different claims at stake. As part of this process of redefining citizenship, a strong emphasis was put on its cultural dimension, incorporating contemporary concerns with subjectivities, identities, and the right to difference.<sup>295</sup>

Considérant la variété des mouvements présents, les demandes d'égalité et de reconnaissance ont donc permis un élargissement et un approfondissement de la citoyenneté. La redéfinition de la citoyenneté a permis de prendre en considération la dimension culturelle de la citoyenneté, mettant en valeur les multiples identités des acteurs réclamant l'égalité et la représentation.

L'épuisement du modèle nationaliste-développementaliste, la fin du régime autoritaire, et la multiplication des intérêts particularistes (remplaçant la prédominance des identités à saveur de classe), ont permis de faire éclore des débats tournant autour de la citoyenneté et ont permis une ouverture au débat sur la diversité et le pluralisme social au Brésil. Ces mobilisations ont permis de mettre en question les relations entre l'État et la société civile, tant au niveau de fournir des services aux citoyens que la représentation même des groupes sociaux. En somme, la transition sociale profonde que le Brésil a connu (et qui continue encore aujourd'hui) a créé un nouvel ensemble de questions sociales et économiques qui n'existaient pas auparavant. Ce nouvel « agenda » social est le reflet des perspectives, valeurs et intérêts de divers groupes sociaux.<sup>296</sup>

---

292 DAGNINO (2007), *loc. cit.*, p.2469.

293 *idem*.

294 ISIN et WOOD, *op. cit.*, p.1.

295 DAGNINO (2007), *loc. cit.*, p.2469.

296 SCHWARTZMAN, *loc. cit.*, pp.31-32.

La liste des questions de politique sociale qu'il faut traiter au Brésil est longue. Elle inclut l'entretien et l'expansion du système de sécurité sociale, de santé publique, des régimes de retraite, d'éducation et du logement, de la distribution de ressources aux plus pauvres, la réduction de l'inégalité de revenu, etc.<sup>297</sup> Les luttes pour la citoyenneté ont donc abouti à faire éclore un espace politique dans lequel les différents acteurs peuvent exprimer leurs craintes et leurs désirs, et qui ne peut plus être ignoré par les dirigeants. Dans ce sens, la nouvelle Constitution et l'agenda social développé par les groupes sociaux maintenant reconnus ont fait en sorte que l'État brésilien ne peut plus diriger du haut vers le bas, comme il l'a fait depuis la formation de la République, mais doit être (en théorie) à l'écoute de la société civile et respecter les identités des acteurs.

Ces changements auront des effets importants sur les mythes fondateurs de l'identité nationale. Ces effets sont le sujet des deux chapitres suivants. Toutefois, avant de procéder à cela, il faut considérer que si la porte a été ouverte sur les enjeux identitaires, il faut se demander comment la diversité et le pluralisme social sont vécus au Brésil suite au retour de la démocratie.

## 2.5 Diversité et pluralisme au Brésil d'aujourd'hui

Les images que nous présentent les médias de la vie brésilienne sont évidemment simplistes et ne tiennent pas compte de la composition du pays ni des différents modes de vie présents au Brésil. Cette section cherchera à clarifier les notions de diversité et pluralisme social dans le contexte brésilien.

La diversité, dans le cadre de ce travail, traite à la fois de la composition originelle du pays et du territoire, c'est-à-dire, les colons portugais, les Noirs descendants d'esclaves, et les populations indiennes. L'arrivée d'immigrants s'ajoute à la diversité du pays, mais ont, pour un temps, formé des groupes perçus comme étant à part et sans lien avec la mosaïque des « trois races ». Dans ce sens, la diversité est comprise comme étant la composition sociale créée par le mélange des personnes issues des races fondatrices du pays. Ce modèle de diversité revient à ce que Jens Schneider considère le modèle *carioca*, prédominant au Nord-est et dans l'État de Rio de Janeiro, et qui prend comme fond le discours de Gilberto Freyre de la miscégenation, construisant le Brésilien « typique ».<sup>298</sup> Pendant longtemps, le principal marqueur de différence dans le pays (à part celui de classe) était la race. Malgré

---

<sup>297</sup> *idem.*, p.46.

<sup>298</sup> SCHNEIDER, Jens. 2004. « Discursos simbólicos e símbolos discursivos: sobre a etnografia da identidade nacional ». *Mana*, vol. 10, no 1 (avril), pp.110-112.

qu'on ait reconnu les différences raciales, positivement ou négativement, ceux-ci formaient le « tout » national, le Brésil métissé. Comme on l'a vu, au cours du XXe siècle on a remplacé le concept de race avec celui de *culture*.<sup>299</sup> Dire que le Brésil est diversifié, ou qu'il est composé de diverses cultures est une première étape vers la considération d'une société hétérogène, mais a le malheur de ne pas tenir compte d'un grand nombre d'identités que le Brésil moderne contient.

La notion de diversité se distingue de celle de pluralisme social. Le pluralisme social est présenté ici comme un concept plus complexe, étant relié au droit à la différence et au mode de vie plutôt qu'à des caractéristiques physiologiques. Le pluralisme social est la division de la société en unités raciales, ethniques, langagiers, religieux et culturels qui sont socialement et politiquement significatifs. Ces unités sont le plus socialement et politiquement significatives quand elles forment des unités corporatives avec une reconnaissance du moyen d'adhésion, des leurs offices et de leur culture, et lorsqu'elles entretiennent des relations avec d'autres unités.<sup>300</sup> Ceci rejoint le second modèle de Schneider, qu'il appelle *paulista*. En prédominance dans l'État de São Paulo et dans le Sud, ce modèle voit plutôt le Brésil comme une société pluriethnique ou multiculturelle formée par des immigrants. L'individu est « typique » lorsque qu'il appartient à un « groupe ethnique » faisant partie de l'univers culturel de l'immigration brésilienne, généralement des portugais, japonais, allemands, italiens, libanais ou d'autres, qui sont discernables en soi. Dans ce sens, São Paulo devient une ville plus typiquement brésilienne que Rio de Janeiro en raison de la présence forte et visible des cultures immigrantes.<sup>301</sup>

Ce qui ressort du modèle *paulista* est la préservation apparente des différences, bien qu'on privilégie tout de même l'importance d'être Brésilien(ne), alors que le modèle *carioca* cherche la convergence absolue des différences vers une identité brésilienne commune. Dans cette optique le modèle *carioca* persiste à reproduire le modèle social dépassé du mythe de la démocratie raciale. Il n'y a donc rien de surprenant dans la constatation que les demandes de reconnaissance identitaires (surtout raciales) sont les plus fortes dans les régions où l'on propose le modèle *carioca* de la diversité.<sup>302</sup>

---

299 Voir NOLASCO, Patricio. 1997. « L'état de l'État-nation : Une approche de la question brésilienne ». *Lusotopie*, pp. 118. « Le pas décisif vers la construction d'une identité nationale à la fois valorisée et incorporant la population « de couleur », fut franchi avec la reconnaissance des travaux du sociologue Gilberto Freyre, qui ne parlait plus de races en leur attribuant un fondement biologique mais plutôt culturel. »

300 RUMMEL, Rudolph J. 1997. « Is Collective Violence Correlated with Social Pluralism? ». *Journal of Peace Research*, vol. 34, no 2, p.163.

301 SCHNEIDER, J., *loc. cit.*, pp.110-112.

302 *ibid.*, pp.110-112.

Comment est-il possible qu'un pays puisse avoir deux modèles identitaires si différents? Les grands clivages socio-économiques et régionaux qui demeurent au Brésil peuvent certainement être une explication du phénomène. Le fait d'avoir une plus grande inégalité et en conséquence, une plus grande marginalisation, comme c'est le cas à Rio et au Nord-est, n'a fait que renforcer les formes systémiques d'oppression tout en consolidant le voile universel de la citoyenneté. La continuité des traditions oligarchiques dans le Nord-est explique pourquoi l'ancien ordre patriarcal demeure et qu'il est difficile de surpasser les conceptions traditionnelles de race, de genre et de classe. Il est possible que le fait que São Paulo ait été un des lieux importants de l'opposition au régime militaire et la reconstruction démocratique a permis de faire une empreinte sur la forme de composition sociale qui est maintenant appuyée par l'État et la société civile. D'autre part, le fait de recevoir un nombre si important d'immigrants ayant des origines si diverses a vraisemblablement aidé la cause du pluralisme. En réalité, la diversité est ce auquel on se réfère dans le quotidien pour affirmer la *brasilidade*, alors que le pluralisme ce qui est officiellement préconisé par l'État et la Constitution. Le rapport citoyen existant entre ces deux modèles de composition sociale est complexe.

L'ordre *carioca* démontre le maintien de l'ancien ordre racial et inégal que le pays et les mouvements sociaux ont tenté depuis plusieurs décennies de se débarrasser. En fait, « diversité », ne serait qu'un discours visant à préserver l'ordre hiérarchique et racial mis en place par l'État durant les années 1930. La confusion discursive chercherait à propager l'idée que ces différences ne sont pas importantes, tant qu'on partage les valeurs « brésiliennes ». Ce discours tient sa légitimité dans les dispositions libérales universalistes de la Constitution, c'est-à-dire, l'égalité de tous, le droit à la non-différence, l'égalité devant la loi, etc.

Sans être nécessairement non-démocratique, elle démontre toutefois des lacunes importantes, notamment au niveau de la reconnaissance particulière des acteurs et au niveau de la mise en œuvre des droits. Au Brésil, on préfère nier les différences culturelles, affirmant qu'elles existent, mais en faisant en sorte qu'elles n'ont pas d'importance dans les relations quotidiennes.<sup>303</sup> C'est donc à travers le renforcement des valeurs « brésiliennes » que l'État construit facilement l'identité nationale, puisqu'elle s'inscrit en continuité avec les discours antérieurs qui étaient en vogue pour la plus grande partie du XXe siècle.

---

303 GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2002. *Clases Raças e Democracia*. São Paulo: Editora 34, p.109. « La « démocratie raciale » est aussi un système d'orientation de l'action sociale, actif et omniprésent tant dans les petits actes du au-jour-le-jour, qu'à la rationalisation de l'expérience quotidienne. » Traduction libre.

L'ordre *paulista*, plus « juste » et plus progressiste, fait néanmoins face à d'autres problèmes qui seront plus directement traités dans la section qui suit. Pour l'instant, il faut dire que le pluralisme met au jour de nombreux clivages, tels les relations raciales, les identités de race, de genre, ainsi que d'autres, mais ont le bénéfice de permettre aux groupes sociaux de lutter pour leur reconnaissance citoyenne en changeant le rapport existant entre l'État, la société civile et les citoyens. Au lieu d'avoir une citoyenneté définie par un État centralisé, elle le remet entre les mains de la population, appuyés par les groupes sociaux qui ont l'avantage, de nos jours, de jouir d'une reconnaissance constitutionnelle et des droits plus étendus. C'est ce que nous avons défini précédemment comme étant la *citoyenneté identitaire*.<sup>304</sup>

Le fait de traiter des citoyens comme faisant partie d'un tout (le Brésil) avec une identité commune (le fait d'être Brésilien) qui est plus importante que les identités « secondaires » maintiendrait en périphérie sociale une partie de la population qui continuerait à subir les effets négatifs d'une conception citoyenne inégale et injuste. Le maintien de l'ordre *carioca* aurait en plus l'effet d'entretenir la continuité de l'identité nationale du Brésil, soit de préserver le mythe de la démocratie raciale ainsi que d'autres mythes reproduits par la conception raciale de cet ordre, au lieu de procéder à une transformation de l'identité nationale du pays à quelque chose plus digne pour le Brésil du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les transformations réalisées dans l'espace public brésilien au cours des dernières décennies indiquent qu'il y a véritablement un mouvement de pluralisation culturelle et politique.<sup>305</sup> Même si la Constitution de 1988 garantit en principe la protection contre la discrimination sous plusieurs formes, en pratique, il s'agit d'autre chose<sup>306</sup>. Il faut distinguer entre la loi écrite et la loi appliquée : les expériences de la dictature et une ouverture partielle aux droits sociaux démontrent clairement que le pluralisme social n'a toujours pas la reconnaissance complète au sein de la population et du système politique. Si la Constitution de 1988 reconnaît en principe l'aspect pluriel de la population, en pratique le pays demeure voué à privilégier la population blanche et de laisser de côté les autres groupes ethniques, qui, doit-on le dire, sont aussi les plus démunis. Le pluralisme en tant que concept est reconnu, mais les particularismes concrets ne le sont pas.<sup>307</sup> À la possibilité de faire progresser la citoyenneté s'affronte à un projet politique contraire qui ralentit le développement d'un plein ordre démocratique.

---

304 Voir HASSENTEUFEL, *op. cit.*

305 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.95.

306 SAILLANT, *op. cit.*, pp.394-395.

307 *ibid.*, p.394, note en bas de page 6.

## 2.6 La question citoyenne affronte deux modèles politiques

Le dilemme que fait face aujourd'hui la construction démocratique au Brésil tient du fait qu'il y a une convergence entre deux projets politiques différents. D'une part, l'élargissement de la démocratie s'est exprimé par la création d'espaces publics ainsi que l'accroissement de la participation de la société civile dans la prise de décision.<sup>308</sup> La Constitution de 1988 serait l'emblème de ce projet. D'autre part, l'implémentation de l'ajustement néolibéral sous Fernando Collor de Mello a fait émerger un projet dans lequel l'État joue un rôle réduit (dit minimal) en s'exemptant de son rôle de garant des droits en réduisant ses responsabilités sociales. Ces responsabilités reviendraient donc à la société civile.<sup>309</sup>

Ces deux projets, pointant dans des directions opposées et antagonistes, requièrent non seulement une société civile (pro)active, mais emploient aussi un nombre de références communes. Les notions de citoyenneté, participation et société civile sont des éléments centraux des deux projets, bien qu'on les emploie de façon distincte, créant ainsi une coïncidence purement discursive : « Hence, this perverse confluence increasingly instils an apparent homogeneity, concealing conflict and diluting the dispute between these two projects. »<sup>310</sup>

C'est dans ce contexte qu'apparaît le clivage entre progrès social, c'est-à-dire la possibilité d'employer la citoyenneté, la démocratie et la société civile afin d'accroître la participation civile et les droits juridiques, et le statut quo, soit d'employer les mêmes mots mais avec une connotation différente pour garder en place des inégalités sociales et un ordre raciale hiérarchisé, si ce n'est pour dire faire régresser les droits. L'emploi d'un vocabulaire « acceptable » par une population qui tient à sa citoyenneté permet à ceux qui voudraient soit la tenir en place ou soit l'éroder de contourner les questions sociales importantes en donnant l'impression d'y répondre adéquatement.

D'un premier côté, le projet démocratisant cherche à redéfinir la citoyenneté en retravaillant les frontières de l'arène politique. Agissant selon une conception du droit d'avoir des droits, l'apparition de nouveaux acteurs sociaux cherchant la reconnaissance de leur identité a permis cette redéfinition.<sup>311</sup> Avant même de pouvoir s'attaquer aux problèmes les plus importants, soit la pauvreté et l'exclusion,

---

308 DAGNINO (2007), *loc. cit.*, p.2470.

309 *ibid.*, p.2471.

310 *idem.*

311 *ibid.*, p.2473.

les mouvements sociaux ont dû lutter contre l'autoritarisme social qui régnait sur l'organisation inégale et hiérarchique de la société brésilienne.<sup>312</sup>

Une culture de subordination rend difficile la situation quotidienne des personnes qui ne figurent pas parmi les citoyens de premier ordre : « As part of the authoritarian, hierarchical social ordering of Latin American societies, to be poor means not only economic, material deprivation, but also the submission to cultural rules that convey a complete lack of recognition of poor people as subjects or bearers of rights. »<sup>313</sup>

C'est dans ce contexte qu'un des anthropologues brésiliens les plus connus, Roberto Da Matta, a proposé le « *Você sabe com quem está falando?* » (Sais-tu à qui tu parles?), cette expression qui traduit bien l'hierarchie sociale au Brésil. Dans des situations conflictuelles entre personnes, celle qui détient une position sociale supérieure va citer le « *Você sabe...* » afin de recevoir satisfactions et pour remettre l'autre « à sa place ». Son apparition dans le quotidien restaure la paix hiérarchique qui a été perturbée par celui ou celle qui tente de défendre le principe égalitaire. Le « *Você sabe...* » verbalise ce qui devrait être non-dit et brise le pacte cordial et silencieux d'une société dans laquelle chacun devrait connaître « sa place ».<sup>314</sup>

Le « *Você sabe...* » découlerait de ce que Da Matta considère être le double code selon lequel le Brésil fonctionnerait, soit la personne et l'individu. La personne est celle qui a des liens relationnels, soit par connaissance, soit par sang, et qui s'en sert pour obtenir des faveurs ou avancer dans la vie. La position sociale de la personne va déterminer non seulement le traitement de la personne vis-à-vis la loi (c'est-à-dire si la personne va recevoir, par exemple, une amende pour avoir dépassé la limite de vitesse), mais aussi avec quel sérieux ses droits seront pris en considération (l'accès rapide et efficace à de l'aide dans un hôpital, dans un bureau d'avocat, etc). C'est aussi la personne qui est principalement confrontée à l'hierarchie et l'inégalité. L'individu, au contraire, est l'entité abstraite pour laquelle les lois sont écrites.

C'est dans cet esprit que Da Matta affirme qu'au Brésil, on ne veut pas devenir citoyen, car ce serait devenir en quelque sorte cet individu abstrait et anonyme.<sup>315</sup> Bien qu'on jouisse d'une égalité formelle, cela ne garantit toutefois pas l'accès aux droits juridiques, car c'est au niveau des personnes, qui sont

---

312 *ibid.*, pp.2474-2475.

313 *ibid.*, p.2474.

314 SOUZA, Jessé. 2001 « A Sociologia Dual de Roberto Da Matta: Descobrimo nossos mistérios ou sistematizando nossos auto-enganos? ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 16, no 45 (février), p.49.

315 DAMATTA, Roberto. 1992. *Brasileiro: Cidadão?* São Paulo: Cultura, p.7.

hiérarchisées, que sont déterminés les droits disponibles. Notons que Da Matta emploie aussi une autre dualité, soit celle de la maison et de la rue, qui découle de la dualité individu/personne et qui privilégie chacune un des deux modes de relations sociales.<sup>316</sup>

Cette conception dualiste a été fortement critiquée par d'autres auteurs, notamment Jessé Souza. Il faut considérer le pouvoir relatif variable des groupes et classes impliqués dans la lutte sociale pour l'hégémonie idéologique et matérielle. Chez Da Matta, on ne trouve pas des classes ou des groupes sociaux, mais que des individus et espaces sociaux.<sup>317</sup> Souza soutient que les deux pouvoirs impersonnels les plus importants au sein des sociétés modernes sont l'État et le marché capitaliste, et que nous sommes en grande partie le produit de la reproduction institutionnelle de ces deux pouvoirs. Créant ainsi l'individu moderne, ces pouvoirs ne se limitent pas au monde de la personne, encore moins au monde de la rue, elles entrent dans le monde de l'individu, de la maison, et nous disent comment agir, penser et sentir.

Ces deux pouvoirs ne sont pas restreints, comme le considère Da Matta, à des zones circonscrites et par la suite disparaissent. En réalité, tous les groupes sociaux opprimés rencontrent des situations de sous-citoyenneté peu importe le lieu ou l'espace social où ils se trouvent, que ce soit dans la rue, ou dans leur propre maison.<sup>318</sup> L'espoir de la redémocratisation des années 1980 était de faire en sorte que l'État soit mieux structuré afin de limiter les situations de sous-citoyenneté causés à la fois par l'État brésilien pré-démocratique (que ce soit l'État militarisé, ou l'État nationaliste-développementaliste qui l'a précédé) et par le marché. Comme nous le verrons, les années 1990 ont maté cet espoir.

Notons par ailleurs que cette séparation entre les sphères de la personne et l'individu et les espaces de la rue et de la maison serait typique de toute société moderne et n'aurait rien de proprement brésilien. C'est plutôt la confusion entre les sphères publiques et privées (rue et maison) qui serait caractéristique typique des sociétés traditionnelles.<sup>319</sup>

Ce qu'il faut se demander, c'est comment tenir compte des profondes transformations apportées à la société grâce au processus de modernisation tout en expliquant la permanence des sérieuses inégalités? Selon Souza, la réponse se trouverait chez Gilberto Freyre, pour qui le Brésil colonial serait un cas extrême de décentralisation politique, créant ainsi les conditions pour un patriarcalisme local illimité

---

316 SOUZA, *loc. cit.*, p.48.

317 *ibid.*, pp.51-52.

318 *ibid.*, pp.51-54.

319 *ibid.*, p.55.

par l'absence d'institutions intermédiaires au dessus de la famille.<sup>320</sup> La « re-européisation » telle que décrite par Freyre à partir de l'arrivée de la famille royale portugaise en 1808 aurait mis fin à la société patriarcale dans laquelle les femmes, enfants et esclaves auraient été l'extension de la volonté du seigneur, car les deux institutions les plus importantes du monde moderne sont arrivées avec les navires royaux, soit l'État rationnel et le marché capitaliste.<sup>321</sup>

Toutefois, à l'inverse de l'Europe, les groupes sociaux au Brésil, entres autres, n'ont pas collectivement su adopter le patron modernisant, alors l'ascension sociale s'est faite individuellement, comme dans le Brésil colonial, où les plus aptes à prendre les valeurs des dominants réussissent à monter. C'est dans ce contexte que le travail est vu comme la valeur moderne qui permet d'accéder à la citoyenneté et l'égalité de valeur de l'individu. Malgré cela, il faut tenir en compte que certaines fonctions ou professions sont en soi plus importantes que d'autres, et que l'État et le marché, en tant qu'institutions structurelles, n'ont pas été suffisantes pour permettre l'homogénéisation des conditions et opportunités sociales.<sup>322</sup> En somme,

É aí que se cria uma classe de párias urbanos e rurais que valem, não só para uma *elite má* mas, objetivamente, para toda a sociedade, inclusive para as próprias vítimas, *menos do que outros*. Nesse contexto não existe, objetivamente, cidadania, mas apenas sub e supercidadãos. Mas não é, como afirma Da Matta, o não acesso a relações personalistas privilegiadas que acarreta a subcidadania. São valores objetivamente inscritos na nossa lógica institucional e no âmago do nosso senso comum, sendo resultado da forma singular pela qual fomos efetivamente, e não epidermicamente como pensa Da Matta, modernizados.<sup>323</sup>

Voilà pourquoi la lutte des acteurs sociaux est une lutte pour « le droit d'avoir des droits ». Afin de palier contre la culture de subordination, les acteurs sociaux devaient d'abord agir afin d'être reconnus comme étant acteurs sociaux, seulement ensuite était-il possible de lutter contre les problèmes les plus pressants. La lutte pour la citoyenneté a alors été présentée comme un projet pour une nouvelle sociabilité, pas seulement pour l'incorporation d'une citoyenneté plus large au sein du système politique au sens strict, mais pour un format plus égalitaire de relations sociales à tous les niveaux et de nouvelles règles pour le vivre-ensemble en société.<sup>324</sup> En soi, cette nouvelle sociabilité devait permettre, pour les cas des femmes, les Noirs et les homosexuels, par exemple, de lutter contre la discrimination qui est monnaie courante de leur vie quotidienne.

Malgré qu'on sache sciemment que le Brésil a encore du travail à faire, le projet démocratisant a permis à beaucoup de personnes d'espérer un meilleur avenir. C'est aussi pour cette raison qu'au

---

320 *ibid.*, p.58.

321 *ibid.*, p.61.

322 *ibid.*, pp.63-64.

323 *ibid.*, p.65.

324 DAGNINO (2007), *loc. cit.*, p.2475.

Brésil, on croit à la démocratie plutôt qu'à l'autoritarisme : le potentiel émancipateur que le projet démocratisant offre est plus important que ce que pourrait apporter tout retour à un ordre militarisé. Avec le retour de la démocratie dans la deuxième moitié des années 1980 et la mise en place de nouveaux droits de citoyenneté, on aurait pu miser sur la diminution des situations décrites par le « Você sabe... ». Cela dit, force est de constater que la situation réelle est beaucoup plus complexe. Bien qu'il y ait eu une reconnaissance des sujets en tant qu'acteurs sociaux, l'État n'a pas étendu son rôle pour assurer le plein épanouissement des citoyens, alors que le marché allait réserver, comme nous le verrons, d'autres surprises pour la citoyenneté brésilienne.

De l'autre côté de la médaille politique se trouve le projet néolibéral qui a été établi sous Fernando Collor de Mello (1990-1992) et qui a par la suite atteint son apex lors des deux mandats de Fernando Henrique Cardoso (1994-2002). Pour les tenants de ce mouvement, la notion de citoyenneté a une toute autre signification. Le projet néolibéral agit de façon à réduire la signification collective de la citoyenneté établie par le projet démocratisant en le redéfinissant de façon strictement individualiste tout en promouvant le marché comme substitut pour la citoyenneté.<sup>325</sup> Les exemples les plus frappants sont le retrait de droits sociaux : le droit du travail, l'accès à l'éducation, la santé et la sécurité sont progressivement transformés en commodités qui doivent être acquises dans le marché par ceux qui peuvent se le permettre.<sup>326</sup>

Il est donc facile de comprendre comment un tel projet deviendrait dévastateur pour la citoyenneté dans un pays comme le Brésil où il y a historiquement une hiérarchisation de ses citoyens. Déjà les citoyens sont socialement exclus par leur statut au sein de l'espace public. En plus, le projet néolibéral accentue les inégalités économiques et prive les marginaux de leurs droits, pourtant inscrits dans la Constitution de 1988. Dans cette optique, le projet néolibéral représente un recul net de la citoyenneté, principalement au niveau des droits sociaux, mais aussi, par extension, au niveau des droits identitaires. La marchandisation des droits représente une marche difficile pour ceux qui n'ont pas les moyens de se procurer leurs droits.

Suffit-il de dire qu'un recul au niveau de la citoyenneté et de la reconnaissance des acteurs en tant que sujets dotés d'identités particularistes menace de causer un recul de la participation civile, si ce n'est car les acteurs exclus ne sentent pas que la société répond à leurs besoins collectifs. Dans ce cas, certains groupes vont chercher la reconnaissance à l'extérieur des frontières nationales, par exemple, à

---

325 *ibid.*, p.2478.

326 *ibid.*, pp.2478-2479.

travers des mouvements transnationaux. Les mouvements afro-brésiliens ont d'ailleurs construit leur identité à partir de l'Afrique en partie pour cette raison. C'est dans cet esprit que la lutte pour la reconnaissance touche alors la représentation de la nation. Si une partie de la population s'identifie avec des marqueurs qui ne sont pas brésiliens, c'est que le Brésil ne leur permet pas une inclusion complète. Si le Brésil est pour devenir un pays pluraliste ou multiculturel comme il prétend l'être, il est impératif d'inclure tous ceux qui y vivent sur son territoire, sans quoi le déficit atteindra l'image de la nation et son identité.

C'est pour cette raison que parler de l'identité nationale du Brésil aujourd'hui doit être vue, en bonne partie, à travers l'optique de la citoyenneté, puisque la dynamique des rapports sociaux à l'intérieur du pays sont inscrites dans des rapports d'inclusion/exclusion. Faire partie du Brésil aujourd'hui se résumerait à un *être ou ne pas être* citoyen qui deviendrait alors un symbole de mobilisation sociale.<sup>327</sup> Tant les actions du Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem-Terra (Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-Terre, MST), qui continuent l'occupation de terres afin de militer pour la réforme agraire, que le Movimento Negro Unificado Contra a Discriminação Racial (Mouvement Noir Unifié Contre la Discrimination Raciale, MNU) qui persiste à lutter contre la discrimination raciale par diverses manifestations publiques, les groupes sociaux recherchent tous une reconnaissance de l'*être* citoyen.

La multiplication des moyens de représentation permettent de donner une voix à ceux qui n'ont pas la capacité mobilisatrice pour affirmer à eux seuls leurs droits de citoyenneté. Cette mobilisation sociale est importante si la nation brésilienne se redéfinit en termes de sa citoyenneté, c'est-à-dire, être Brésilien signifie être citoyen aussi.

Quels sont les effets d'une ouverture progressive au pluralisme? Nous constatons que ces transformations sociales tournant autour du débat citoyen mettent en doute de nombreux mythes qui sont le fondement de l'identité nationale du Brésil. L'identité nationale telle que construite au cours du XXe siècle est mise en doute à partir de la fin du siècle dernier, où on a vu une « remise en question des mythes progressistes du pays, remise en question de son image idéalisée et un appel à une nouvelle réflexion sur les valeurs et les représentations identitaires. »<sup>328</sup> Le mythe de la démocratie raciale est un exemple important d'un mythe qui ne tiendrait plus la route au sein d'une société dans laquelle le pluralisme social prend de plus en plus de place. L'émergence d'un discours qui tourne autour de la valorisation de la culture noire crée un débat autour de l'identité nationale.

---

327 SAILLANT, *op.cit.*, p.412.

328 DEBS, *op. cit.*, p.290.

La popularité de l'Afro-Brésilianité coïncide avec l'émergence de ce que João Medeiros appelle le « réalisme racial ». Ceci mettrait en doute l'idéologie de la démocratie raciale et ferait conscientiser le Brésil vis-à-vis son propre racisme. De plus, la longue histoire de la démocratie raciale a permis de constater des inégalités à la fois frappantes et masquées par le droit dit « universel ». C'est donc à la lumière de ces injustices que les débats citoyens ont tourné autour des conceptions du pluralisme.

Par la remise en question de certains mythes fondateurs, et parfois la création de nouveaux, soit on transforme l'identité nationale du pays, puisque les liens d'attachement qui unissaient tous les Brésiliens peu importe de leur origine sont dorénavant remis en question, soit elle demeure, dans un sens, incomplète, ou bien, à définir. Le « mode de vie » commune n'est plus qu'un mythe. Ce qui unit alors le Brésil, c'est la citoyenneté, qui considère tous les habitants du territoire comme étant des égaux juridiques. Ce n'est qu'à parti de ce moment qu'on peut espérer qu'une véritable égalité se développe.

Les deux prochains chapitres traiteront des effets que la pluralisation sociale a eue sur la démocratie raciale et sur l'identité nationale en analysant d'abord la période 1994-2006, soit les gouvernements Cardoso, et le premier gouvernement Lula.

## Chapitre III

### LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE RACIALE AUJOURD'HUI

Le dernier chapitre tâchait d'approfondir nos connaissances sur le nouvel espace citoyen brésilien et visait à éclairer ce que ce nouvel espace permettait de différent pour la démocratie au Brésil. L'hypothèse que la reconnaissance de nouveaux groupes sociaux a apporté une remise en question du mythe de la démocratie raciale permettrait de voir le Brésil comme un pays beaucoup plus ouvert à l'identité des acteurs qui composent la société, peu importe leur couleur, classe ou religion. Toutefois, comment la nouvelle articulation entre la citoyenneté et les identités affecte l'identité nationale du pays? Puisque l'identité nationale s'appuie en grande partie sur le mythe de la démocratie raciale ainsi que sur d'autres symboles qui l'orbitent, notre analyse doit se poursuivre là.

Comme le terrain est maintenant ouvert au pluralisme, il faut voir en quoi cette nouvelle conception citoyenne permet d'apporter du changement plus concret. Ce chapitre se penche sur la période 1994-2006. L'analyse débute sur la progression des droits juridiques, et montre comment la militance noire au XXe siècle a permis de faire apparaître des politiques d'action affirmative durant la période étudiée. Ensuite, l'étude se penche sur la question de la citoyenneté au Brésil, en expliquant pourquoi l'État a mis de côté (pour ne pas dire abandonné) le mythe de la démocratie raciale et comment le retour des questions portant sur la race vient mettre en doute de la force du mythe. Enfin, l'emphase est portée sur comment le mythe est représenté en ce début de XXIe siècle ainsi que ses effets sur l'identité nationale.

Si l'hypothèse de ce travail, qui affirme que la nouvelle conception citoyenne dépasse la conception traditionnelle d'une démocratie raciale, s'avère vraie, il faudra mieux élaborer en quoi le mythe n'est plus applicable. Il faut alors se demander si les transformations subies dans les cadres économiques,

politiques, sociaux et légaux minent la possibilité du mythe d'agir comme un socle identitaire de la société brésilienne, mais aussi si la signification du mythe de la démocratie raciale au XXI<sup>e</sup> siècle est la même que durant la plupart du XX<sup>e</sup> siècle.

La période 1994-2006 est importante pour la démocratie brésilienne, puisque c'est dans cette période que pour la première fois depuis Kubitschek et Quadros en 1960 un Président élu démocratiquement cède sa place à un second Président élu de la même façon. Après les déceptions pour la démocratie que furent les présidences de Sarney et Collor de Mello (Sarney étant perçu comme trop proche des militaires et Collor ayant démissionné peu avant son *impeachment* pour corruption), les présidences de Fernando Henrique Cardoso et le premier mandat de Luis Inácio Lula da Silva ont été plus stables.

Comme les militaires ont exercé une grande partie du contrôle sur la transition, ne voulant non plus complètement faire des compromis, les gouvernements civils de Sarney et Collor ont eu à faire avec des éléments autoritaires et ont hérité les crises économiques et sociales profondes des gouvernements militaires.<sup>329</sup> Bien que la démocratie formelle ait pu être implantée (et serait difficilement réversible), les problèmes économiques ont persisté. Le chômage, l'inégalité entre les régions, les problèmes d'éducation, de santé et sanitaires, sans parler des droits civils mis en cause par la violence persistante dans les grands centres urbains, ont fait en sorte que le Brésil demeure, au point de vue social, très inégalitaire, et dans le sens élargi du terme, très peu enviable démocratiquement.<sup>330</sup> Somme toute, on peut affirmer que durant les gouvernements Sarney et Collor, bien que l'emphase fût mise sur le retour des droits juridiques, l'inégalité croissante a fait qu'il était difficile d'en donner accès à toute la population. Ceci relève-t-il d'un problème du passé irrésolu, puisque la situation sociale ne s'est pas amélioré pour plusieurs malgré les changements apportés? Ou, à l'inverse, est-ce un problème du présent, un problème du nouveau Brésil?

### 3.1 Les droits juridiques : de la militance noire aux actions affirmatives

Dès les débuts du XX<sup>e</sup> siècle, la presse noire dénonça la discrimination sociale au Brésil. Bien que l'esclavage ait été aboli, il était clair pour les activistes que la discrimination au pays était évidente. La résistance qui s'organisa finira par créer le Frente Negra Brasileira (FNB) en 1931, mis en place dans le but de lutter contre la ségrégation et l'exclusion systémique des Afro-Brésiliens au sein de

---

329 MITCHELL, *loc. cit.*, pp.1002-1003.

330 PEREIRA JUNIOR, *loc. cit.*, p.112.

l'économie industrielle.<sup>331</sup> Bien que ce groupe ne cherchait pas à mettre en question les bases eurocentriques de la société, ni à réclamer une identité sociale, culturelle ou ethnique propre, le FNB a dû fermer ses portes en 1937 lorsque Vargas a aboli tous les partis politiques et mouvements sociaux.<sup>332</sup> En 1944, le Teatro Experimental do Negro (TEN) a été créé pour, d'une part, donner une chance aux noirs de participer au théâtre, dont ils étaient systématiquement exclus, et d'autre part, de combattre le racisme. À la différence du FNB, le TEN visait à mettre en valeur l'identité et l'héritage africain en affichant sa différence, tout en refusant de se soumettre aux aspirations universalistes de la culture européenne.<sup>333</sup>

Au retour de la démocratie suite à la chute de Vargas en 1945, le TEN a pris de l'expansion, mettant en place divers comités et événements sociopolitiques qui revendiquaient l'accès des noirs aux institutions d'éducation supérieure dont les hauts niveaux d'enseignement de l'établissement militaire, mais aussi de la législation antidiscriminatoire. Les mesures revendiquées par le TEN cherchaient à éliminer la discrimination raciale, permettre l'éducation gratuite pour tous les élèves brésilien(ne)s, ainsi que des subventions pour faire accéder les étudiants noirs aux écoles secondaires et universités.<sup>334</sup>

Déjà dans les années 1940, les Afro-Brésiliens définissaient leur propre culture et exprimaient leur désir de participer à la société brésilienne en tant que citoyens ayant des pleins droits. On peut affirmer que déjà à cette époque, les mouvements noirs ont contribué à mettre en question les théories racistes européennes en affirmant l'égalité de valeur des Afro-Brésiliens et en promouvant une identité noire distincte. C'est donc dire que les mouvements noirs, à cette époque, malgré leur incapacité à former un parti politique, critiquaient la démocratie raciale qui était en vogue au pays, principalement à travers du TEN et la série de conventions, comités et congrès afro-brésiliens qu'ils ont organisé et qui ont eu lieu jusqu'au coup d'État de 1964, qui mit fin à toute forme de militantisme.<sup>335</sup>

Bien qu'à partir de 1964 toute forme de manifestation activiste ou d'organisation politique fût strictement interdite (et violemment réprimée), la diminution de la répression militaire dans les années 1970 a permis à des organisations afro-brésiliennes d'apparaître, quoique parfois éphémèrement. Toutefois, malgré la possibilité limitée de confronter le régime et de mettre en place une organisation sociopolitique, ces groupes avaient un obstacle de plus à affronter, soit les groupes nationalistes qui défendaient la légitimité antiraciste, qui était perçue comme véritablement brésilienne. La gauche

---

331 MARTINS, *loc. cit.*, pp.790-791.

332 *idem.*

333 *idem.*

334 *idem.*

335 *ibid.*, pp.791-792.

niait les luttes antiracistes ainsi que les particularismes identitaires revendiqués par les groupes afro-brésiliens, puisque selon la gauche, les luttes devaient être faites de façon à bâtir l'unité, donc toute revendication qui divisait, comme les revendications identitaires ou les revendications qui servaient à créer des races distinctes, allait contre leur idéologie.<sup>336</sup> Les luttes acharnées depuis plusieurs décennies ont abouti à un rallye contre le racisme en juillet 1978 sur les marches du théâtre municipal de São Paulo. Ce rallye a permis la mise en place du Movimento Negro Unificado (MNU). Tant à domicile, qu'au niveau international (lors des Congresos de la Cultura Negra de las Américas, tenus en Colombie et au Panama, en 1977 et 1980, respectivement), le MNU a pu lutter pour la conscience africaine et dénoncer le racisme existant sur le continent.<sup>337</sup>

À ses débuts en 1978, le MNU dénonçait, entre autres, la soi-disant démocratie raciale, le racisme institutionnalisé et la marginalisation des noirs. Le MNU n'employait pas directement un langage axé sur la citoyenneté, ni démontrait une volonté de reconstituer l'identité nationale du Brésil. En fait, le MNU alla jusqu'à inviter les secteurs démocratiques de la société à se joindre pour former une véritable démocratie raciale. Ironiquement, ils employaient le même terme que celui auquel ils s'opposaient, mais tentaient de lui donner un sens différent. Les propos du MNU étaient plutôt définis en termes de droits et d'égalité de chances.<sup>338</sup>

Toutefois, l'examen du MNU aux alentours de 1986 montre comment le discours avait changé. Dans sa charte de principes, le MNU se résout à défendre toute personne noire, préserver la culture noire, chercher à promouvoir la liberté d'organisation et d'expression des peuples noirs. De plus, elle exprima sa lutte selon ces termes :

We alone must direct our liberation struggle; we want a new society where all really participate. We are not isolated from the rest of Brazilian society. We are in solidarity with any and all struggles of vindication by sectors of Brazilian society which seek the actual realization of political, economic, and social rights, and with the international struggle against racism.<sup>339</sup>

Le MNU adopta donc un discours plus en lien avec l'époque, soit celui d'une société respectueuse des droits juridiques et d'une citoyenneté qui permet la participation de tous.

Avec le retour des droits politiques, il était temps de mettre en pratique les revendications faites de loin depuis plusieurs décennies. Suivant le 3<sup>e</sup> Congreso de la Cultura Negra de las Américas, tenu à São

---

336 *ibid.*, p.792.

337 *idem.*

338 COVIN, David. 1990. « Afrocentricity in O Movimento Negro Unificado ». *Journal of Black Studies . Afrocentricity*, vol. 21, no 2, (décembre), pp.130-131.

339 *ibid.*, p.133.

Paulo en 1982, Abdias do Nascimento, fondateur du TEN et président du congrès, est devenu le premier député fédéral afro-brésilien du pays en 1982. Nascimento a proposé une série de lois, dont le projet de loi n.1.332/83, qui cherchait à mettre en place de l'action compensatoire afin d'égaliser les chances des noirs dans la société brésilienne. Il proposait un quota de 40% des postes dans l'administration publique ainsi qu'au niveau de la gestion des forces armées, dans les universités et hautes écoles à travers le pays. De plus, le projet de loi proposait d'implanter des changements dans le curriculum scolaire, c'est-à-dire d'inclure dans les cours d'histoire générale et histoire du Brésil les réalisations positives des peuples Africains et de leurs descendants. Malheureusement, malgré un appui dans les comités de la Chambre des Représentants, le projet de loi ne s'est pas rendu au vote plénier.<sup>340</sup>

Les luttes de mouvements noirs ont finalement porté fruit en faisant approuver par l'Assemblée Constituante de 1986-88 de nombreux points importants qui ont été inscrits par la suite dans la Constitution de 1988. Comme nous l'avons déjà noté au chapitre précédant, le racisme a été établi comme un crime sérieux, les territoires des communautés de *quilombos* actuels ont été démarqués et les anciennes communautés protégées et le Brésil est désormais considéré comme étant un pays multiculturel et multiethnique.<sup>341</sup>

Les politiques de l'État brésilien en matière de race au cours du XXe siècle peuvent se décrire comme étant une transition de l'antidiscrimination à l'action affirmative.<sup>342</sup> Pour la plupart du siècle, comme nous le savons, le Brésil a soutenu le mythe de la démocratie raciale et a préféré employer des mesures antidiscriminatoires telles la reconnaissance de l'égalité devant la loi ou la punition des préjugés raciaux, par exemple, puisqu'en rendant illégal le sujet que l'élite voulait justement éviter, on parvenait à taire les opposants et à contourner le sujet. Durant les années 1990, on a vu apparaître une nouvelle rhétorique en matière des relations raciales, mais il s'agissait surtout de rapports décrivant le niveau d'inégalité et de discrimination raciale existant au pays.<sup>343</sup> À partir des années 2000, les politiques gouvernementales ont commencé à changer radicalement et des politiques d'action affirmative ont été implantés à divers niveaux et contextes, tant dans les agences gouvernementales que les universités privées.<sup>344</sup>

Selon Joaze Bernardino, les actions affirmatives seraient entendues comme étant des politiques publiques qui visent à corriger des inégalités socioéconomiques qui découlent de la discrimination,

---

340 MARTINS, *loc. cit.*, pp.793-794.

341 ROUQUIÉ, *op. cit.*, pp.48-50.

342 HTUN, *loc. cit.*, p.65.

343 MARTINS, *loc. cit.*, p.800.

344 HTUN, *loc. cit.*, p.61.

actuelle ou historique, soufferte un groupe de personnes. Des avantages compétitifs sont concédés pour les membres de certains groupes qui vivent une situation d'infériorité afin que cette situation soit renversée. Ainsi, les politiques d'action affirmative cherchent, à travers un traitement différencié temporaire, à promouvoir l'équité entre les groupes qui composent la société.<sup>345</sup>

Il faut noter que ce type de politique pourrait être considéré comme une façon de forcer l'égalité à partir du haut, c'est-à-dire par l'État. Cela remet donc l'État dans une place prépondérante pour définir autant la citoyenneté que l'identité nationale, d'abord car l'État contraint l'inclusion de certains acteurs au sein de catégories auxquelles ils ne s'identifient peut-être pas, mais aussi car l'État retire des mains des groupes sociaux la capacité de forger par eux-mêmes l'identité nationale. Il y a donc moyen de voir que ces politiques vont, à un certain niveau, contre luttés démocratiques des années 1980.

L'adoption de politiques d'action affirmative cherchant à garantir l'égalité des droits s'est faite dans le but d'offrir une égalité de chances à des groupes qui, pour des raisons sociales, économiques, culturelles ou politiques, ont été mis en situation défavorable. Les premières politiques ont été des initiatives fédérales, mais plusieurs États fédérés (Rio de Janeiro, Bahia et Minas Gerais) ont suivi par la suite. Ceci démontre bien comment on privilégie désormais le modèle *paulista* de l'identité brésilienne, puisqu'on s'attaque volontairement à des inégalités qui sont d'ordre socioculturel. Le modèle *carioca* n'aurait pas tenu compte des distinctions identitaires, telles la race, qui sont, somme toute, au cœur des politiques d'action affirmative. Notons qu'au départ, les politiques d'action affirmative ont été bien reçues. Ce n'est qu'avec l'adoption des quotas, en 2001, que le débat a véritablement débuté :

The debate about affirmative action was reduced to a debate about quotas. To favor affirmative action was to endorse quotas; to oppose quotas was to condemn affirmative action in all forms. This turn of events was regrettable, but not inevitable. It precluded serious discussion of other policy options and silenced advocates of affirmative action who were critical of quotas.<sup>346</sup>

Le débat a été explosif car pour nombreux, les quotas sont, par nature, racistes. La simplification du débat, malgré l'effet négatif initial, a par la suite aidé les défenseurs des quotas en forçant le public à discuter de questions raciales qui n'avaient jamais vraiment été discutés au Brésil auparavant et a aidé à transformer une culture qui appuyait (parfois involontairement) l'inégalité raciale.<sup>347</sup>

---

345 BERNARDINO, *loc. cit.*, pp.256-257.

346 HTUN, *loc. cit.*, p.72.

347 *idem.*

De cette façon, on pouvait finalement parler des droits fondamentaux absents d'une partie importante de la population, et ouvrait aussi la porte à une discussion sur la culture et l'identité nationale hiérarchiques du Brésil. La simplification du débat a permis de mettre l'emphase sur un élément politique à la fois controversé et simple.<sup>348</sup> Pour les opposants aux quotas, leurs droits n'étaient pas respectés par les quotas, et venait mettre en question l'identité nationale du pays qui, selon eux, ne devait s'apparenter à une société racialisée comme les États-Unis.<sup>349</sup> Malgré cette simplification, les politiques d'action affirmative ne se limitent pas aux quotas, mais incluent, entre autres, des programmes sociaux visant des quartiers noirs, de la formation d'emploi, des cours préparatoires pour les examens d'admission aux universités, ainsi que de l'appui aux entreprises dont les propriétaires sont noirs.<sup>350</sup>

D'autre part, il est maintenant obligatoire au Brésil de présenter 50% de femmes en tant que candidates pour tout poste politique élu. Ensuite, des politiques éducatives spécifiques ont été implantées pour les peuples indigènes, l'accès privilégié à certaines organisations publiques pour des Afro-descendants, ainsi que l'obligation d'engager un pourcentage minimal de personnes ayant une déficience physique.<sup>351</sup>

Le Programa Nacional de Direitos Humanos (PNDH), débuté en 1996, a proposé des mesures spécifiques visant les Afro-Brésiliens, telles l'accès pour les Afro-Brésilien(ne)s aux études universitaires dans les secteurs de technologie de pointe, mais aussi la création de politiques compensatoires promouvant socialement et économiquement la communauté noire.<sup>352</sup> Malheureusement, le Président Fernando Henrique Cardoso (FHC) a dû ignorer les recommandations faites par ce groupe de travail à la publication de leur rapport, en 1998, puisque le gouvernement se trouvait en période électorale au même moment.<sup>353</sup> En acceptant les recommandations du PNDH, le gouvernement Cardoso aurait potentiellement perdu une partie de son appui électoral venant de la part des élites qui bénéficient du maintien du mythe de la démocratie raciale et de l'inégalité raciale existante.

---

348 *ibid.*, p.73.

349 *idem.*

350 *ibid.*, p.72.

351 NEVES, Paulo S. C. et LIMA, Marcus Eugênio O. 2007. « Percepções de justiça social e atitudes de estudantes pré-vestibulandos e universitários sobre as cotas para negros e pardos nas universidades públicas », *Revista Brasileira de Educação*, vol.12, no 34 (janvier-avril), p.17.

352 BERNARDINO, *loc. cit.*, pp.257-258.

353 MARTINS, *loc cit.*, pp.800-801.

Toutefois, en appuyant la cause du séminaire *Multiculturalismo e Racismo* de 1996, mais en n'avançant pas concrètement sur le terrain, FHC s'est permis de garder l'image d'un politicien progressiste tout en maintenant son important réseau d'alliances au Congrès qui facilitait sa gouverne. Il est possible de croire, malgré le discours de FHC, que le Brésil n'avait peut-être pas totalement accepté sa nature raciste. Cela démontre qu'à un certain niveau, l'élite brésilienne ne désirait pas accorder plus de droits à une partie importante de la population. Il serait dans ses intérêts de maintenir une identité nationale floue qui sous-entend que le Brésil est un pays culturellement et racialement mixte, mais pas majoritairement noir, comme le réclamaient les activistes afro-brésiliens.<sup>354</sup> Cela a donc contribué à ralentir la poussée de la citoyenneté pour de nombreux Afro-Brésiliens désireux d'enrichir leur appartenance sociale dans la mesure où ceux-ci voulaient exprimer leur appartenance sociale selon une identité clairement définie.

Durant la même année, FHC a créé par décret un groupe de travail interministériel visant à valoriser la population noire, Grupo de Trabalho Interministerial Para a Valorização da População Negra (GTI), ainsi que le Group de Trabalho Para a Eliminação da Discriminação no Emprego e na Ocupação (GTDEO).<sup>355</sup> Le premier visait à valoriser la population noire dans certains secteurs prioritaires, soit, l'éducation, le travail et la communication. Le GTDEO, pour sa part, avait comme objectif de définir un programme d'action et proposer des stratégies de lutte contre la discrimination dans le milieu du travail.<sup>356</sup>

Le second PNDH, en 2002, a mis en place par décret présidentiel le Programme National d'Action Affirmative, qui visait à aider le gouvernement et ses agences à adopter des quotas pour les noirs, les femmes et les handicapés.<sup>357</sup> D'autre part, un programme de diversité dans l'éducation a permis de financer les cours préparatoires aux examens d'admission aux universités pour les pauvres et les noirs.<sup>358</sup> Le choix de FHC de passer par la voie du décret présidentiel démontre sa volonté de ne pas amener le sujet au Congrès, où il y aurait eu une opposition certaine, sans parler des interminables débats. En optant pour le décret, FHC évita de montrer la faiblesse de l'élite politique vis-à-vis le sujet tout en présentant un Exécutif fort, décisif et progressiste.

---

354 NASCIMENTO, *loc. cit.*, pp.862 et 869-870.

355 BERNARDINO, *loc. cit.*, p.258.

356 *idem*.

357 HTUN, *loc. cit.*, p.69.

358 *ibid.*, p.70.

De plus, trois ministères fédéraux ont introduit des quotas en matière d'embauche, non seulement pour les noirs, mais aussi pour les femmes et les personnes handicapés.<sup>359</sup> Le ministre du développement agraire (MDA), Raul Jungmann, a annoncé un quota d'embauche de 20 pourcent pour les Noirs dans le ministère, tout comme l'a fait la Cour Constitutionnelle. Le ministère de la Justice a été plus loin en accordant, en plus d'un quota de 20% pour les Noirs, un quota de 20 pourcent pour les femmes et cinq pourcent pour les personnes ayant un handicap.<sup>360</sup> Le Ministère des Relations Extérieures offre des bourses de 1000 *reais* par mois (soit environ 570 CAD\$) à 20 candidats noirs afin de les aider à étudier pour les examens d'entrée à l'école nationale de diplomatie, l'Institut Rio Branco. Visant à la fois d'élargir le bassin de diplomates tout en maintenant le niveau d'excellence de son corps diplomatique, cette mesure, depuis 2003, vient enrichir le ministère et montre au monde extérieur que le Brésil est véritablement multicolore.<sup>361</sup>

Le Président Lula créa en 2003 une position de cabinet ayant le statut de ministère pour la promotion des politiques d'égalité raciale, Secretaria Especial de Políticas de Promoção da Igualdade Racial (SEPPIR). Le SEPPIR a comme objectif d'articuler, à l'aide de groupes de travail spécialisés, des politiques conjointement avec d'autres ministères, dont celle promue avec le Ministère de l'Éducation. Ensemble ils ont publié une politique nationale pour la promotion de l'égalité raciale, favorisant, entre autres, la mise en place d'actions affirmatives et la protection des *quilombos*.<sup>362</sup>

Notons aussi les discussions dans le Sénat et la Chambre des Députés. Au sein du premier, l'ancien Président José Sarney –actuellement sénateur pour Amapá– a proposé un projet de loi en 1999 (PL650/99) établissant des quotas de 20 pourcent de noirs dans les examens d'entrée aux postes de service public, de même que les universités fédérales, ainsi que la mise en place obligatoire des programmes d'action affirmative pour des entreprises privées désirant des contrats ou des fonds publics. Devenue loi en 2002, l'approbation de ce projet de loi est une reconnaissance de la constitutionnalité de l'action affirmative.<sup>363</sup>

D'autre part, vingt et un ans après le projet de loi d'Abdias do Nascimento, la loi fédérale n.10.639 de 2003 a mandaté l'enseignement de l'histoire africaine et afro-brésilienne dans les écoles à tous les niveaux d'enseignement au Brésil.<sup>364</sup> Dans la Chambre, le Statut d'Égalité Raciale de l'an 2000 du

---

359 *ibid.*, p.61.

360 *ibid.*, p.68.

361 *ibid.*, p.69.

362 MARTINS, *loc cit.*, p.806.

363 HTUN, *loc. cit.*, pp.70-71 et MARTINS, *loc cit.*, pp.804-805.

364 MARTINS, *loc cit.*, p.805.

député Paulo Paim cherchait à établir une pléthore de mesures affirmatives, telles des quotas de 25 pourcent pour les noirs à la télévision et 40 pourcent pour les noirs dans les publicités télévisées, mais aussi d'autres mesures en matière de santé, d'éducation, sports et divertissements, liberté religieuse, droits à la terre, le travail, médias de communication et accès aux cours de justice. Ces mesures ont été approuvées.<sup>365</sup>

En octobre 2001, la législature de l'État de Rio de Janeiro a approuvé un projet de loi établissant un quota de 40% pour les noirs dans les deux universités de l'État (non-fédérales). L'Université de l'État de Bahia a fait de même l'année suivante, alors que le Minas Gérais a agi similairement, en accordant 20 pourcent pour les noirs.<sup>366</sup> L'Université (fédérale) de Brasília, l'Université Fédérale d'Alagoas et l'Université de l'État de Mato Grosso do Sul ont suivi en 2003 avec des mesures similaires.<sup>367</sup>

La préoccupation principale des quotas en lien avec les Noirs était que, selon l'opinion prévalente, les quotas étaient racistes de nature et que tout autre critère de sélection que le mérite était, par principe, injuste.<sup>368</sup> Le débat sur la question raciale a explosé au sein du public, mais a été pratiquement réduit à un débat sur les quotas et l'action affirmative, plutôt que de traiter directement de la démocratie raciale.<sup>369</sup> Si on voulait instaurer des quotas, c'était afin de permettre à divers groupes (les noirs, les femmes et les handicapés) de jouir des mêmes égalités de chances et de contribuer activement à la société malgré leurs particularités. Le Brésil voulût se donner l'image d'une société progressiste et soucieuse des inégalités existant sur le territoire. Dans l'esprit de vouloir bien faire, les discussions dans les chambres législatives fédérales et fédérées ont, comme nous venons de le voir, tout de même penché en faveur d'un certain nombre de quotas. L'opinion publique, toutefois, n'était pas aussi convaincue.<sup>370</sup>

En somme, les droits juridiques ont fait un bond vers l'avant sous les Présidences de FHC et de Lula, dans la mesure où l'adoption de politiques d'action affirmative ont cherché à rendre plus égales les droits des citoyens. Cela dit, la controverse qui a suivi l'adoption de quotas aura des répercussions sur la citoyenneté ainsi que la notion d'appartenance à l'espace social brésilien.

---

365 HTUN, *loc. cit.*, pp.70-71.

366 *ibid.*, pp.71-72.

367 MARTINS, *loc. cit.*, pp.807-808.

368 *idem.*

369 HTUN, *loc. cit.*, p.72.

370 MARTINS, *loc. cit.*, p.808.

### 3.2 La citoyenneté et l'appartenance

Au chapitre précédent, il a été question des deux projets qui luttent pour l'espace sociopolitique. Le projet démocratisant s'affronte au projet néolibéral. On critique le projet néolibéral de n'offrir que des politiques sociales ciblées, qui sont des soi-disant pansements, ou « band-aid », venant en aide au plus démunis au lieu de s'attaquer aux sources des problèmes. Une conséquence importante de ceci serait qu'on met de côté les questions de pauvreté et d'inégalité.<sup>371</sup>

On le sait, la démocratisation au Brésil n'a pas eu les effets désirés. L'inégalité extrême n'a pas été réduite; les réformes agraires n'ont pas avancé, la situation du logement laisse à désirer, alors que le système de santé public dont dépendent les pauvres est en chaos. De plus, le système d'assurance sociale exclut toujours beaucoup de gens pauvres qui travaillent dans le secteur informel.<sup>372</sup> En fin de compte, les plus démunis des travailleurs ruraux ont obtenu une amélioration de leurs bénéfices, alors que les pauvres urbains n'ont rien bénéficié.<sup>373</sup>

By perpetuating political dependence and undermining the notion of equal rights, clientelism has foiled the reformist effort to affirm social and political citizenship. Social security policy has continued to sustain conservative elites, rather than contributed to the democratization of Brazilian society.<sup>374</sup>

En somme, le Brésil n'est égalitaire puisque les formes autoritaires ont perpétué l'inégalité massive. L'effet est de construire une citoyenneté, qui, pour nombreux Brésiliens, demeure sous l'emprise du clientélisme, et donc, inefficace. La situation de la population afro-brésilienne laisse particulièrement à désirer et illustre pourquoi des politiques d'action affirmative ont été employées.<sup>375</sup>

La mise en place de politiques d'action affirmative s'inscrit dans le contexte d'un Brésil cherchant en mettre en œuvre une pleine citoyenneté, et, comme elles visent des groupes précis et cherchent à combler des besoins particuliers, ces mesures répondent aux demandes d'un pays ouvert au pluralisme social. Somme toute, le succès de ces politiques d'action affirmative est mitigé :

Significant as these changes may be in light of the country's historic denial of the importance of race, they are still largely symbolic. A more systematic affirmative action program-one that operates in all government agencies and for which

371 DAGNINO (2007), *loc. cit.*, p.2479.

372 WEYLAND, Kurt. 1996. « Obstacles to Social Reform in Brazil's New Democracy ». *Comparative Politics*, vol. 29, no 1 (octobre), p.2.

373 *ibid.*, pp.8 et 14.

374 *ibid.*, p.15.

375 64% des pauvres au Brésil sont Noirs, le taux d'analphabétisme est deux fois et demie supérieur chez les Noirs que chez les Blancs, et en moyenne, les Blancs gagnent un salaire 50% plus élevé que celui des Noirs. Voir ROUQUIÉ, *op. cit.*, pp.48-50.

enforcement mechanisms have been created-has yet to be established. Critics see this as evidence of a lack of official commitment to Afro-Brazilian rights.<sup>376</sup>

Si ces gains n'ont été que symboliques, ils ont tout de même permis de mettre à l'avant-plan des discussions importantes sur le racisme, les inégalités sociales et les droits, tout en légitimant le discours des activistes afro-brésiliens qui réclament une identité propre ainsi qu'une représentation plus juste au sein de l'espace social. En plus de susciter un important débat, ces politiques d'action affirmative, liées directement à la question raciale, vont remettre à l'avant-scène la question de l'identité nationale, comme nous le verrons par la suite.

En somme, les luttes faites par les organisations civiles noires au Brésil ont pu influencer le pouvoir afin de réclamer des droits de citoyenneté qui ont été reconnus juridiquement. Ces batailles pour la reconnaissance ont eu lieu en affrontant les conceptions dépassées du mythe de la démocratie raciale, que les mouvements noirs ont toujours décrié. Cependant, les mouvements noirs n'ont pu, à eux seuls, faire rejeter la démocratie raciale à tout un pays.

Si le changement au niveau des politiques gouvernementales dans les années 2000 pourrait s'expliquer par la continuité des intérêts clientélistes (soit l'échange de votes contre des politiques particularistes), au moins une chercheuse affirme qu'il ne s'agit pas du cas : « The Brazilian state's abandonment of the thesis of racial democracy was not provoked by material incentives, threats, or vote seeking. Rather, policymakers became convinced that combating inequalities was the right thing to do.<sup>377</sup> » Peu importe qu'il s'agisse véritablement du cas ou non, il va de soi que sans les changements apportés à la citoyenneté, dont l'ouverture au pluralisme, il aurait été impossible de concevoir que l'État brésilien mette de côté le mythe de la démocratie raciale.

Cela dit, trois raisons expliquent pourquoi l'État brésilien a abandonné la démocratie raciale à ce moment, et non pas plus tôt dans l'histoire, par exemple, durant la transition à la démocratie.<sup>378</sup>

D'abord, l'action politique afro-brésilienne à la fin des années 1990 s'est diversifiée au point de considérer le sujet de la race comme étant un *issue network*, c'est-à-dire un réseau qui tourne autour du sujet dans lequel les membres sont liés par leur intérêt, et non pas par leur identité collective, leur type de métier, lieu de résidence, valeurs ou orientations idéologiques. Ces réseaux impliquent des

---

376 HTUN, *loc. cit.*, p.84.

377 *ibid.*, p.75.

378 *idem.*

personnes à divers niveaux, tant des académiciens, des lobbyistes, des associations professionnelles que des mouvements populaires.<sup>379</sup>

Cela a permis de légitimer les discussions portant sur le sujet à l'extérieur du cadre de la société civile et a permis à de nombreuses personnes pour qui le sujet de la race était une question importante de participer aux discussions et d'apporter leur contribution au débat. Cela a aidé, jusqu'à un certain point, à nourrir l'appartenance de certains groupes à l'espace social national en ouvrant au grand public des questions qui les impliquaient directement.

L'émergence d'un discours qui remettait en question des idées qui, depuis longtemps, étaient vues comme un tabou démontre que le Brésil s'interrogeait sur sa pluralité et son identité. C'était somme toute, signifiant, puisque pour la première fois, des économistes blancs prestigieux ont participé aux discussions. Quittant le milieu de militance noire, le débat s'est inséré au sein d'une institution ayant une grande importance au pays. Quand l' Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA) a publié des recherches, le gouvernement ne pouvait plus ignorer la question raciale.<sup>380</sup>

Suite à cela, la *Ford Foundation*, sous la direction d'Edward Telles, le sociologue étatsunien, ayant appuyé financièrement la recherche sur les relations raciales au Brésil depuis la fin des années 1970, a décidé d'appuyer les organisations dédiées à combattre le racisme. Leur but était de promouvoir des mesures d'action affirmative. La *Ford Foundation*, en plus d'appuyer les mesures promouvant l'action affirmative, a financé le développement d'un réseau d'avocats noirs, la recherche sur la discrimination raciale, ainsi que des cours de leadership pour des politiciens noirs.<sup>381</sup>

En second lieu, l'élection d'un Président sympathique au mouvement antiraciste, Fernando Henrique Cardoso, en 1995, a permis de modifier l'approche de l'État vis-à-vis les questions raciales. Cela a permis de créer des opportunités pour une plus grande participation politique, qui a permis un plus grand *empowerment* des acteurs sociaux cherchant ainsi à apporter des modifications plus profondes au cours du mandat FHC.<sup>382</sup> FHC était un sociologue réputé au Brésil, et il faut noter que sa thèse doctorale traitait justement de questions de relations raciales. Il est donc possible d'affirmer que les raisons qui expliquent l'intérêt de FHC au sujet ne proviennent pas simplement de facteurs externes tels la situation internationale ou des pressions politiques, mais d'un intérêt intellectuel de longue

---

379 *ibid.*, p.76.

380 *ibid.*, p.77.

381 *idem.*

382 *ibid.*, p.79.

date.<sup>383</sup> Reconnaissant l'hypocrisie du pays, FHC a décidé d'avancer sur ce terrain périlleux. Sans lui, le débat n'aurait certainement pas eu lieu.<sup>384</sup>

La mise en doute officielle (voire l'abandon) du mythe de la démocratie raciale remonte au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. En voulant reconsidérer le passé, FHC a entrepris de mettre en question ce mythe. Dans son discours lors de la journée d'Indépendance en 1995, il a affirmé que le Brésil était véritablement une nation fière d'être un pays multiracial et que le peuple était satisfait de pouvoir profiter du privilège d'avoir des races distinctes et des traditions culturelles variées. De nos jours, disait-il, une telle diversité fait la richesse d'un pays. Ce discours s'inscrit donc comme un prélude à ce qui a suivi en termes de mesures et politiques, c'est-à-dire que le Brésil s'éloignait du mélange idéalisé de Gilberto Freyre.<sup>385</sup>

Enfin, un nombre important d'événements internationaux ont eu lieu durant les années 1990 et 2000 et qui ont fait que l'action affirmative, au lieu de la démocratie raciale, a été privilégiée par l'État. Le gouvernement a donc appuyé des mesures d'action affirmative et des quotas afin de s'attaquer à l'inégalité raciale qui était encore présente au Brésil au début du XXI<sup>e</sup> siècle.<sup>386</sup> FHC, à l'ouverture du séminaire *Multiculturalismo e Racismo* de 1996, a reconnu publiquement que le Brésil était fondamentalement raciste.<sup>387</sup>

D'autre part, la 3<sup>e</sup> Conférence Mondiale Contre le Racisme, tenue à Durban, en Afrique du Sud, en septembre 2001, a permis de légitimer les mesures prises par le gouvernement.<sup>388</sup> En guise de préparation à la conférence, le gouvernement a convenu un comité composé d'élus de divers niveaux du gouvernement, académiciens et représentants du mouvement afro-brésilien afin de créer des séminaires et ateliers à travers le pays pour solliciter des idées et opinions sur le sujet des relations raciales. En juillet 2001, le Brésil a tenu sa première conférence nationale contre le racisme et l'intolérance, proposant un nombre important de quotas et d'autres actions affirmatives.<sup>389</sup>

Les préparations pour la conférence de Durban ont causé une explosion médiatique au Brésil. Les médias ont commencé à traiter les questions de racisme et d'inégalité, non seulement sur des questions

---

383 *idem*.

384 *ibid.*, p.80.

385 FRY (2000), *loc. cit.*, p.100.

386 *ibid.*, p.61.

387 BERNARDINO, *loc. cit.*, p.257.

388 MARTINS, *loc. cit.*, pp.788-789.

389 HTUN, *loc. cit.*, p.81.

affectant les Afro-Brésiliens, mais aussi sur des sujets tels l'homosexualité et les droits autochtones. Ce fut la première fois qu'au Brésil on traita de façon élargie de toutes ces questions.

Reinforced by international networks, the Afro-Brazilian movement placed intense pressure on the Brazilian government and diplomatic agents, leading the country to assume advanced positions including an explicit commitment to the principle of compensatory policies for the African descendant population. Informed and monitored by movement representatives, Brazil's delegates took a leadership role in the negotiation of resolutions that would become norms of international law.<sup>390</sup>

En soi, la conférence a été fortement influencée par le Brésil, bien préparé, et le document final recommandait les actions affirmatives.<sup>391</sup> Cela permit aux Afro-Brésiliens de sentir une appartenance accrue au Brésil, puisqu'on traitait directement de sujets qui les affectaient directement et sur lesquels ils avaient une certaine influence. Donc, la conférence et les discussions qui en sont sortis ont permis de renforcer la participation citoyenne et l'attachement communautaire.

Ces trois raisons ont permis, à la fois seules, mais aussi en agissant conjointement, d'ouvrir la porte aux actions affirmatives. Bien que les deux premières ont grandement contribué au rejet du mythe de la démocratie raciale, ce n'est que lorsque les développements internationaux ont mis de la pression sur le gouvernement brésilien que l'administration FHC a véritablement précipité son pas vers l'adoption de politiques d'action affirmative.<sup>392</sup>

But the laws inscribed in the new Brazilian social order and the norms approved at the 3rd World Conference have a definite role, albeit notoriously not as a result of their effective enforcement. Rather, they make up a resource and a weapon in the hands of organized civil society as it exercises its role of critical participation in the implementation of victories it has won that result in formulation of state policy.<sup>393</sup>

Bien que certaines des mesures d'action affirmative implantées aient été reçues de façon positive, telles les mesures pour les handicapés, les quotas pour les Afro-Brésiliens dans les universités publiques n'ont pas été reçus avec autant d'acclamation.<sup>394</sup> Environ 300 étudiants blancs dont l'admission à l'université a été refusée se sont précipités à la cour pour réclamer justice vis-à-vis le système de quotas et ont obtenu gain de cause. Nombreux d'entre eux n'auraient pas été admis même sans la mise en place du système de quotas.<sup>395</sup>

Si d'un côté, les actions affirmatives et les quotas ont permis aux Afro-Brésiliens de bâtir leur attachement citoyen à l'aide de politiques qui viennent à rendre plus justes la société brésilienne et la

---

390 MARTINS, *loc. cit.*, p.802.

391 HTUN, *loc. cit.*, p.82.

392 MARTINS, *loc. cit.*, p.801.

393 *ibid.*, pp.805-806.

394 NEVES et LIMA, *loc. cit.* p.17.

395 MARTINS, *loc. cit.*, p.808.

possibilité d'être le foyer d'un sujet qui leur est important, de l'autre côté, les Blancs affectés par ces politiques ont senti à leur tour une perte de leurs droits et d'un recul de leur citoyenneté.

Il semblerait que la polémique serait issue du problème de définition ethno-raciale au Brésil. Toutefois, peu importe comment on analyse la situation, il est clair que les non-blancs occupent toujours la position sociale la plus basse au pays.<sup>396</sup> L'auto-estime de la population noire du pays s'en voit affectée.

On observe encore aujourd'hui un effet de négation de l'identité noire et un effet de blanchiment en ce qui a trait à l'auto-identification, faits qui ont déjà été identifiés dans les années 1950.<sup>397</sup> Curieusement, la majorité des étudiants, peu importe leur race, sont contre les quotas pour l'admission aux universités, préférant un système de mérite individuel, malgré que tous reconnaissent l'inégalité des chances d'accès à l'université pour les populations afro-brésiliennes.<sup>398</sup>

Cela dit, pour les quotas, la difficulté réside à définir les bénéficiaires : si, dans les statistiques, il est facile de déterminer qui devrait bénéficier de ces actions affirmatives, car les niveaux de revenu, d'éducation et de mortalité sont des indicateurs démontrant clairement la profonde inégalité entre Brésiliens, dans le quotidien, il est plus difficile, compte tenu de la hiérarchie des relations sociales, la discrimination masquée ainsi que l'effet de blanchiment.<sup>399</sup>

Définir la problématique en termes de justice sociale permet de comprendre pourquoi même les étudiants noirs sont contre le système de quotas dans les universités. Les quotas sont vus comme étant justes quand elles viennent à palier ou compenser une infériorité physique ou naturelle de l'individu. Accepter les quotas serait dévaloriser les Afro-Brésiliens: les reconnaître inférieurs et ayant moins de mérite individuel que d'autres. Ce point de vu est partagé par les non-blancs comme les non-blancs.<sup>400</sup> Les opposants aux quotas ont affirmé qu'il s'agit en fait de discrimination inversée, une mesure qui insulte les noirs en présumant leur incapacité de faire compétition selon leurs propres mérites. Au lieu d'aider les Noirs à accroître leur appartenance citoyenne, les quotas font l'inverse. De plus, les quotas ne parviennent pas à renverser les causes de l'exclusion noire, qui sont sociales, et non pas raciales.<sup>401</sup>

---

396 NEVES et LIMA, *loc. cit.*, pp.17-18.

397 *idem.*

398 *ibid.*, pp.27 et 32.

399 MARTINS, *loc. cit.*, p.809.

400 NEVES et LIMA, *loc. cit.*, p.33.

401 HTUN, *loc. cit.*, p73.

Bien qu'on reconnaisse les inégalités d'opportunité de vie des Afro-Brésiliens, certains auteurs affirment que les moyens de palier à ces lacunes ne doivent pas se faire au niveau de politiques spécifiques comme des quotas, mais plutôt par des politiques universalistes qui visent à modifier la société en général. Et ce, puisque les politiques d'action affirmative ne visent pas à modifier la structure de classes ou à répartir de façon radicale les revenus de la société. Elles espèrent donner aux groupes sociaux les plus démunis des opportunités de former des élites plus en mesure d'apporter des changements plus significatifs et profonds.<sup>402</sup>

La polémique entourant les quotas révèle que la question de la race est un sujet important au Brésil. Il faut souligner l'importance du PNDH sur un plan progressiste : en suggérant d'aligner le système de classification raciale du Brésil sur celui des États-Unis, c'est-à-dire considérer les personnes de couleur mulâtre, brune et noire comme faisant partie de la population noire, le Brésil pouvait mieux implanter des programmes visant spécifiquement la population en besoin. D'ailleurs, au lieu de nier la signification de « race », elle permet de la formaliser, lui donner des contours comme un critère pour définir ses politiques.<sup>403</sup>

Le fait d'avouer qu'il y a de la discrimination et qu'on devrait la dénoncer et remédier à la situation sont des signes qui affirment que les Brésiliens assument pleinement les valeurs de la citoyenneté. De plus, comme la problématique est centrée autour d'un groupe particulier (les Afro-Brésiliens), il est concevable que l'acceptation de valeurs progressistes telles le pluralisme social soit en croissance au pays, si ce n'est que dans l'opinion publique. Appuyer les valeurs du pluralisme, légitimerait une citoyenneté brésilienne qui inclut les identités des acteurs différenciés et solidifierait l'appartenance de tous à la nation brésilienne.

Reste que pour certains, le multiculturalisme est une idéologie contraire à celle qui a nourri la formation historique de la nation brésilienne. Ayant des catégories raciales définies par l'État rendrait fixe l'idée de race tant au niveau des discours publiques et privés qu'au niveau des identités sociales, ce qui aurait comme conséquence de renforcer le cycle de racisme.<sup>404</sup> On peut aussi affirmer que des catégories rigides retirent le droit individuel de s'auto-représenter.<sup>405</sup>

---

402 NEVES et LIMA, *loc. cit.*, pp.33-34.

403 FRY (2000), *loc. cit.*, p.100.

404 GUIMARÃES (2006), *loc. cit.*, pp.280-281.

405 *ibid.*, p.280.

On note la législation anti-raciste et l'application d'un dispositif constitutionnel visant à protéger les expressions culturelles afro-brésiliennes. Parmi les mesures qui démontrent la volonté de révéler le racisme caché du Brésil, comme nous venons de l'indiquer, les succès sont mitigés.<sup>406</sup> Il est possible au Brésil de nos jours de discuter ouvertement du racisme, mais en discuter n'est pas encore suffisant pour apporter des changements concrets et durables.

Reconnaissant toutefois que ce n'est pas toutes les personnes qui veulent se défaire du système complexe de classification raciale, certains militants noirs ont cherché à être plus inclusifs et moins ciblé sur la construction d'une identité raciale. Plutôt, ils ont cherché à s'attaquer aux questions concrètes de l'inégalité dans les milieux de travail, le système d'éducation, en santé et dans les associations religieuses. En confrontant moins l'idéal du métissage et de la démocratie raciale, le mouvement a réussi à trouver de meilleurs appuis et gagner en crédibilité.<sup>407</sup>

Comme l'explique Antonio Sergio Guimarães, les politiques publiques racialisées ou multiculturelles ne suppriment pas les inégalités en soi, mais, plutôt, vont seulement les reproduire dans un cadre plus clair et précis. Dit autrement, ces politiques vont réguler le conflit en le considérant sous de nouvelles bases, sans toutefois courir le risque de reproduire le système comme un tout. Rien ne dit que cette nouvelle forme d'organiser les acteurs sociaux ne sera plus efficace pour empêcher la reproduction des inégalités sociales.<sup>408</sup> Comme il a été noté plus haut, les bases de l'exclusion des noirs sont sociales, non pas raciales.

Malgré les victoires des mouvements afro-brésiliens sous les gouvernements FHC, il est difficile d'évaluer les conséquences à long terme des politiques établies pendant ses mandats. Bien des politiques sont écrites en forme de loi mais non implémentées, et risquent de ne pas être mises en effet tant que l'élite en charge de mettre en fonction ces mesures ne les accepte pas.<sup>409</sup> Bien que l'État ait avoué le racisme du pays et a appuyé des mesures d'action affirmative, il faut se rendre à l'évidence que ces changements ont été presque purement symboliques. Toutefois, l'implantation de quotas, par exemple, permet d'ouvrir un espace politique et crée des opportunités pour que le public puisse discuter des questions raciales. L'apparition des quotas dans le discours public expose le racisme et

---

406 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.98.

407 FRY (2000), *loc. cit.*, pp.106-107.

408 GUIMARÃES (2006), *loc. cit.*, p.284.

409 MARTINS, *loc. cit.*, p.812.

évite de dire que la race n'est pas importante. Considérant l'importance de la démocratie raciale au Brésil, il faut voir ceci comme une grande réalisation.<sup>410</sup>

En somme, alors que l'État a rejeté le mythe de la démocratie raciale, la polémique entourant les quotas a permis d'ouvrir un dialogue social portant sur la question de l'appartenance sociale et raciale. Auparavant, lorsque le modèle *carioca* était en vigueur, il n'était pas permis de discuter de sujets ayant un lien avec la race (soit par peur d'être considéré comme un raciste car il était socialement inacceptable d'en discuter, soit qu'il était tout simplement illégal). Aujourd'hui, toutefois, on voit la volonté de discuter de questions pertinentes à l'identité raciale et l'inégalité malgré le débat qu'il suscite. Qu'il s'agisse du modèle *paulista* qui prend de la vigueur ou non, on voit que la citoyenneté brésilienne a avancé au point d'être plus ouverte à des discussions plus profondes qui ont un lien avec l'appartenance sociale et la participation à l'espace national. Le mythe est enfin redevenu le centre d'intérêt dans la société brésilienne. Ainsi, dans la section qui suit on regardera comment, dans la période 1994-2006, le mythe est évoqué et comment il interagit avec l'identité nationale du Brésil.

### 3.3 Identité nationale et le mythe de la démocratie raciale

Comme on l'a noté dans l'introduction, l'élargissement de la citoyenneté régule les relations sociales à tous les niveaux de la société. Les politiques publiques mettant de l'avant des systèmes de quotas justifient la présence de ces nouveaux groupes identitaires, en appuyant non seulement leurs désirs de représentation et de bien-être, mais aussi leurs besoins d'appartenance à la société et de contribution à l'identité du pays. Certains auteurs arrivent à la conclusion que si ces politiques émergent dans les années 2000, accentuées notamment par le renouvellement des discussions sur les préjugés et la discrimination raciale, mais aussi par la construction d'identités racialisées dans l'arène public, c'est qu'il est clair que l'identité nationale du Brésil est en transformation.<sup>411</sup>

Dans quelle mesure l'identité nationale est en transformation reste à déterminer, car la volonté de compenser les différences pour certains groupes ethniques démontre bien sûr une ouverture à l'idée de pluralisme social et aussi de la progression de la justice sociale. Cette section vise à voir dans quelle mesure le mythe de la démocratie raciale s'est transformée dans la période 1994-2006. Cela est important afin de voir si l'identité nationale du pays est en mutation.

---

410 HTUN, *loc. cit.*, pp.84-85.

411 NEVES et LIMA, *loc. cit.*, p.32.

Au-delà du débat sur la justice sociale et des moyens d'y parvenir, certains auteurs affirment que la polémique portant sur l'action affirmative démontrerait l'échec ultime du mythe de la démocratie raciale.<sup>412</sup> Bien au contraire de croire qu'ils vivent dans une véritable démocratie raciale, les Brésiliens en général appuient des politiques d'action affirmative (mais pas tant les quotas pour les universités) et sont conscients du fait que dans leur pays, il y a beaucoup de discrimination raciale.<sup>413</sup> Une majorité de personnes, peu importe leur couleur de peau, sont en accord avec la position des mouvements noirs et le besoin de se mobiliser contre la discrimination. Qui plus est, la majorité dans les deux catégories croit que la discrimination raciale est un facteur important du désavantage des noirs en société.<sup>414</sup>

Si on sait que la plupart des Brésiliens sont en faveur de lutter contre la discrimination raciale, on ne sait toutefois pas quelle est la position de ces Brésiliens vis-à-vis des questions raciales plus déterminantes, soit la désirabilité d'avoir des identités raciales clairement définies, ou bien le niveau d'appui au mythe de la démocratie raciale :

The best example of this is the overused ideology of racial democracy, an idea invented by intellectuals and appropriated by government-which made it the official story of race relations in the nation. It has been presumed to constitute the common sense about race in the population. Yet, the ways in which this ideology is translated into concepts and attitudes among white and black Brazilians continue to be largely unknown.<sup>415</sup>

L'erreur, semble-t-il, serait d'associer l'antiracisme brésilien au déni de la discrimination raciale, c'est-à-dire qu'avoir une position contre le développement d'identités raciales claires n'équivaut pas à nier l'existence de discrimination.<sup>416</sup> Considérant la polémique entourant les quotas et la couverture médiatique extensive qui en est sortie, puisqu'on sait que la question de la composition raciale au Brésil est loin d'être résolue, il est difficile d'affirmer directement que les mesures d'action affirmative à elles seules ont causé une transformation de l'identité nationale brésilienne, comme nous l'avons indiqué un peu plus haut.

Bien que le mythe de la démocratie raciale soit véritablement contesté au niveau de la science sociale et du discours officiel de l'État (depuis le discours de FHC), il demeure toutefois présent dans l'esprit des Brésiliens au quotidien.<sup>417</sup> Au niveau social, rien n'indique forcément que le mythe ait perdu de son importance dans l'esprit de la population. Il persiste non pas comme idéologie qui nie l'existence

---

412 MARTINS, *loc. cit.*, p.788.

413 BAILEY (2004), *loc. cit.*, pp.741-742.

414 *idem.*

415 HASENBALG, Carlos and Nelson do VALLE SILVA. 1999. « Notes on Racial and Political Inequality in Brazil ». pp. 165-166. Chap. in *Racial Politics in Contemporary Brazil*. M. HANCHARD, (dir. publ.). Durham, NC: Duke University Press, in BAILEY (2004), *loc. cit.*, p.741.

416 *ibid.*, p.741.

417 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.98.

de races, mais plutôt comme croyance qu'on peut vivre harmonieusement sans que la couleur des personnes importe.

What the racial democracy worldview may represent for Brazilians is the desirability of a society not segmented along racial lines nor according to racial identification. This does not mean that Brazilians believe they actually live in a "racial paradise", but, rather, that "raceless" organization may be the goal of this society that views "Brazilianness" as its only legitimate organizing principle.<sup>418</sup>

Considérant l'émergence des identités particulières, il est possible de croire que les attitudes envers les catégorisations sociales, telles les catégories raciales, sont en train de changer. Mesurer ce potentiel de changement demeure difficile, cependant. Bien qu'avec le temps, cela puisse changer, on peut dire simplement qu'encore aujourd'hui, le poids du mythe est important, même s'il n'a plus forcément une connotation négative.

Bien que le Brésil ne soit définitivement pas une démocratie raciale dans le sens où la couleur n'est pas pertinente pour des questions socioéconomiques, les Brésiliens préfèrent adopter une perspective antiraciste qui serait, selon eux, moralement supérieure au modèle racaliste qui existe aux États-Unis.<sup>419</sup> Dans un contexte où les droits de citoyenneté sont pleinement satisfaits, elle pourrait même être positive : « [The myth of racial democracy] embodies a set of socially acceptable ideals that can be turned into opportunities for participation and advancement by those at the bottom of the socio-racial hierarchy.<sup>420</sup> »

Ces idéaux sont ceux qui voudraient que la couleur de la peau ne doit pas importer puisque tous sont, en pratique, égaux. Elle représenterait une valeur morale supérieure commune à tous les Brésiliens et qui reconnaît et répudie la discrimination.<sup>421</sup> De plus, elle permettrait aux exclus de faire des demandes d'inclusion au nom de l'égalité que suppose le mythe : « Racial democracy has a positive side, when taken as a proclamation of an ideal or a contrasting value with which or inspired in which it is possible to criticize the existing conditions.<sup>422</sup> »

Enfin, elle démontrerait aussi la possibilité d'une fraternité sociale, un rapprochement social entre tous les citoyens en reflétant la croyance profonde d'une société qui valorise l'égalité réelle et qui n'est pas segmentée racialement.<sup>423</sup> Le mythe pourrait aider la cause de la participation citoyenne et souder l'unité nationale si des éléments essentiels tels les droits juridiques et la citoyenneté sont étendus à

418 BAILEY (2002), *loc. cit.*, p.431.

419 BAILEY (2004), *loc. cit.*, p.730.

420 DE LA FUENTE, *loc. cit.*, p.68, in BAILEY (2002), *loc. cit.*, p.434.

421 BAILEY (2002), *loc. cit.*, p.411.

422 *idem.*

423 *idem.*

tous. Cela impliquerait la reconnaissance sans réserve de l'identité des acteurs sociaux, et donc, du pluralisme social. Sans cela, le mythe continuera certainement à être la cible de virulentes critiques.

Rappelons toutefois que la persistance du mythe dans le quotidien pourrait jouer un rôle inhibiteur à la formation d'une identité noire. Toutefois, la stratégie de construction d'une identité noire en opposition à une identité nationale hégémonique exprime la volonté de recréer une nouvelle représentation symbolique de la nation basée cette fois par l'angle multiculturaliste.<sup>424</sup>

Ao reconhecermos que as políticas de ação afirmativa contribuem para a ampliação do número de pessoas que compartilham a identidade negra, estamos frente a um fenômeno que contraria as bases de nossa nacionalidade, que historicamente — em nome do mito da democracia racial — esteve calcada em políticas oficiais avessas a qualquer tipo de racialização.<sup>425</sup>

Ce problème de la formation d'une identité noire devient apparent lorsqu'on considère que, afin d'exister, les mouvements noirs ont dû inclure toutes les personnes qui ne sont pas blanches. Ceci a comme conséquence d'aliéner les sympathisants à la cause antiraciste qui ne veulent pas perdre leur identités mulâtres, brunes, ou tout simplement brésiliennes, et ce, puisque le mouvement noir paraît être exclusif.<sup>426</sup> Qui plus est, les symboles noirs les plus représentatifs de la population afro-brésilienne sont ceux qui ont déjà été incorporés à l'imaginaire de l'identité nationale du Brésil. Le mouvement noir a donc dû chercher ses symboles à l'extérieur du pays.<sup>427</sup>

En conclusion, le mythe de la démocratie raciale a été rejeté par l'État, alors que les chercheurs en science sociale luttent à trouver sa pertinence et sa signification (sens social) dans le contexte social contemporain. Le mythe, malgré qu'il n'ait plus l'appui de l'État pour lui donner un sens particulier ou historiquement adapté, persiste aujourd'hui au sein de la population. Toutefois, il n'est plus considéré comme un mythe manipulé au profit d'une race dominante, ni comme un outil idéologique servant à contrôler les masses, et non plus en tant que compromis politique qui ne cadre plus avec la réalité socioéconomique du présent. Il demeure toutefois un mythe, dans la mesure où il représente une volonté d'améliorer la société.

Il serait un modèle ou code moral idéal qui exprime le désir de vivre dans une société où la couleur de la peau n'importe pas, et ce, car les valeurs citoyennes et le pluralisme social ont été acceptées et sont attendues. Sans la nouvelle citoyenneté et les attentes en matière de droits juridiques, sans l'ouverture au pluralisme social, il aurait été difficile d'adopter des mesures d'action affirmative. Les Brésiliens du

424 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.99.

425 BERNARDINO, *loc. cit.*, p.263.

426 FRY, (2000), *loc. cit.*, p.105.

427 *idem*.

XXI<sup>e</sup> siècle ne sont pas dupes. Ils sont conscients du fait discriminatoire dans leur pays, ainsi que le besoin de palier aux inégalités structurelles historiques. La transformation de la citoyenneté a donc pu, dans une certaine mesure, modifier le mythe de la démocratie raciale.

## Chapitre IV

### VERS UNE NOUVELLE IDENTITÉ NATIONALE?

Le dernier chapitre examine l'identité nationale à partir des transformations apportées par la nouvelle citoyenneté et la remise en question du mythe fondateur de la démocratie raciale, c'est-à-dire comment l'identité nationale du Brésil se voit à travers l'optique du nouvel espace citoyen et les nouvelles identités sociales. Ce chapitre tente de déterminer comment s'articule l'identité nationale dans la nouvelle réalité brésilienne.

#### 4.1 Rejet du mythe ou résistance?

Sans nier l'importance des droits politiques et civils, c'est surtout les nouveaux apports aux droits sociaux qui ont apporté le plus de transformations à l'espace public du Brésil. Comme nous l'avons indiqué dans les chapitres précédents, le nouvel espace citoyen a permis de prendre en considération l'identité des acteurs au sein des conceptions du droit social. La multiplication des identités sociales et leur reconnaissance sous le sceau du pluralisme ont été importantes pour apporter les transformations nécessaires au mythe fondateur de la démocratie raciale. Ce mythe était tellement puissant que divers symboles nationaux tournaient (et continuent encore de tourner) autour de sa construction en tant que *common sense* national en matière de relations raciales et sociales. Ce qui reste à déterminer, c'est si les transformations subies par le mythe de la démocratie raciale au cours des dernières décennies ont pu changer l'identité nationale du Brésil.

Nous avons affirmé au dernier chapitre que l'État avait abandonné le mythe de la démocratie raciale en tant que politique officielle. Symbolisant l'abandon du mythe par l'État sont les politiques d'action affirmatives. Si ces politiques sont jugées incompatibles avec la démocratie à la brésilienne par

certain, puisqu'ils vont contre l'Article 5 de la Constitution (qui déclare que tous les Brésiliens sont traités comme égaux devant la loi, peu importe leur couleur, race, ethnicité, genre, âge ou religion)<sup>428</sup>, d'autres les défendent sur la base de l'Article 3, faisant l'État brésilien responsable de l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités sociales<sup>429</sup> : « It is, thus, a State duty to [...] foster awareness of the “real truth” behind the myth of racial democracy.<sup>430</sup> » Il revient donc à l'État d'éliminer l'inégalité derrière la démocratie raciale et d'apporter les transformations adéquates à la société à travers des politiques précises.

Le rôle actif de l'État est important pour le développement de l'identité nationale aujourd'hui. Dans le cas du Brésil, où l'État est vu comme une institution omniprésente, serait-il possible, à travers des politiques d'action affirmative et d'éducation qui attaquent directement la discrimination raciale et l'inégalité socioéconomique, d'éliminer le mythe de la démocratie raciale de l'imaginaire social des générations à venir et mener le Brésil vers une société postmoderne et multiculturelle?<sup>431</sup> Considérant la croissance de la citoyenneté et le rôle qu'on accorde à la société civile, il faut se demander si l'État est l'unique acteur (et le mieux placé) pour construire l'identité nationale de nos jours.

Les droits inscrits dans la Constitution de 1988 ont permis un degré d'indépendance des citoyens vis-à-vis l'État, puisque les individus et collectivités peuvent dorénavant s'auto-définir. Leurs droits, dont celui d'auto-détermination, sont maintenant plus importants que jamais, même si en pratique, ce n'est pas toujours le cas.

Le fait qu'il y a eu de la résistance populaire aux politiques affirmatives (principalement aux quotas dans les universités), mais non pas nécessairement à la nouvelle identification des acteurs est à considérer. Les Brésiliens ne s'opposent pas aux identifications de leurs concitoyens, au contraire, ils les appuient, si ce n'est que symboliquement, dans leur volonté d'affirmation et de bien-être, puisque se sentir reconnu contribue à l'harmonisation de la vie sociale.

Il n'est pas évident de constater les effets directs du développement d'une citoyenneté sur l'identité nationale du pays. S'il est vrai que la récupération des droits perdus et l'obtention de droits qui n'existaient pas encore ont eu un effet dramatique sur les possibilités de modes de vie des citoyens du pays, la citoyenneté à elle seule n'est pas un phénomène nouveau pour le Brésil. Bien sûr, c'est plutôt

---

428 SOUSA et NASCIMENTO. *loc. cit.*, p.136.

429 Site internet de la Presidência da República Federativa do Brasil, « Constituição Da República Federativa do Brasil de 1988 », [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm), visualisé le 28 avril 2010.

430 SOUSA et NASCIMENTO, *loc. cit.*, p.136.

431 *ibid.* p.140.

l'ampleur et de la profondeur de cette citoyenneté qui importe. Dit autrement, c'est ce qu'elle permet de nouveau aux acteurs sociaux qui doit être pris en compte afin de considérer le changement à l'identité du pays.

Le débat sur les politiques d'action affirmative semblerait montrer que la classe moyenne au Brésil se sent aujourd'hui appartenir à une société multiraciale et multiculturelle ayant des identités ethniques et raciales plus clairement définies (en opposition avec les frontières floues qui existaient dans le passé) ainsi que des cultures qui sont en contradiction avec les vieilles croyances qui rejetaient l'importance de la race en tant que modèle d'organisation sociale au pays.<sup>432</sup> Il est possible de croire que le modèle de diversité *carioca*, que nous avons défini au chapitre deux, est en cours de disparition, puisque le nombre de groupes identitaires qui s'affirment viennent donner un visage concret au pluralisme national.

Comme nous le verrons plus loin, il y aurait un mouvement vers l'hétérogénéité identitaire en cours au Brésil qui se rapprocherait du modèle *paulista*. Toutefois, malgré les décisions prises par l'État en ce qui a trait à la démocratie raciale, les initiatives qui encouragent la formation d'identités raciales sont loin d'être largement approuvés par la société.<sup>433</sup>

S'il y a opposition à certaines politiques, c'est qu'à un niveau plus profond, les Brésiliens se questionnent sur la place prépondérante de l'État dans la formation nationale et comment leurs droits en tant que citoyens s'exercent conjointement avec la question identitaire brésilienne.

La redéfinition de l'identité nationale devient problématique dans la mesure où l'État, en voulant imposer sa vision en matière de catégorisations raciales ou tout simplement en imposant des quotas, va contre la volonté de la majorité de la population. Pour certains auteurs, le débat sur les quotas ne prendra fin que lorsqu'on s'attaque directement aux problèmes fondamentaux d'inégalité au Brésil, soit l'amélioration de l'enseignement public, l'augmentation des places dans les universités, des politiques de bourses d'études, etc.)<sup>434</sup>

Pour les opposants aux quotas, à part les manifestations ponctuelles et les injonctions faites par les étudiants contre l'Universidade Estadual do Rio de Janeiro (UERJ)<sup>435</sup>, on n'a pas poussé l'opposition

---

432 SOUSA et NASCIMENTO, *loc. cit.*, p.134.

433 *ibid.*, p.135.

434 NEVES, *loc. cit.*, p.35

435 MARTINS, *loc. cit.*, pp.808-809.

plus loin , sachant bien que la lutte pour les actions affirmatives serait difficile, car « the same elite that for years has refused to contemplate or adopt affirmative action policies will be largely in charge of putting these measures into operation.<sup>436</sup>» Cela dit, le fait que l'État s'interpose n'est pas particulièrement surprenante pour les Brésiliens :

Ideas may compel people to change their minds and even certain aspects of their behavior, but alone may not build the political coalitions needed to back the allocation of money and changes in the rules. In Brazil's world of pork barrel politics, old habits die hard. Breaking them will likely require threats and incentives in addition to moral conviction.<sup>437</sup>

La question des quotas a ouvert un débat public, mais le fait que l'État ait agit sans l'accord de la majorité n'a pas mobilisé la population davantage. On n'a pas remis en question la démocratie brésilienne.

À raison ou à tort, l'État s'est engagé dans la voie des politiques d'action affirmative afin d'éliminer la pauvreté et l'inégalité sociale au Brésil. Il faut se demander à quel point des politiques d'action affirmative peuvent affecter l'identité du pays :

Are these policies capable of throwing the myth of racial democracy to the proverbial dustbin of history? Or, on the contrary, will they provoke a backlash that might make the myth of racial democracy and the celebration of racial-mixture even stronger in the social imaginary of the Brazilian people? Much will depend, of course, on the dynamics of Brazilian politics.<sup>438</sup>

Parmi les scénarios probables, il est possible que, dans l'avenir, la vision racialisée de la société brésilienne devienne dominante, ce qui changerait l'identité nationale de manière significative.<sup>439</sup> Un nouvel ordre d'identification raciale serait l'ultime preuve que le peuple brésilien s'est engagé dans la voie du pluralisme et aura mis de côté le mythe. C'est justement le niveau d'identification raciale au sein de la population brésilienne qui est intéressant.<sup>440</sup>

Si certaines personnes tiennent fort au mythe, ce n'est pas pour des raisons négatives telles nier l'existence de races (car le pluralisme social est un concept accepté au pays) ou perpétuer la silencieuse dominance blanche, mais plutôt à cause d'une certaine résistance aux idées venues d'ailleurs. Est-ce simplement une peur de bâtir une société modelée sur celui qui existe aux États-Unis?

The feeling of indignation which abounds in the texts condemning the quota system seem rather motivated by the concern that the racialization of Brazilian society may be a threat to its sense of national identity. This is clear in the analysis of

---

436 *ibid.*, p.812.

437 HTUN, *loc. cit.*, p.85.

438 SOUSA et NASCIMENTO, *loc. cit.*, p.140.

439 *ibid.*, p.140.

440 AROCENA, Felipe. 2007. « Multiculturalism in Brazil, Bolivia and Peru ». *Race & Class*, vol. 49, no 4, p.19.

journalist Ali Kamel, who claims that [...] « Racism is not the main problem in this country. It exists here, as it exists everywhere but, among us, it is far from being a characteristic of our identity. We are proud of our ideal of nation, the land of the mix-raced, in which the concept of race makes little sense. [...] I'm afraid we will no longer be the nation proud of its racial mixing to become a 'bicolor' country, racially divided into whites and blacks. »<sup>441</sup>

La fin du mythe de la démocratie raciale et la racialisation du pays seraient donc, pour certains analystes, une perte inquiétante d'identité nationale au profit d'une autre qui serait trop étrangère. Autant les Blancs que les Noirs sont opposés à des politiques réparatrices, non pas car le Brésil ne veut pas affirmer ses différences, mais plutôt car elle ne veut pas s'identifier avec d'autres pays dont les relations raciales sont jugées moralement inférieures ou dont l'expérience historique est douteuse. C'est dans ce contexte que les Brésiliens veulent être les auteurs du changement, et s'ils préfèrent tenir à un modèle quelconque, c'est, selon eux, leur plein droit.

En somme, d'un côté, nous avons deux présidents (Fernando Henrique Cardoso et Luis Inácio Lula da Silva) voués à éliminer la discrimination raciale, avec une partie de la population qui appuie ses efforts et qui commence à transformer ses attitudes et identités, et de l'autre côté, le reste de la population qui préfère considérer le mythe de la démocratie raciale comme étant bien fondé moralement. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le mythe persiste toujours dans l'imaginaire de la population brésilienne en tant qu'idéal social permettant des relations sociales harmonieuses, malgré les fortes critiques qu'on lui adresse ainsi que son rejet par l'État. Bien que le mythe n'existe plus de façon institutionnelle, elle perdure encore sous une forme de « gros bon sens » dans l'esprit du public. Cette transformation n'a toutefois pas empêché, comme on l'a vu, de faire croître le développement du pluralisme au Brésil.

#### 4.2 Pluralisme ou *backlash* national?

On a déjà dit que les transformations apportées dans l'espace public brésilien durant les dernières décennies soulignent le mouvement de pluralisation culturelle et politique du pays. La reconnaissance des identités sociales de certains groupes ethniques, le développement d'un réseau d'appartenance et de mobilisation à caractère ethnique, ainsi que la mise en place de législation visant la protection et la préservation de formes de vies indigènes (au lieu d'une assimilation pure au mode de vie brésilien) sont des exemples de l'essor du pluralisme.<sup>442</sup>

---

441 SOUSA et NASCIMENTO, *loc. cit.*, pp.138-139.

442 MEDEIROS (2008), *op. cit.*, p.95.

Le fait d'accepter ce phénomène de pluralisme signifie-t-il que le Brésil est plus ouvert aux idées venues d'ailleurs? On le sait, les Brésiliens des années 1920 avec le *Modernismo* ont rejeté l'Europe pour se consacrer au développement du caractère national brésilien. Le mouvement pour découvrir le véritable pays s'est inscrit dans une volonté d'opposition à l'extérieur en valorisant le national au sein d'un processus profond d'autoréflexion. Ce processus a donc directement modelé l'identité nationale. C'est pour cela que tout modèle proposant une façon de vivre ou un « état d'esprit » venu d'ailleurs est perçu comme une menace.

Dans ce sens, la perception que l'identité nationale du Brésil est menacée par des concepts étrangers peut causer un refoulement qui créerait un engagement plus prononcé envers les valeurs-clés de l'identité nationale brésilienne. Certains sont allés même jusqu'à considérer que des politiques venues de l'étranger pourraient mener à des conflits raciaux jamais vus au Brésil.<sup>443</sup> Cela dit, le nationalisme brésilien a encore un outil qui lui permet de maintenir son unité: ses symboles. Comme ils recourent divers groupes ethniques et diverses classes sociales, il est possible d'affirmer que les symboles brésiliens ont une forte résonance avec le peuple. Ils ne sont pas abstraits, mais des véritables manifestations culturelles transformées en symboles et mythes nationaux, et qui, dans le contexte de pression extérieure, sont redevenus en vogue :

Recently, we can notice a greater emphasis on national and regional forms of cultural expressions as well as an intensification of nationalist feelings, evident, for example, in the widespread use of Brazilian symbols, especially the flag, in clothing and adornments, as well as in the fanatic enthusiasm demonstrated by the population for Brazilian artists and athletes in international competitions, or any other aspect of Brazilian life that can be positively recognized abroad.<sup>444</sup>

Malgré la célébration des formes culturelles régionales qui existent au sein de l'espace national, ce retour vers le nationalisme nie toujours à la fois l'inégalité persistante entre les régions ainsi que les mouvements identitaires et culturels qui marquent le changement lent mais progressif du pays vers la pluralisation sociale. Encore aujourd'hui, on peut voir qu'une partie significative de la population blanche du Sud du pays se « méfie » du nord-est du pays.

Il y aurait donc un contraste entre deux Brésils ayant des différences ethniques, culturelles et économiques.<sup>445</sup> Bien qu'il s'agisse de la reproduction de vieux préjugés, le fait demeure que les différences ne sont pas négligeables entre les deux régions, ce qui les ferait perdurer. L'existence de cultures et identités différentes au sein du territoire national vient donc mettre de la pression sur la représentation du pays. La question qui se pose pour l'identité nationale du Brésil est donc claire : si le

---

443 SOUSA et NASCIMENTO, *loc. cit.*, p.141.

444 *ibid.*, pp.141-142.

445 AROCENA, *loc. cit.*, p.7.

pluralisme est le modèle à suivre, comment traiter de l'identité nationale du pays? Autrement dit, c'est quoi le Brésil, et c'est quoi être Brésilien dans un contexte de pluralisation sociale?

#### 4.3 Brésil ou *brasis*?

Le pluralisme identitaire et la stratégie multiculturaliste employée par l'État sont centraux à l'identité du pays. D'un côté, l'État a modifié sa Constitution et a appuyé des mesures qui reconnaissent la diversité du pays. De l'autre, des groupes tels Noirs et les Indiens du Brésil sont en train de former des nouvelles identités à l'aide de leurs propres stratégies multiculturelles afin d'assurer leur reconnaissance et leur insertion au sein de l'identité nationale brésilienne.<sup>446</sup> Pour ces groupes, non seulement s'agit-il d'une question de reconnaissance de leurs droits, mais aussi de reconnaissance de leurs identités, puisque c'est sous cette forme qu'ils veulent employer la nouvelle citoyenneté afin de (re)construire l'identité du pays plus à l'image de leurs propres besoins et intérêts. Ils veulent donc créer des cultures indépendantes mais qui coexistent tout de même avec les autres cultures du pays.

Não estamos lutando contra a ditadura, mas por conquistar e afirmar direitos. E não são direitos genéricos, mas direitos definidos e localizados. [...] Estamos aprendendo a reconhecer diferenças. A reconhecer o outro. Isso é democracia. No Brasil, não temos essa cultura de olhar o outro em sua individualidade. [...] Nossa sociedade começa a se abrir para a necessidade de comportar essa expressão plural os direitos segmentados. [...] Entretanto, nos podemos nos iludir – esse processo é pouco brasileiro, é algo estranho à nossa cultura. Nossa cultura é autoritária, tem mecanismos de exclusão afiados. Repito: estamos aprendendo.<sup>447</sup>

Bien que le conflit ethnique n'ait pas escaladé au point de causer de violence politique, le défi du Brésil serait de transformer le pays en véritable démocratie raciale dans laquelle la diversité culturelle est respectée, tout en gardant le pays unifié.<sup>448</sup>

Pour les mouvements indigènes, force est de constater que la démocratie n'a que partiellement permis d'améliorer les droits des natifs et que la culture assimilationniste persiste au sein des institutions brésiennes. Les contraintes économiques et l'idéologie nationaliste sont les facteurs qui influencent le plus l'avancement des indigènes.<sup>449</sup> Cela dit, les luttes aborigènes dans les processus de démocratisation des années 1980 ont permis d'exposer à la société brésilienne la complexité du cas indigène (il y aurait plus de 200 ethnies indigènes au Brésil<sup>450</sup>), mais aussi des nouvelles conceptions

446 *ibid.*, p.8.

447 AGUIAR., p.108.

448 AROCENA, *loc. cit.*, p.8.

449 RODRIGUES, Maria Guadalupe Moog. 2002. « Indigenous Rights in Democratic Brazil ». *Human Rights Quarterly*, vol. 24, no 2 (mai), p.488.

450 PERZ, Stephen G., Jonathan WARREN et David P. KENNEDY. 2008. « Contributions Of Racial-Ethnic Reclassification And Demographic Processes To Indigenous Population Resurgence: The Case of Brazil ». *Latin American Research Review*, vol. 43, no 2, p.28.

de race et d'ethnicité qui ont permis de valoriser les identités autochtones. Ceci a poussé de nombreuses personnes n'appartenant pas à des groupes indigènes à s'identifier en tant qu'indigènes et à se mobiliser socialement pour leurs causes : « Exposure to people who valorize indigenous identity and the realization of shared struggles, prompted racial-ethnic reclassification alongside indigenous mobilization. »<sup>451</sup>

Malgré ces efforts, les luttes pour les droits indigènes continuent. Le fait d'avoir un nombre important de groupes aborigènes diversifiés ainsi que les disputes politiques entre l'União das Nações Indígenas (UNI) et le Conselho Indigenista Missionário (CIMI) sur la direction du mouvement national indigène ont été des facteurs qui ont divisé les groupes autochtones du Brésil et leur ont forcé de remettre l'emphase sur des questions locales, dont l'opposition gouvernementale aux revendications territoriales.<sup>452</sup>

S'il n'y a jamais eu de mouvement identitaire blanc au Brésil en tant que tel, c'est qu'au fond, dans les conceptions de race au Brésil, l'ethnicité blanche (ou l'identité blanche) a l'avantage d'être implicite : « I suggest that the success of the Brazilian race ideology derives precisely from its pretense of suppressing biological notions of race, which are translated into a dissimulated vernacular and continue to operate in the same way as white ethnicity: unnamed, implicit, and reigning in silent hegemony.<sup>453</sup> » Cela dit, quand l'identité n'est pas affirmée, elle est comprise comme étant blanche et male.<sup>454</sup> Malgré cela, on voit tout de même que certains groupes d'immigrants ne sont toujours pas complètement assimilés au sein de la culture brésilienne, comme c'est le cas des Allemands de Blumenau, dans l'État de Santa Catarina, dans le Sud du Brésil.<sup>455</sup>

En étant blancs et vivant dans une région du pays relativement stable économiquement, la question de leur inclusion sociale n'était jamais en question. Donc, ces Allemands-Brésiliens n'ont pas eu besoin de développer leur identité dans le but de réclamer des droits, même si, comme c'était le cas des immigrants italiens et japonais aussi, leur allégeance durant la deuxième guerre mondiale était en question. Les Allemands-Brésiliens ont tout de même maintenu une part de leur identité, qui, malgré qu'elle soit reconnue comme étant blanche, leur était importante car elle se distinguait d'une identité brésilienne.

---

451 *ibid.*, p.13.

452 *ibid.*, p.12.

453 NASCIMENTO, *loc. cit.*, p.862.

454 *ibid.*, p.874.

455 ALIAGA-BUCHENAU, Ana-Isabel. 2007. «German Immigrants in Blumenau, Brazil: National Identity in Gertrud Gross-Hering's Novels ». *The Latin Americanist*, (printemps), p.18.

Les Japonais-Brésiliens, pour leur part, ont développé leur propre culture lorsque la position internationale du Japon s'est accrue. Pour eux, la question de l'identité est intimement liée à la question de la force de l'identité japonaise. Lorsque celle-ci est perçue positivement, de nombreux Japonais-Brésiliens s'y identifient.<sup>456</sup>

The importance of Japan's changing global stature in shaping and reshaping Japanese-Brazilian ethnic experiences in Brazil continues to be demonstrated today among the younger generations, who have again renegotiated their minority status and identity in response to an entirely new global context. The result has been a re-assertion of their 'Japanese' ethnic identity after decades of assimilative attempts to become more Brazilian because of the positive meanings of Japaneseness that now prevail in the global ecumene.<sup>457</sup>

Cette identification inclut, entre autres, le désir d'épouser d'autres Japonais-Brésiliens. Aujourd'hui, les jeunes qui s'identifient comme étant des Nikkei (descendants japonais) continuent de se percevoir comme étant des élites brésiliennes ethniques. Leur auto-affirmation n'est pas, cependant, une affirmation d'une identité fixe, mais plutôt la création d'une nouvelle identité culturelle qui serait issue de l'espace pluraliste et citoyen qui s'est développé dans les dernières décennies.<sup>458</sup>

Toutefois, d'autres préfèrent s'identifier à la culture blanche et vont aller jusqu'à se « blanchir ». Dans le cas de générations plus vieilles dont les parents ont immigré au Brésil avant la Deuxième Guerre Mondiale, nombreux ont tendance à mépriser le Japon, les Japonais ainsi que d'autres orientaux tout en admirant l'occident.<sup>459</sup>

Bien qu'il y ait une revalorisation du Japon et de la culture japonaise, le blanchiment des Japonais-Brésiliens est commun et demeure problématique, car nombreux d'eux, soit en recevant des diplômes universitaires (car « l'argent blanchit », comme on dit au Brésil) ou soit en épousant des Brésiliens blancs (en ayant donc une progéniture blanche), se sont blanchis.<sup>460</sup> Cela dit, la position des Japonais-Brésiliens demeure mutable, instable.

Le phénomène de blanchiment existe aussi chez de nombreux Noirs qui s'identifient comme étant des « noirs conscients ». Ce n'est que récemment que les Noirs de classe moyenne se limitent à se marier au sein du même groupe racial afin de « contourner » le blanchiment. Nombreux d'entre eux, ayant

---

456 « Japan's emergence as the world's leading economic power made a positive impact on the collective self-perception of younger generations of Japanese Brazilians in São Paulo ». NISHIDA, Mieko. 2009. « 'Why Does a Nikkei Want to Talk to Other Nikkeis?': Japanese Brazilians and Their Identities in São Paulo ». *Critique of Anthropology*, vol. 29, p.430.

457 TSUDA, Takeyuki Gaku. 2001. « When identities become modern: Japanese emigration to Brazil and the global contextualization of identity ». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, no 3, p.428.

458 NISHIDA, *loc. cit.*, p.440.

459 NISHIDA, *loc. cit.*, p.432.

460 *ibid.*, p.432.

grandi et étudié avec des Brésiliens blancs, se sentent parfois plus près culturellement des Blancs de classe moyenne que de la majorité de la population afro-brésilienne, qui est pauvre. Ces jeunes qui s'auto-identifient comme des Noirs se retrouvent pris entre leur identité politique et leur préférence personnelle, et sentent parfois la culpabilité d'avoir un partenaire blanc.<sup>461</sup>

Ces exemples démontrent comment les luttes pour les droits et la reconnaissance identitaire sont incomplètes pour certains groupes. Pour d'autres groupes de personnes, l'appartenance identitaire n'est pas forte, mais il y a une préférence pour les identités blanches. Cela montre comment il y a toujours une hiérarchie des identités au Brésil. La citoyenneté au Brésil a donc le défi de non seulement assurer les droits des groupes sociaux, mais aussi d'assurer que les identités qui font partie de l'espace social appartiennent à la nation.

En somme, c'est dans l'apprentissage des droits et d'un modèle de citoyenneté qui privilégie le pluralisme culturel que le Brésil d'aujourd'hui va se développer son identité. Nouveaux droits, nouvelle citoyenneté. Nouvelle citoyenneté, nouvelle identité. La reconnaissance de la différence et le respect de ce droit est donc importante pour la redéfinition d'une identité brésilienne.

Quelle est cette identité nationale brésilienne qui accepte les différences? Elle ne peut être celle postulée par Gilberto Freyre, ni celle élaborée par les régimes centralisateurs de Getúlio Vargas ou, par la suite, des dictatures militaires. Elle se trouve ailleurs. Non pas à un, mais à plusieurs endroits.

Considerando que vários dos nossos informantes vêem diferentes modos de se *ser brasileiro* e não mais uma única forma de se *ser brasileiro*, forma essa geralmente idealizada ou mesmo caricata, surge uma tendência que esboça novas interpretações mais realistas, enxergando para além da imagem estereotipada os muitos "brasis".<sup>462</sup>

Ces multiples "brasis" sont, dans un sens, les possibles visions nationales ou identités nationales. Siquiera affirme qu'en réalité, il n'est pas facile de parler avec exactitude d'un pays d'une étendue continentale et aussi complexe que le Brésil : « São tantos brasis, tão incompletos, e cada pessoa que se engaja em tal tarefa, naturalmente, ancora-se em determinadas perspectivas que podem ser muito bem recebidas ou simplesmente gerar bastante controvérsia. »<sup>463</sup>

Pour Octavio Ianni, le Brésil serait toujours à la recherche de concepts et continuellement en train de (se) débattre afin de se connaître, se définir et de trouver sa place dans le monde : « Dentre as muitas

461 NISHIDA, *loc. cit.*, p.440.

462 SCHEYERL Denise et Sávio SIQUEIRA. 2008. « O Brasil pelo Olhar do Outro: Representações de Estrangeiros Sobre os Brasileiros de Hoje ». *Trab. Ling. Aplic.*, vol. 47, no 2 (juillet/décembre), Campinas (São Paulo), p.388.

463 SIQUEIRA, Sávio. 2005. Um Lugar chamado Brasil. Artigo apresentado como trabalho da disciplina LET 683, Representações Identitárias, do Programa de Pós Graduação em Letras e Linguística da UFBA. Salvador (inédit), in SCHEYERL, *loc. cit.*, p.388.

interpretações, sejam abrangentes, sejam particulares, há sempre uma inquietação sobre o que foi, o que tem sido e o que poderá ser o país, como se fosse uma nebulosa informe, ao acaso, em busca de articulação e direção.<sup>464</sup> » C'est pourquoi dans l'histoire du Brésil, il n'y a pas un seul mythe fondateur, mais plusieurs. Faire émerger les mythes fondateurs n'est pas une tentative d'ériger un mythe fondateur principal, mais de montrer à quel point elles peuvent avoir des versions différentes selon qui raconte le mythe.<sup>465</sup>

No caso da sociedade brasileira, às vezes se tem a impressão de que a sua história se traduz e é reduzida a uma coleção de mitos, originários de tipos, que teriam sido elaborados no empenho de compreender ou explicar situações, acontecimentos, dilemas, perspectivas. Diante da realidade histórico-social complexa e problemática, elaboram-se tipos, com os quais a realidade se revela inteligível.<sup>466</sup>

Dans l'histoire du pays, divers personnages-types sont devenus partie du folklore national et font partie des mythes nationaux. Autant *O Guarani* de José de Alencar (1857) que *Macunaíma* de Mario de Andrade (1928) sont des exemples d'œuvres dans lequel les personnages principaux sont des personnages-clés de l'imaginaire national, chacun à leur façon selon leur époque. Si le premier évoquait le caractère tropical de la nation à travers l'Indien, le second, lui, représentait plutôt le Brésil métissé. De nos jours, les personnages-types sont les citoyens qui existent sur le territoire en fonction de leurs identités particulières. Zumbi de Palmares, le révolutionnaire noir qui fonda le plus important *quilombo*, Palmares, qui devint, pour près de cent ans presque une république à part entière, est un personnage-clé pour le mouvement afro-brésilien aujourd'hui,<sup>467</sup> et l'anniversaire de sa mort est officiellement célébrée au Brésil comme une journée de conscience noire, suite à des initiatives de la part des mouvements noirs dans les années 1980, et par la suite, du Ministère de la Culture, qui fonda la Fundação Cultural Palmares.<sup>468</sup> D'ailleurs, cette fondation, qui vise à préserver, protéger et disséminer la culture noire ainsi que chercher à inclure et développer la population noire au Brésil, porte le nom du *quilombo* fondé par Zumbi.<sup>469</sup> Le fait que les récits et les mythes peuvent être compris et vécus de diverses façons s'apparente bien au Brésil d'aujourd'hui.

Le concept d'identité est complexe et tenter de parler d'une identité nationale est difficilement réalisable dans la « modernité tardive » d'aujourd'hui, puisque des changements structurels sont en train de transformer les sociétés contemporaines et « fragmente les paysages culturels de classe, genre, sexualité, ethnie, race et nationalité, qui nous fournissaient, dans le passé, de solides points de repère

464 IANNI, *loc. cit.*, p.5.

465 BACKES, Carmen. 2000. *O que é ser brasileiro?* São Paulo: Escuta, p.22.

466 IANNI, *loc. cit.*, pp.8-9.

467 MOURA MOURA, Clovis. 1987. *Os quilombos e a rebelião negra*. São Paulo: Brasiliense, p.48.

468 MARTINS, *loc. cit.*, pp.793-795.

469 Site internet du Ministère da cultura – Fundação Cultural Palmares, [http://www.palmares.gov.br/001/00101001.jsp?ttCD\\_CHAVE=2&btOPERACAO=](http://www.palmares.gov.br/001/00101001.jsp?ttCD_CHAVE=2&btOPERACAO=), visualisé le 13 avril 2010.

en tant qu'individus sociaux.<sup>470</sup> » Donc, le Brésil aurait ses propres singularités, mais elles n'apparaissent pas comme fixes ou monolithiques. Il existerait plusieurs pays au sein du même pays, et d'innombrables identités brésiliennes ayant chacune ses particularités.<sup>471</sup>

Certains auteurs affirment qu'aujourd'hui, même si on ne nie pas l'existence d'une identité nationale ou une « culture brésilienne », le développement d'identités multiples, par exemple des identités régionales, fait que le seul moyen d'être national dans un pays aussi immense que le Brésil, c'est d'être régional en même temps.<sup>472</sup> Ruben George Oliven ajoute : « What is happening in Rio Grande do Sul seems to indicate that today, for the gaúcho, the national is realized through the regional. That is, the people of Rio Grande do Sul can only be Brazilian if they are gaúcho first.<sup>473</sup> » Dans ce sens, l'unité du pays est maintenue, mais c'est la *brasilidade*, le caractère national, qui change.

Il est certain que le Brésil se voit toujours comme le pays hétérogène ayant un territoire régionalement diversifié qui existe depuis l'époque du Romantisme littéraire brésilien (1845-1875). Cependant, selon l'écrivain Affonso Romano de Sant'Anna, le Brésil a changé de peau, et certainement d'ossature aussi : « É legítimo que o Brasil de hoje não seja exatamente o de ontem, assim como o de amanhã não será o de agora. Isto contraria aquela definição de brasilidade como uma essência algo imutável, idêntica a si mesma no fluir dos anos.<sup>474</sup> » À ce sujet, certains chercheurs ont tenté de mettre l'accent sur la singularité brésilienne et la pluralité du « *Ser brasileiro* » :

Como entender um povo que tem tantas versões da sua história, do que quer e do que acredita? E como entender que somos, cada um, parte de um povo que são tantos e tão diversos? [...] Somos um povo que se busca, que ansiosamente deseja – e mesmo precisa! – se encontrar, até para entender o que pode esperar de si e do país. Vivemos num país complexo, desigual, diferenciado.<sup>475</sup>

Buarque da Hollanda en dit autant sur la complexité : « Somos um país com uma identidade, no mínimo, complexa. »<sup>476</sup> De plus, elle affirme que l'identité du pays est mobile, qui fuit de ses propres frontières, et qui ne se laisse pas fixer.<sup>477</sup>

---

470 HALL, Stuart. 2005. *Identidade Cultural na Pós-modernidade*. 10e. éd. Trad. Tomaz Tadeu da Silva e Guacira Lopes Louro. São Paulo: DP&A, p.9, in SCHEYERL, loc. cit., pp.388-389.

471 SCHEYERL, loc. cit., p.389.

472 OLIVEN (2006), loc. cit., p.307.

473 OLIVEN, Ruben George. 1999. « Two Sides of the Same Coin: Modern Gaúcho Identity in Brazil ». *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 4, no 2 (mars), pp.123.

474 AGUIAR, Luiz Antonio et Marisa SOBRAL (org.). 2001. *Para entender o Brasil*. São Paulo: Alegro, p.18.

475 *ibid.*, pp.9-10.

476 *ibid.*, p.106.

477 *ibid.*, p.108.

Cela dit, s'il y a plusieurs perspectives qui permettent d'ouvrir une discussion sur l'identité du Brésil, il est peut-être trop tôt pour définir adéquatement l'identité nationale du Brésil seulement une dizaine d'années dans le nouveau siècle. Certainement, la persistance du mythe de la démocratie raciale, malgré qu'elle soit sous une forme moins offensive et plus idéalisée, ainsi que le potentiel de reflux vers le nationalisme brésilien plus traditionnel, c'est-à-dire vers les éléments et symboles plus reconnaissables de l'identité brésilienne, sont deux facteurs qui mettent un frein au développement d'une nouvelle identité nationale à part entière. Toutefois, le développement d'une nouvelle citoyenneté, armée de nouveaux droits, ainsi que l'acceptation du pluralisme social, mettent constamment la pression sur le pays et tendent à forcer le changement. Résumant la situation,

The future of Brazilian national identity, and the myth of racial democracy that traditionally contributed to its formation, are in flux. One thing however seems to be certain: racial discrimination in Brazil has become inadmissible in society's eyes. Brazil has the option of either adopting a multicultural view of race relations, or preserving the myth of racial democracy by transforming it into reality. The fact is that Brazilian society has finally decided to come to terms with its racial inequalities.<sup>478</sup>

Il est possible de croire, maintenant, que le Brésil est en voie de devenir le pays de l'avenir tant souhaité.

En conclusion, il est important de noter, malgré cet optimisme, quelques ambiguïtés et processus hétérogènes qui pourraient faire que le Brésil tardera à arriver à ce paradis démocratique tant souhaité. D'abord, notons que les droits juridiques n'ont pas avancé au même pas pour tous. Si certains groupes jouissent aujourd'hui de tous les droits démocratiques disponibles, d'autres, tels les autochtones, luttent toujours à se faire reconnaître leur droit à la différence. D'autre part, si les droits politiques et civils ont été étendus, les droits sociaux ont connu un net recul sous le projet néolibéral. Les droits juridiques sont donc pris dans un processus dans lequel les droits sont variables selon les acteurs et/ou selon le type de droit en question.

Il y a un processus ambigu dans la mesure où le projet néolibéral propose un discours qui semble faire avancer la cause de la citoyenneté, mais qui en termes réels fait reculer les droits sociaux, diminuant la portée effective de la citoyenneté et l'appartenance de certains groupes marginaux à l'espace social national. La conséquence est d'augmenter les critiques face à l'État et joue contre l'image progressiste et démocratique du pays. La participation citoyenne, de plus, diminue face à une citoyenneté incomplète et tend à révéler l'injustice dont le Brésil tente de se débarrasser depuis le retour de la démocratie durant les années 1980. Le problème social ne sera pas réglé de sitôt.

---

478 SOUSA et NASCIMENTO, *loc. cit.*, p.142.

Le développement d'une démocratie devrait signaler que l'État agisse au nom du peuple, mais curieusement, comme il fut pour le cas des politiques d'action affirmative et des quotas, il semblerait que l'État ait voulu agir au nom du peuple sans son accord, et ce, sans causer un questionnement profond sur la nature démocratique du système politique brésilien. Malgré que les craintes puissent être légitimes, il est étonnant de voir comment le peuple brésilien, voulant une société juste et égalitaire, voudrait nier la formation d'identités raciales ainsi qu'une société racialisée, qui serait bénéfique à un nombre important de Brésiliens. Le phénomène de blanchiment est encore assez commun, et si les Afro-Brésiliens, par exemple, ont trouvé une légitimité identitaire, on n'a pas vu un mouvement massif se lancer vers ces représentations identitaires. Il y aurait donc une persistance de l'hierarchisation des couleurs de peau, si ce n'est pour dire des races. Cette hierarchisation est incompatible avec une citoyenneté qui prend comme valeur centrale l'égalité de tous peu importe les différences.

Considérant ces dernières remarques, il n'est donc pas surprenant de voir pourquoi l'identité nationale du Brésil demeure complexe et difficilement identifiable à l'extérieur des symboles nationaux traditionnels ayant un lien avec le mythe de la démocratie raciale, qui a toujours une présence dans l'esprit du peuple.

## Conclusion

Ce mémoire cherche à comprendre comment la nouvelle citoyenneté au Brésil a affecté l'identité nationale du pays durant la période 1994-2006. Trois concepts importants, soit, les droits juridiques, la citoyenneté et l'identité nationale, sont au cœur de l'analyse.

Le retour des droits juridiques dans le cadre du processus de transition démocratique au Brésil durant les années 1980 ainsi que le développement des droits sociaux a permis d'apporter des changements significatifs à la citoyenneté par rapport aux périodes antérieures. La nouvelle citoyenneté au Brésil, qui considère les droits identitaires comme des droits sociaux, a affecté le cadre démocratique par une reconfiguration des forces sociales et a permis une ouverture au pluralisme social qui a eu comme effet de concevoir ce pays comme une nation composée d'acteurs socialement différenciés.

La reconnaissance légale de l'identité sociale des acteurs leur permet de sentir une appartenance à la nation en affirmant la valeur de leurs pratiques culturelles et symboliques particulières. Depuis les dernières décennies, la citoyenneté est devenue quelque chose de plus grand qu'un statut juridique en devenant aussi un statut identitaire promouvant un lien fort avec l'identité nationale. Le sentiment d'appartenance, en soi, permet et encourage la participation citoyenne, qui à son tour permet de bâtir l'identité nationale. Le sentiment d'appartenance à la nation fait donc le lien entre la citoyenneté et l'identité nationale et permet donc aux deux de se renforcer mutuellement.

La construction d'identités sociales qui n'existaient pas ou qui n'étaient pas reconnues dans l'espace sociopolitique brésilien antérieurement, permettant l'ouverture au pluralisme, a d'ailleurs créée une disjonction avec certains des mythes fondateurs qui sous-tendent l'identité nationale du Brésil.

L'hypothèse de ce mémoire supposait que la nature des transformations profondes au modèle citoyen ainsi que la reconnaissance de nouveaux groupes sociaux ont apporté une remise en question du mythe de la démocratie raciale à plusieurs niveaux, permettant de voir le Brésil comme un pays beaucoup

plus ouvert à l'identité des acteurs qui composent la société, peu importe leur couleur, classe ou religion. Cela aurait comme conséquence d'apporter une nouvelle forme à l'identité nationale.

La démocratie raciale a soutenu une citoyenneté incomplète et inégale. En devenant un mythe, la démocratie raciale s'est progressivement renforcée avec plusieurs symboles nationaux pour former l'identité nationale du pays. C'est en promouvant une égalité formelle entre les acteurs tout en masquant les inégalités qui étaient tout à fait présentes que le mythe de la démocratie raciale a construit l'identité nationale du Brésil.

Le développement des mouvements sociaux, le passage d'une société à majorité rurale à une société à majorité urbaine ainsi que l'accroissement de l'appareil étatique et l'augmentation massive de l'intervention étatique ont permis de créer le contexte dans lequel le Brésil viendrait à remettre en question la citoyenneté.

La nouvelle Constitution et l'agenda social développé par les groupes sociaux reconnus ont fait en sorte que l'État ne peut plus diriger seul, mais doit être à l'écoute de la société civile et respecter les identités des acteurs. Toutefois, si le pluralisme en tant que concept est reconnu, les particularismes concrets ne le sont pas.

Le mythe de la démocratie raciale est un exemple important d'un mythe qui ne tiendrait plus la route puisqu'il ne tient pas compte de la valeur des identités sociales; plutôt, elle masque les différences tout en privilégiant les personnes blanches de la société, qui ne représentent plus la majorité de la population. De plus, le mythe suppose une hiérarchisation des identités raciales, accentuant ainsi les inégalités socio-économiques. Au sein d'une société dans laquelle le pluralisme social et la citoyenneté prend progressivement plus de place, ce mythe est de plus en plus questionné.

L'articulation d'une nouvelle citoyenneté qui reconnaît l'identité des acteurs a donc mis en doute le mythe de la démocratie raciale, sur lequel l'identité du pays s'appuie particulièrement.

La citoyenneté brésilienne a avancé au point d'être plus ouverte à des discussions plus profondes ayant un lien avec la participation à l'espace national et ont pu mettre de la pression sur le mythe de la démocratie raciale.

En regardant de près la représentation du mythe et l'effet sur l'identité nationale, nous avons trouvé que le mythe persiste aujourd'hui au sein de la population, en tant que code moral idéal qui exprime le désir de vivre dans une société où la couleur de la peau n'importe pas. Cela est possible parce que les valeurs citoyennes et le pluralisme social ont été acceptés et sont attendues. Mais, les Brésiliens sont conscients du fait discriminatoire dans leur pays, ainsi que le besoin de palier aux inégalités structurelles historiques. La transformation de la citoyenneté a donc pu, dans une certaine mesure, modifier le mythe de la démocratie raciale.

Bien que le mythe ne soit plus l'idéologie officielle de l'État, il existe encore sous une forme de « gros bon sens » dans l'esprit de la population, malgré le développement du pluralisme au Brésil. Cela a mis les représentations nationales au grand jour : comment réconcilier pluralisme et un retour du nationalisme brésilien ? Pour de nombreux groupes identitaires au Brésil, les luttes pour les droits juridiques et la citoyenneté sont toujours en cours. Pour ces groupes, la citoyenneté est au cœur de la redéfinition de l'identité nationale. Le pluralisme social fait qu'il n'y a pas un seul « Brésil », mais plusieurs. Pour l'instant, il est difficile de définir l'identité nationale du Brésil précisément, puisqu'elle est en transformation et car elle se trouve à plus d'un endroit.

Si notre hypothèse s'est avérée vraie, elle l'est seulement dans une certaine mesure. S'il est vrai que les changements apportés à la citoyenneté ont affecté le mythe de la démocratie raciale, et que l'identité nationale du Brésil est différente de celle qui était connue au long du XXe siècle, il reste que de nombreux processus sont soit incomplets ou ambigus, tels une citoyenneté inachevée et la persistance du mythe, donc, les résultats attendus n'ont pu apporter tout le changement espéré.

En proposant des politiques plus universalistes qui viendraient attaquer le cœur du problème d'inégalité au Brésil, on parviendrait déjà à résoudre une partie du problème de citoyenneté. Pour le reste, il faudrait des changements culturels qui élimineraient toute notion de hiérarchisation des races et la culture de subordination. Dans ce cas, le Brésil serait déjà mieux placé pour soit rendre le mythe une réalité ou bien rendre le Brésil une véritable démocratie multiculturelle. Rendre le mythe réel serait l'accomplissement d'un paradis racial dans lequel un ordre démocratique aplanerait les différences raciales et socio-économiques. Il n'y aurait pas d'hiérarchisation sociale liée aux races, car, aux yeux de la société, les races n'existeraient tout simplement pas. L'autre option serait l'achèvement d'une démocratie multiculturelle dans laquelle des identités sociales définies selon des cultures ou races sont reconnues. On ne nierait pas les différences entre les identités; plutôt, en les adoptant, elles

seraient au cœur de la société qui aurait comme valeur centrale l'égalité de tous et toutes, peu importe l'origine, la race, le genre, la religion, etc.

## Bibliographie

- ABUD, Katia Maria. 1998. « Formação da Alma e do Caráter Nacional: Ensino de História na Era Vargas ». *Revista Brasileira de História*, vol. 18, no 36.
- AGUIAR, Luiz Antonio et Marisa SOBRAL (org.). 2001. *Para entender o Brasil*. São Paulo: Alegro. 367p.
- ALIAGA-BUCHENAU, Ana-Isabel. 2007. « German Immigrants in Blumenau, Brazil: National Identity in Gertrud Gross-Hering's Novels ». *The Latin Americanist*, (printemps), pp.5-22.
- ALMEIDA, Paulo Roberto et Katia de QUEIRÓS MATTOSO. 2002. *Une histoire du Brésil: pour comprendre le Brésil contemporain*. L'Harmattan, 142p.
- ALMINO, João. 2007. « O mito de Brasília e a literatura ». *Estudos Avançados*, vol. 21, no 59, pp.299-308.
- ANDERSON, Benedict. 2002 [1983]. *L'Imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalism*. Paris : La Découverte, 212p.
- ANDREWS, George Reid. 1996. « Brazilian Racial Democracy, 1900-90: An American Counterpoint ». *Journal of Contemporary History*, vol. 31, no 3 (juillet), pp. 483-507.
- AROCENA, Felipe. 2007. « Multiculturalism in Brazil, Bolivia and Peru ». *Race & Class*, vol. 49, no 4, pp.1-21.
- BACKES, Carmen. 2000. *O que é ser brasileiro?* São Paulo: Escuta, 162p.
- BAILEY, Stanley R. 2002. « The Race Construct and Public Opinion: Understanding Brazilian Beliefs about Racial Inequality and Their Determinants ». *The American Journal of Sociology*, vol.108, no 2 (septembre), pp. 406-439.
- BAILEY, Stanley R. 2004. « Group Dominance and the Myth of Racial Democracy: Antiracism Attitudes in Brazil ». *American Sociological Review*, vol. 69, no 5 (octobre), pp. 728-747.
- BALOYRA, Enrique A. 1986. « From Moment to Moment: The Political Transition in Brazil, 1977-1981 », Chap. in *Political Liberalization in Brazil: Dynamics, Dilemmas and Future Prospects*. Wayne A. SELCHER (dir. publ.). Boulder (Colorado): Westview Press.
- BARAN, Michael D. 2007. « "Girl, You Are Not Morena. We Are Negras!": Questioning the Concept of "Race" in Southern Bahia, Brazil ». *Ethos*, vol. 35, no 3 (septembre), pp. 383-409.
- BASTIDE, Roger et Florestan FERNANDES. 1971. *Branços e Negros em São Paulo*, 3e éd. São Paulo: Anhembi.

- BASTOS, Clarissa Rollin Pinheiro. 1993. *Metamorfose do ufanismo : um estudo sobre o ufanismo expansionista e o nacional ufanismo indagacao e critica*. Rio de Janeiro : s.n, 95p.
- BEAUCHEMIN, Jacques. 2004. *La Société des Identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Outremont (Montréal) : Athéna Éditions, 184p.
- BENNASSAR, Bartolomé et Richard MARIN. 2000. *Histoire du Brésil : 1500-2000*. Paris: A. Fayard, 629p.
- BERNARDINO, Joaze. 2002. « Ação Afirmativa e a Rediscussão do Mito da Democracia Racial no Brasil ». *Estudos Afro-Asiáticos*, vol. 24, no 2, pp.247-273.
- BESSE, Susan K. 2005. « Defining a "National Type": Brazilian Beauty Contests in the 1920s ». *Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe*. vol. 16, no 1 (janvier-juin).
- BORAN, Anne. 1989. « Popular Movements in Brazil: A Case Study of the Movement for the Defence of Favelados in São Paulo ». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 8, no 1, pp. 83-109.
- BUCCI, Eugênio. 2000. (org.) *A TV aos 50 : criticando a televisao brasileira no seu cinquentenario*. São Paulo : Fundação Perseu Abramo, 201p.
- BUCCI, Eugênio. 2005. *Brasil em tempo de TV*. São Paulo: Boitempo, 182p.
- BURNS, Edward B. 1968. *Nationalism in Brazil*. New York: Praeger, 158 p.
- CARDOSO DE OLIVEIRA, Luís R. 2005. *Droit légal et insulte morale : dilemmes de la citoyenneté au Brésil, au Québec et aux États-Unis*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 164p.
- CARVALHO, José Murilo de. 1998. « O motivo edênico no imaginário social brasileiro ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Associação Nacional de Pós-Graduação em Ciências Sociais (Anpocs), Vol.13, no 38, out./dez., pp.63-79,
- CARVALHO, José Murilo de. 2000. « Dreams Come Untrue ». *Daedalus: Brazil: The Burden of the past, The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), pp. 57-82.
- CARELLI, Mario. 1990. « Autoportraits du Brésil ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, no 25 (janvier), pp. 29-35.
- CASTIÑEIRA, Àngel. 2007. « Nations imaginées: identité personnelle, identité nationale et lieux de mémoire », in GAGNON, Alain-G., André Lecours et Geneviève Nootens (dir.publ.). *Les nationalismes majoritaires contemporains*, Montréal, Québec-Amérique, pp.81-83.
- COVIN, David. 1990. « Afrocentricity in O Movimento Negro Unificado ». *Journal of Black Studies : Afrocentricity*, vol. 21, no 2, (décembre), pp. 126-144.
- DAGNINO, Evelina. 2003. « Citizenship in Latin America: An Introduction ». *Latin American Perspectives*; Issue 129, vol. 30, no 2 (mars), pp.211-225.
- DAGNINO, Evelina. 2007. « Dimensions of Citizenship in Contemporary Brazil ». *Fordham Law Review*, vol. 75, no 5 (avril), pp. 2469-2482.

- DA MATTA, Roberto. 1973. « O Carnaval como um rito de passage ». *Ensaio de Antropologia Estrutural*. Petrópolis: Vozes.
- DA MATTA, Roberto. 1992. *Brasileiro: Cidadão?* São Paulo: Cultura, 268p.
- DA MATTA, Roberto. 1997. *Carnavais, Malandros e Herois*. Rio de Janeiro : Rocco, 350p.
- DA MATTA, Roberto. 2001. *O que faz o brasil, Brasil?* Rio de Janeiro : Rocco, 126p.
- DAMO, Arlei Sander. 2002. *Futebol e Identidade Social : uma leitura antropológica das rivalidades entre torcedores e clubes*. Porto Alegre: Editora da UFRGS. 159p.
- DEBS, Sylvie. 2002. *Cinéma et littérature au Brésil : les mythes du Sertão : émergence d'une identité nationale*. Paris : L'Harmattan, 359 p.
- DE LA FUENTE, Alejandro. 1999. « Myths of Racial Democracy: Cuba, 1900-1912 ». *Latin American Research Review*, no 34, pp.39-73.
- DELLA CAVA, Ralph. 1989. « The "People's Church," the Vatican and Abertura ». Chap. in *Democratizing Brazil: Problems of Transition and Consolidation*, Alfred STEPAN. (dir. publ.) New York: Oxford University Press, 424p.
- DIACON, Todd. 1995. « Bringing the Countryside Back in: A Case Study of Military Intervention as State Building in the Brazilian Old Republic ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 27, no 3 (octobre), pp. 569-592.
- DUCHASTEL, Jules. 2003. « La citoyenneté dans les sociétés contemporaines : Nouvelles formes de médiation entre l'individu et le politique », p.59. Chap. in. *Reconnaissance et citoyenneté : au carrefour de l'éthique et du politique*. Jean-Marc LAROUCHE (dir. publ.). Sainte-Foy (Que., Presses de l'Université du Québec.
- DUTRA, Eliana de Freitas. 2000. «The Fusion of Races as Locus of Memory ». *Diogenes*, vol. 48, no 191, pp.25-36.
- ECO, Umberto. 2001. [1968] *A estrutura ausente*. São Paulo: Perspectiva.
- ENDERS, Arnelle. 1997. « Le lusotropicalisme ». *Lusotopie*, pp. 201-210.
- FERNANDES, Florestan. 1965. *A integração do negro na sociedade de classes*. São Paulo: Cia Editora Nacional.
- FOWERAKER, Joe. 2001. « Grassroots Movements and Political Activism in Latin America: A Critical Comparison of Chile and Brazil ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, no 4 (novembre), pp. 839-865.
- FREYRE, Gilberto. 1974 [1933]. *Maîtres et esclaves – La formation de la société brésilienne* [Casa Grande e Senzala]. Paris : Éditions Gallimard, 550p.
- FRY, Peter. 1995. « O que a cinderela negra tem a dizer sobre a política racial brasileira ». *Revista USP*, no 28 (décembre-février), pp.122-135.

- FRY, Peter. 2000. « Politics, Nationality, and the Meanings of "Race" in Brazil ». *Daedalus: Brazil: The Burden of the past; The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), pp.83-118.
- GELLNER, Ernest. 1983. *Nations and Nationalism*, Blackwell: Oxford.
- GELLNER, Ernest. 1989 [1983]. *Nations et Nationalisme*. Trad. de l'anglais par Bénédicte Pineau. Paris : Payot, 208p.
- GELLNER, Ernest. 1994. *Nations et Nationalismes*. Paris: Payot.
- GOIRAND, Camille. 1997. « De Vargas à Collor, visages du populisme brésilien ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire : Les populismes*, no 56 (octobre-décembre), pp.142-160.
- GOIRAND, Camille. 2003. « Citizenship and Poverty in Brazil ». *Latin American Perspectives : Citizenship in Latin America*, vol. 30, no 2 (mars), pp.18-40.
- GOMES, Angela de Castro. 1999. « A « cultura histórica » do Estado Novo ». *Luso-Brazilian Review*, vol. 36, no 2 (hiver), pp. 103-108.
- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2001. « A questão racial na política brasileira (os últimos quinze anos) ». *Tempo Social, revista de sociologia da USP*, São Paulo, vol. 13, no 2 (novembre), pp.121-142.
- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2002. *Clases Raças e Democracia*. São Paulo: Editora 34, 231p.
- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2004. « Preconceito de cor e racismo no Brasil ». *Revista de Antropologia*, São Paulo: USP, vol. 47, no 1, pp.9-43.
- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2005. *Racismo e anti-racismo no Brasil*. São Paulo: FUSP-Fundação de Apoio a Universidade de São Paulo: Ed. 34, 254p.
- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo. 2006. « Depois da democracia racial ». *Tempo Social, revista de sociologia da USP*, vol. 18, no 2, pp.269-287.
- HALL, Stuart. 1990. « Cultural Identity and Diaspora ». Chap. in *Identity: Community, Culture, Difference*. Jonathan RUTHERFORD (dir. publ.). London: Lawrence and Wishart.
- HALL, Stuart. 2005. *Identidade Cultural na Pós-modernidade*. 10e. éd. Trad. Tomaz Tadeu da Silva e Guacira Lopes Louro. São Paulo: DP&A.
- HASENBALG, Carlos and Nelson do VALLE SILVA. 1999. « Notes on Racial and Political Inequality in Brazil ». Chap in *Racial Politics in Contemporary Brazil*. M. HANCHARD, (dir. publ.). Durham, NC: Duke University Press.
- HASSENTEUFEL, Patrick. 1996. « L'État-providence ou les metamorphoses de la citoyenneté ». *L'année sociologique*, vol .46, no 1, pp.127-149.
- HTUN, Mala. 2004. « From "Racial Democracy" to Affirmative Action: Changing State Policy on Race in Brazil ». *Latin American Research Review*, vol. 39, no 1 (février), pp.60-89.

- IANNI, Octavio. 2002. « Tipos e Mitos do Pensamento Brasileiro ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 17, no 49, pp.5-10.
- ISIN, Engin Fahri et Patricia K. WOOD. 1999. *Citizenship and Identity*. London : Sage, 189p.
- KERSTING, Norbert and SPERBERG, Jaime. 1999. « Pobreza urbana, sociedad civil y ciudadanía en Chile y Brasil ». *Nueva Sociedad*, no 164 (novembre-décembre), pp.133-145.
- KOONINGS, Kees. 2004. « Strengthening citizenship in Brazil's democracy: Local participatory governance in Porto Alegre ». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 23, no 1, pp.79-99.
- LEAL, Vitor Nunes. 1975. *Coronelismo, enxada e voto: o município e o regime representativo no Brasil*. São Paulo: Alfa-Omega.
- LLOSA, Mario Vargas. 1983. *La Guerre de la Fin du Monde*. Paris: Gallimard, 701p.
- LOVE, Joseph L. 1970. « Political Participation in Brazil, 1881-1969 ». *Luso-Brazilian Review*, Vol. 7, no 2 (décembre), pp. 3-24.
- LOVELL, Peggy A. 1999. « Development and the Persistence of Racial Inequality in Brazil: 1950-1991 ». *The Journal of Developing Areas*, vol. 33, no 3 (printemps), pp.395-418.
- MARANHÃO, Tiago. 2007. « Apollonians and Dionysians: The Role of Football in Gilberto Freyre's Vision of Brazilian People ». *Soccer & Society*, vol. 8, no 4 (octobre), pp.510-523.
- MARQUES-PEREIRA, Bérengère et Ilan BIZBERG (dir. publ.). 1995. « Contenus et contours de la citoyenneté sociale en Amérique Latine ». pp.7-24. Chap. in *La citoyenneté sociale en Amérique latine*. Paris: L'Harmattan, 279 p.
- MARSHALL, T.H. 1950. *Citizenship and Social Class, and Other Essays*, Cambridge University Press,
- MARSHALL, T.H. 1965. *Class, Citizenship and Social Development*. Garden City, N.Y., Anchor Books Ed.
- MARTINS, Sérgio Da Silva, Carlos Alberto MEDEIROS et Elisa Larkin NASCIMENTO, 2004. « Paving Paradise: The Road from "Racial Democracy" to Affirmative Action in Brazil ». *Journal of Black Studies: African Descendants in Brazil*, vol. 34, no 6 (juillet), pp.787-816.
- MEDEIROS, João. 2005. « Configurations identitaires de la nation au Brésil ». Chap. in *Réalités Françaises et Brésiliennes*. João MEDEIROS et Jean-Marc LAVEUR (dir.publ). Publications de Montpellier III – Université Paul-Valéry, 294p.
- MEDEIROS, João Luiz. 2008. « Configurações identitárias da nação no Brasil ». Chap. in *Identidades em Movimento. Nação, Cyberespaço, Ambientalismo e Religião no Brasil Contemporâneo*. Porto Alegre : Sulina, 232p.
- MITCHELL, Michael J. et WOOD, Charles H. 1999. « Ironies of Citizenship: Skin Color, Police Brutality, and the Challenge to Democracy in Brazil ». *Social Forces*, vol. 77, no 3 (mars), pp.1001-1020.

- MOISÉS, José Álvaro. 1990. *Cidadania e Participação : ensaio sobre o referendo, o plebiscito e a iniciativa popular legislativa na nova Constituição*. São Paulo: Marco Zero, 100p.
- MOISÉS, José Álvaro. 1995. *Os brasileiros e a democracia - bases sócio-políticas da legitimidade democrática*. Ire éd. São Paulo: Editora Ática, 301p.
- MOISÉS, José Álvaro et SOSNOWSKI, S. 2001. *Cultura e Democracia*. (vol. 1-2-3), Ire éd, Rio de Janeiro: Fundo Nacional de Cultura. 851 p.
- MONCLAIRE, Stéphane. 1997. « Les Brésils imaginaires ». *Lusotopie*, pp. 297-306.
- MOURA, Clovis. 1987. *Os quilombos e a rebelião negra*. São Paulo: Brasiliense, 100p.
- NASCIMENTO, Larkin Elisa. 2004. « Kilombismo, Virtual Whiteness, and the Sorcery of Color ». *Journal of Black Studies*, vol. 34, no 6 (juillet), pp.861-880.
- NEVES, Paulo S. C. et LIMA, Marcus Eugênio O. 2007. « Percepções de justiça social e atitudes de estudantes pré-vestibulandos e universitários sobre as cotas para negros e pardos nas universidades públicas », *Revista Brasileira de Educação*, vol.12, no 34 (janvier-avril), pp.17-38.
- NISHIDA, Mieko. 2009. « 'Why Does a Nikkei Want to Talk to Other Nikkeis?': Japanese Brazilians and Their Identities in São Paulo ». *Critique of Anthropology*, vol. 29, pp.423-445.
- NOLASCO, Patricio. 1997. « L'état de l'État-nation : Une approche de la question brésilienne ». *Lusotopie*, pp.107-123.
- OLIVEN, Ruben George. 1999. « Two Sides of the Same Coin: Modern Gaúcho Identity in Brazil ». *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 4, no 2 (mars), pp.106-125.
- OLIVEN, Ruben George. 2005. « Culture et identité nationale au Brésil ». Chap. in *Réalités Françaises et Brésiliennes*. João MEDEIROS et Jean-Marc LAVEUR (dir.publ.). Publications de Montpellier III – Université Paul-Valéry, 295 p.
- OLIVEN, Ruben George. 2006. « National and regional identities in Brazil: Rio Grande do Sul and its peculiarities ». *Nations and Nationalism*, vol. 12, no 2 (avril), pp.303-320.
- OLIVEN, Ruben George. 2008. « Cultura e Identidade Nacional no Brasil », pp.103-121. Chap. in *Identidades em Movimento. Nação, Cyberespaço, Ambientalismo e Religião no Brasil Contemporâneo*. João Luiz MEDEIROS (dir. publ.). Porto Alegre : Sulina, 232p.
- ORTIZ, Renato. 2008. *Cultura brasileira e identidade nacional*. São Paulo: Brasiliense, 148p.
- OXHORN, Phillip. 2003. « Social Inequality, Civil Society, and the Limits of Citizenship in Latin America » Chap. in *What Justice? Whose Justice? – Fighting for Fairness in Latin America*. ECKSTEIN, Susan Eva et Timothy P. WICKHAM-CROWLEY (dir.publ.). University of California Press, pp.35-63.
- PAIXÃO, Marcelo. 2004. « Waiting for the Sun: An Account of the (Precarious) Social Situation of the African Descendant Population in Contemporary Brazil ». *Journal of Black Studies: African Descendants in Brazil*, vol. 34, no 6 (juillet), pp. 743-765.

- PARANHOS, Adalberto. 2003. « A invenção do Brasil como terra do samba: os sambistas e sua afirmação social ». *História*, vol. 22, no 1, pp. 81-113.
- PEREIRA JUNIOR, Almir, Jorge ROMANO et Marta ANTUNES. 2005. « Rights and Citizenship in Brazil: The Challenges for Civil Society ». *IDS BULLETIN*, vol. 36, no 1, pp.110-119.
- PERZ, Stephen G., Jonathan WARREN et David P. KENNEDY. 2008. « Contributions Of Racial-Ethnic Reclassification And Demographic Processes To Indigenous Population Resurgence: The Case of Brazil ». *Latin American Research Review*, vol. 43, no 2, pp. 7-33.
- PLETSCH, Carl. 1999. « Class, Nationalism and Identity Politics ». *Peace Review*, vol. 11, no. 2 (juin), 197-202.
- QUADROS, Jânio. 1961. « Brazil's New Foreign Policy ». *Foreign Affairs*, vol.40, no 1 (octobre), pp.19-27.
- QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. 1976. *O mandonismo local na vida política brasileira*. São Paulo, Alfa-Omega.
- QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. 1992. *Carnaval brasileiro: o vivido e o mito*. São Paulo: Brasiliense, 237p.
- REIS, Elisa P. 2000. « Modernization, Citizenship, and Stratification: Historical Processes and Recent Changes in Brazil », *Daedalus: Brazil: The Burden of the past; The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), pp. 171-194.
- REX, John. 1996. « National identity in the democratic multi-cultural state ». *Sociological Research Online*, vol. 1, no 2 (juin).
- RODRIGUES, Maria Guadalupe Moog. 2002. « Indigenous Rights in Democratic Brazil ». *Human Rights Quarterly*, vol. 24, no 2 (mai), pp. 487-512.
- RODRIGUES, R. N. 1935. *Os africanos no Brasil*. 2e éd., São Paulo.
- ROUQUIÉ, Alain. 2006. *Le Brésil au XXIe siècle: Naissance d'un nouveau grand*. Paris : Fayard, 409p.
- RUMMEL, Rudolph J. 1997. « Is Collective Violence Correlated with Social Pluralism? ». *Journal of Peace Research*, vol. 34, no 2, pp.163-175.
- SAILLANT, Francine. 2007. « Le Brésil: la fusion des différences, la Nation, la citoyenneté » Chap in *Pluralisme et démocratie – Entre culture, droit et politique*. Stéphane VIBERT (dir. publ.), Montréal: Québec-Amérique, pp.393-416.
- SAMUELS, David et Fernando Luiz ABRUCIO. 2000. « Federalism and Democratic Transitions: The "New" Politics of the Governors in Brazil », *Publius*, vol. 30, no 2 (printemps), pp.43-61.
- SANTOS, Wanderley Guilherme dos. 1979. *Cidadania e justiça, a política social na ordem brasileira*. Rio de Janeiro: Campus.

- SCHEYERL Denise et Sávio SIQUEIRA. 2008. « O Brasil pelo Olhar do Outro: Representações de Estrangeiros Sobre os Brasileiros de Hoje ». *Trab. Ling. Aplic.*, vol. 47, no 2 (juillet/décembre), Campinas (São Paulo), pp. 375-391.
- SCHNEIDER, Jens. 2004. « Discursos simbólicos e símbolos discursivos: sobre a etnografia da identidade nacional ». *Mana*, vol. 10, no 1 (avril), pp. 97-129.
- SCHNEIDER, Ronald M. 1991. *"Order and Progress": A Political History of Brazil*. Boulder (Colorado): Westview, 486p.
- SCHWARTZMAN, Simon. 2000. « Brazil: The Social Agenda ». *Daedalus: Brazil: The Burden of the past; The Promise of the Future*, vol. 129, no 2 (printemps), pp. 29-56.
- SELCHER, Wayne A. 1986. *Political Liberalization in Brazil: Dynamics, Dilemmas and Future Prospects*. Boulder (Colorado): Westview Press, 272p.
- SHERIFF, Robin. 2001. *Dreaming Equality: Color, Race, And Racism in Urban Brazil*. New Jersey: Rutgers University Press. 264p.
- SIQUEIRA, Sávio. 2005. Um Lugar chamado Brasil. Artigo apresentado como trabalho da disciplina LET 683, Representações Identitárias, do Programa de Pós Graduação em Letras e Linguística da UFBA. Salvador (inédit).
- SMITH, Anthony D. 1986. *The ethnic origin of nation*. Oxford: Basic Blackwell.
- SMITH, Anthony D. 1991. *National Identity*. Penguin Books.
- SOARES, Samuel Alves. 2006. *Controles e autonomia: As Forças Armadas e o sistema político brasileiro - (1974-1999)*. São Paulo, Editora UNESP, 222p.
- SOUSA, Leone Campos de et Paulo NASCIMENTO. 2008. « Brazilian National Identity at a Crossroads: The Myth of Racial Democracy and the Development of Black Identity ». *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 19, no 3-4 (juin), pp.129-143.
- SOUZA, Jessé. 2001 « A Sociologia Dual de Roberto Da Matta: Descobrimos nossos mistérios ou sistematizando nossos auto-enganos? ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 16, no 45 (février), pp.47-67.
- STEPAN, Alfred. 1989. *Democratizing Brazil: Problems of Transition and Consolidation*. New York: Oxford University Press, 424p.
- TELLES, Edward. 2003. *Racismo a brasileira : uma nova perspectiva sociologica*. Trad. de l'anglais par Ana Arruda Callado, Nadjeda Rodrigues Marques et Camila Olsen. Rio de Janeiro : Relume Dumara : Ford Foundation, 347p.
- TSUDA, Takeyuki Gaku. 2001. «When identities become modern: Japanese emigration to Brazil and the global contextualization of identity». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, no 3, pp.412-432.
- TURNER, Bryan S. 2009. « T.H. Marshall, social rights and English national identity ». *Citizenship Studies*, vol. 13, no 1, pp.65-73.

TWINE, FRANCE WINDDANCE. 1998. *Racism in a Racial Democracy: The Maintenance of White Supremacy in Brazil*. New Brunswick: Rutgers University Press.

VELOSO, Leticia. 2008. « Universal Citizens, Unequal Childhoods: Children's Perspectives on Rights and Citizenship in Brazil ». *Latin American Perspectives*, vol. 35, no 4, pp.45-59.

WAMPLER, Brian et Leonardo AVRITZER. 2004. « Participatory Publics: Civil Society and New Institutions in Democratic Brazil ». *Comparative Politics*, vol. 36, no 3 (avril), pp. 291-312.

WEYLAND, Kurt. 1996. « Obstacles to Social Reform in Brazil's New Democracy ». *Comparative Politics*, vol. 29, no 1 (octobre), pp. 1-22.

WINDSOR, Liliane Cambraia. 2007. « Deconstructing Racial Democracy: A Personal Quest to Understand Social Conditioning about Race Relations in Brazil ». *Social Identities*, vol. 13, no 4 (juillet), pp.495-520.

#### RÉFÉRENCES INTERNET:

Acervo da Luta Contra a Ditadura, page sur L'Acte Institutionnel no.1, [http://www.acervoditadura.rs.gov.br/legislacao\\_2.htm](http://www.acervoditadura.rs.gov.br/legislacao_2.htm), visualisé le 26 novembre 2009.

Brasil Escola, « AI-1 », <http://www.brasilecola.com/historiab/ai1.htm>, visualisé le 5 mai 2010.

Brasil Escola, « Atos Institucionais », <http://www.brasilecola.com/historiab/atos-institucionais.htm>, visualisé le 11 janvier 2010.

Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil (CPDOC), « o Plano de Metas », <http://cpdoc.fgv.br/producao/dossies/JK/artigos/Economia/PlanodeMetas>, visualisé le 5 mai 2010.

Conselho Estadual dos Diretos do Negro, version en ligne de la loi Afonso Arinos du 3 juillet 1951, [www.cedine.rj.gov.br/legisla/federais/LEI\\_AFONSO\\_ARINOS.pdf](http://www.cedine.rj.gov.br/legisla/federais/LEI_AFONSO_ARINOS.pdf), visualisé le 12 octobre 2009.

Info Escola, «Milagre Econômico», <http://www.infoescola.com/historia-do-brasil/milagre-economico/>, visualisé le 5 mai 2010.

Ministério da cultura – Fundação Cultural Palmares, [http://www.palmares.gov.br/001/00101001.jsp?ttCD\\_CHAVE=2&btOPERACAO=](http://www.palmares.gov.br/001/00101001.jsp?ttCD_CHAVE=2&btOPERACAO=), visualisé le 13 avril 2010.

Presidência da República Federativa do Brasil – « Constituição Da República Federativa do Brasil de 1988 », [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm), visualisé le 28 avril 2010.